



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

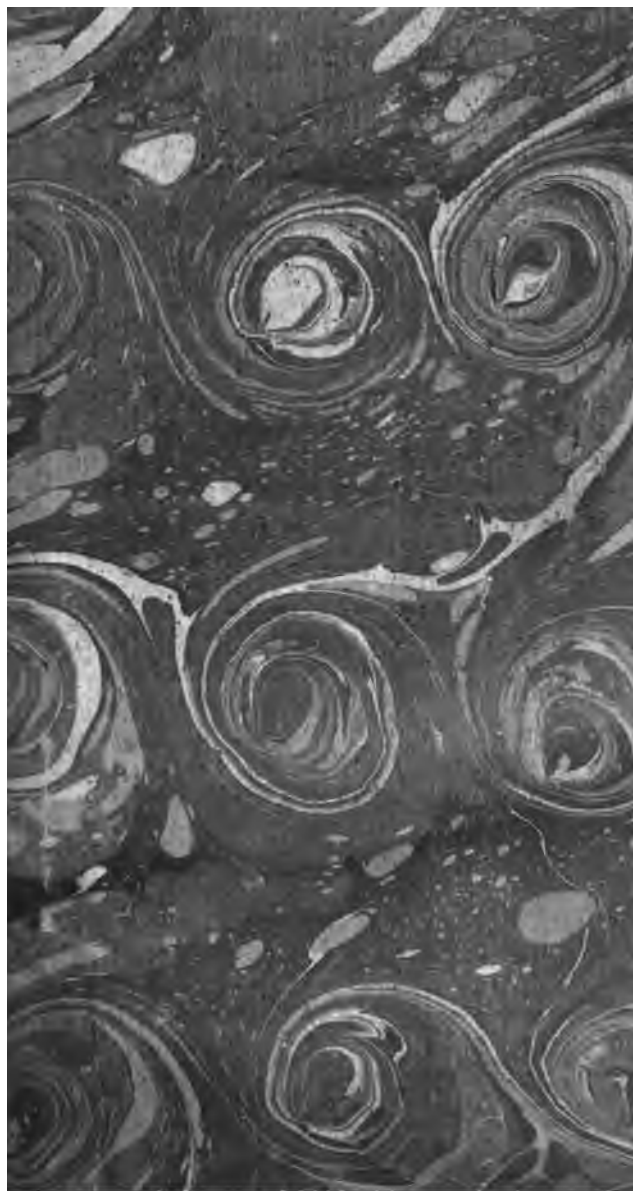
À propos du service Google Recherche de Livres

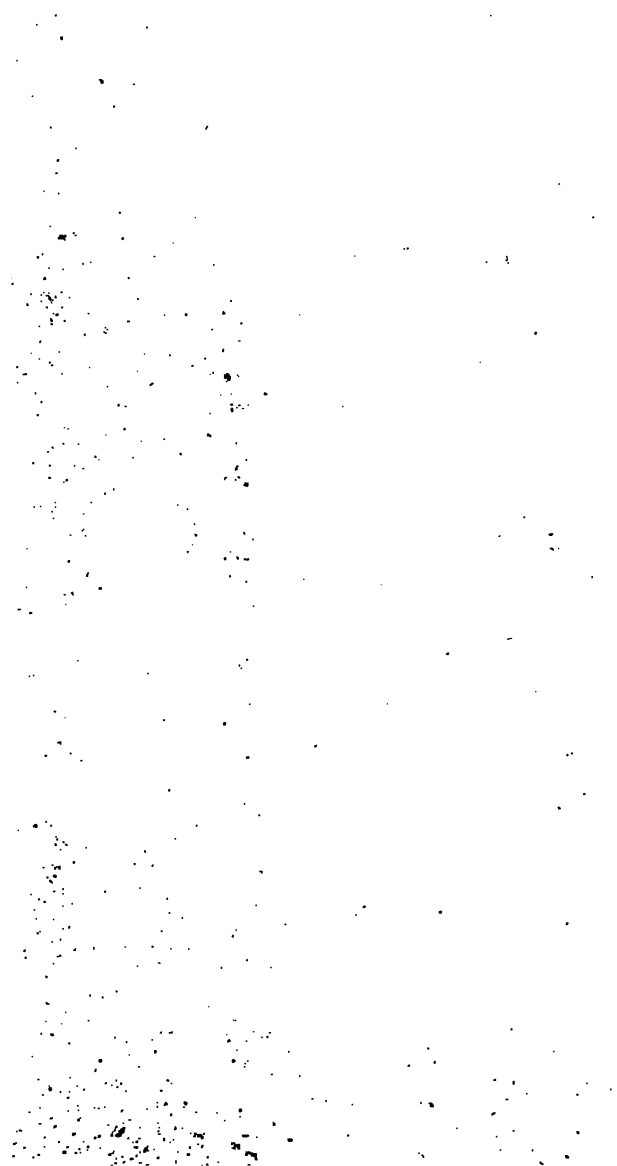
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



116. a. 26











RECHERCHES
ET
CONSIDERATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE.

TOME TROISIEME.



RECHERCHES
ET
CONSIDÉRATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1722.

TOME TROISIEME.



A LIEGE.

M. DCC. LVIII.

THE
FEDERAL
BUREAU OF INVESTIGATION
UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE
WASHINGTON, D. C.



RECHERCHES
ET CONSIDERATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1721.

SUITE DE L'ANNÉE 1669.



Le trafic de 1667 chagrinoit extrêmement les Hollandois, dont il gênoit absolument le Commerce; il y avoit beaucoup de marchandises & peu de vente chez eux, comme le mandoit M. de Pomponne à M. Colbert. Ils ne laifèrent pas de diffimuler leurs pertes, & s'imaginèrent que des menaces pourroient faire impression. Ils déclarèrent que si l'on ne vouloit modérer le tarif,

Tome III.

A

2 *Recherches & Considérations*

ils mettroient sur nos denrées , & particulièrement sur nos vins & eaux-de-vie , de tels droits que nous resterions sans Commerce. La chaleur de quelques-uns des Magistrats du Conseil , & le préjugé où l'on étoit pour lors en France que nous avions besoin des Hollandois pour faire notre Commerce , effrayèrent M. de Pomponne. Mais M. Colbert écoutoit de sang froid ces déclamations impuissantes , bien convaincu que le Commerce de Hollande ne pouvoit diminuer , sans que celui de France s'accrût.

L'importance de la matiere exige que j'inferé ici une partie d'une de ses dépêches à M. de Pomponne : on y verra la façon de penser de ce grand homme , & les motifs qui le soutenoient dans sa résolution. Puissent-ils donner du poids au vœu de toutes les personnes instruites de nos véritables intérêts !

*Extrait des Dépêches à M. de Pomponne ,
Ambassadeur en Hollande , du 21
Mars 1669.*

“ Sur le second point , je vous dirai
„ en peu de mots que je ne crois pas
„ que les impositions que les Etats veu-

sur les Finances de France. 3

„ lent mettre sur les vins de France ,
„ nous fassent grand préjudice : voici
„ mes raisons.

„ Les Hollandois viennent tous les
„ ans dans les rivières de Garonne &
„ Charente , avec trois ou quatre cent
„ vaisseaux , enlèvent leurs vins pen-
„ dant les mois d'Octobre , Novembre
„ & Décembre ; ils portent tous ces
„ vins dans leur pays où ils payent
„ les droits d'entrée ; ils en consom-
„ ment le tiers ou environ ; les deux
„ autres tiers sont conservés , accom-
„ modés & frelatés , & ensuite , lors-
„ que la mer s'ouvre aux mois de Mars
„ & d'Avril , rechargés sur les mêmes
„ vaisseaux , & portés en Allemagne ,
„ mer Baltique & autres pays du Nord
„ où les vins de France se consomment ;
„ & ces mêmes vaisseaux reviennent
„ chargés de bois , chanvres , fer & au-
„ tres marchandises de gros volume
„ qui servent à leurs bâtimens ; c'est
„ ce qui produit leur puissance & l'a-
„ bondance de leur Peuple & de leurs
„ gens de mer.

„ Si les impositions qu'ils mettront
„ sont égales sur tous ces vins , ils cou-
„ rent risque que les Anglois & les
„ François même qui ne les payeront

4 *Recherches & Considérations*

„ point , pouvant les porter dans le
„ Nord à meilleur marché qu'eux , s'at-
„ tirent ce transport , qui est tel qu'il
„ cause , comme j'ai dit , toute la puif-
„ fance des Hollandois. S'ils ne met-
„ tent ces impositions que sur les vins
„ qui se consomment en Hollande , ils
„ ne peuvent retrancher cent cinquante
„ ou deux cent bariques de leur consom-
„ mation , qu'ils ne retranchent en mê-
„ me tems un vaisseau de leur nombre ,
„ & la vie & la subsistance à vingt hom-
„ mes qui la trouvent sur ce vaisseau ; &
„ dès lors qu'ils viendront par ce moyen
„ à retrancher le nombre de leurs vais-
„ seaux , les gens de mer iront dans
„ les autres pays chercher leur subsis-
„ tance.

„ Le Roi d'Angleterre a fait la mê-
„ me chose dans son dernier Parlement ;
„ mais au lieu de nous faire du mal , il
„ se trouve que l'on n'a jamais enlevé
„ tant de vins de France que cette an-
„ née.

„ J'espère que l'empressement du
„ Sieur van Beuninguen qui a vû ici la
„ conduite du Roi & les moyens dont
„ Sa Majesté s'est servie pour augmen-
„ ter les Manufactures & le Commerce
„ par Mer de son Royaume , aidera

sur les Finances de France. 7

» beaucoup aux desseins qu'elle a formés sur ce sujet ; en voici la raison générale.

» Le Commerce par Mer de tout le monde se fait avec vingt mille Vaisseaux ou environ ; dans l'ordre naturel, chaque Nation en devoit avoir sa part à proportion de sa puissance & du nombre de ses Peuples & de ses Côtes de Mer ; les Hollandois en ont de ce nombre quinze à seize mille , & les François peut-être cinq ou six cent au plus. Le Roi employe toutes sortes de moyens qu'il croit être utiles pour s'approcher un peu plus du nombre naturel que ses Sujets en devroient avoir. Si les Hollandois se servent des mêmes moyens, il y a lieu d'espérer qu'ils feront le même effet que Sa Majesté prétend , c'est-à-dire , qu'ils s'approcheront aussi du nombre naturel qu'ils devroient avoir ; & en ce faisant , ils aideront beaucoup aux desseins de Sa Majesté. La preuve particulière de cette raison générale seroit trop longue à vous déduire , mais vous la pénétrerez facilement dans la suite de toutes les affaires de cette nature qui pourront passer par vos mains.

6 *Recherches & Considérations*

» Nonobstant ces^e raisons, comme la
» matiere du Commerce est très-déli-
» cate & très-difficile à pénétrer, je
» vous prie de m'informer avec soin de
» toutes les résolutions que les Etats
» prendront sur les propositions du S^r
» van Beuninguen, & sur tout ce qui
» concerne cette matiere.

» Il seroit même très-important pour
» le bien du service de Sa Majesté, que
» vous fissiez vos diligences pour être
» informé du nombre des Vaisseaux qui
» sont à présent aux Etats, & à tous
» leurs Sujets ;

» De la quantité des vins de France
» qui entreront tous les ans ;

» De celle qui s'y consomme & qui
» se transporte dans les Pays du Nord ;
» comme aussi des eaux-de-vie, vinai-
» gres, sels, fruits & autres denrées &
» marchandises du Royaume.

» Faites moi aussi sçavoir tout ce qui
» se passe sur nos étoffes, merceries &
» généralement sur toutes les modes de
» France, tant à l'égard des femmes
» que des hommes ; sur-tout faites ces
» recherches avec adresse & secret,
» n'étant pas à propos de témoigner au-
» cune envie de sçavoir toutes ces cho-
» ses ; il est même nécessaire d'affecter

» de ne pas paroître si sçavant en ces
» matieres , qui doivent tenir fort au
» cœur des Hollandois.

» Je suis, &c.

Jusqu'à ce que les vûes de M. le Duc de Sully sur l'exportation de nos grains, & celles de M. Colbert sur le Commerce des Hollandois ayent été pleinement adoptées , nous n'aurons ni richesses solides , ni Marine puissante , ni la confiance des Nations du Nord. Nous nous épuiserons pour soutenir un Pays dont l'Angleterre tournera toujours les forces contre nous au gré de son ambition & de sa haine.

Le projet des Hollandois de se passer de nos vins étoit très-réel ; & l'on apprit qu'ils négocioient le long du Rhin avec divers Princes pour diminuer les péages & les droits. M. Colbert recommanda très-vivement au Ministre du Roi à Mayence de suivre cette affaire avec autant de vigilance que de circonspection ; de s'informer exactement de la nature , du lieu de ces péages , des droits qu'on y perçoit , de la quantité des vins qui descendent par le Rhin. Il le pria d'en faire venir de plusieurs endroits , & de former même quelque

entreprise de Commerce dans le Pays en société avec un Marchand de vins , pour apprendre sûrement tous ces détails sans paroître les chercher. Afin de comparer lui-même les qualités , il en fit transporter à Paris des essais de toutes les espèces.

On ne pourroit que plaindre très-fort quelqu'un qui trouveroit ces détails trop petits : l'exécution ne demande que de la médiocrité dans les talens ; mais le principe qui en découvre la nécessité appartient au génie. J'eusse bien désiré, pour rendre un hommage plus complet à la mémoire du grand homme dont je parle & pour l'utilité publique , avoir eu communication de ses dépêches pendant les autres années de son ministère. Puisque ses lettres de l'année 1669 ont été recueillies , les autres doivent l'avoir été : de pareils trésors devroient appartenir au Public. On ose inviter en son nom les particuliers , chez qui ils se trouvent épars , à les rassembler dans ce dépôt si digne de la Majesté du Prince qui l'entretient en faveur des Arts.

Les informations prises au sujet des vins du Rhin tranquiliserent en France sur l'événement , & l'on peut dire que

la jalousie des étrangers n'a point nui à notre Commerce, autant que nos propres fautes. M. Colbert avoit raison, lorsqu'il remarquoit que nos vins de Bourgogne, de Champagne & de Bordeaux s'exportoient dans la même abondance pour l'Angleterre & la Hollande ; mais il n'observoit pas que nos petits vins restoient : ceux du Rhin ne leur faisoient pas tort, puisque nos basses qualités sont trop au-dessous pour entrer en concurrence. Mais les vins & les eaux-de-vie soit de Portugal, soit d'Espagne, les remplacèrent insensiblement, dès que les droits établis en France & dans l'Etranger devinrent si forts que les consommateurs aisés ne purent les acheter à un prix proportionné à leur valeur intrinsèque.

Nous avons toujours fourni, & nous pouvons espérer que cela durera longtemps, aux besoins des riches ; mais ils forment par-tout le petit nombre, & il n'y eût pas eu moins de bénéfice à vendre aux plus pauvres. Cela est impraticable, tant que les vins des Provinces où les vignobles sont médiocres payeront à la sortie les mêmes droits que ceux des Provinces où la qualité est supérieure.

C'est principalement dans le Nord que notre mauvaise politique nous a fait tort ; & comme nos denrées y sont un des principaux alimens du Commerce des Hollandois , M. Colbert redoubla d'efforts pour y établir le nôtre de façon à ne pas recevoir la loi de cette République , en cas qu'elle en trouvât les moyens.

Mais on eut encore recours à l'exclusif : c'est un vrai malheur pour la France que le préjugé en ait subsisté dans un tems où elle étoit en état de faire de grandes dépenses pour son Commerce. Les encouragemens ne pouvoient d'ailleurs être plus grands : la Compagnie du Nord devoit faire pendant vingt ans le Commerce de Zélande , de Hollande , des Côtes d'Allemagne , du Danemarck , de la Mer Baltique , de Suède , Norvège , Moscovie. Tous les Sujets pouvoient y prendre un intérêt à condition qu'il ne seroit pas moindre de deux mille livres.

Sa Majesté accordoit à la Compagnie trois livres par barrique d'eau-de-vie qu'elle transporterait dans ces Pays ; quatre livres par tonneau sur les autres denrées du crû du Royaume ,

& autant sur celles qu'elle apporteroit à droiture. Les munitions nécessaires à l'armement des vaisseaux étoient exemptées de tous droits d'entrée & de sortie; l'entrepôt des retours permis sans payer aucun droit à la réexportation. Attendu que ce Commerce se fait pour la plus grande partie par échange, S. M. promet de faire prendre dans ses arsenaux les marchandises propres à l'armement de ses vaisseaux, après que les Intendants des Ports les auront visitées, & de les faire payer comptant, ou bien sur le pied de la facture originale, en y ajoutant le change, le fret & les assurances; ou bien sur le prix courant que les mêmes munitions navales vaudront dans les Villes de Hambourg & d'Amsterdam. Le Roi offrit encore de faire l'avance pendant six ans sans intérêt du tiers du fonds capital, même de supporter sur ses avances les pertes qui pourroient être souffertes pendant ces six années. Il fut permis à la Compagnie d'employer sur ses vaisseaux la moitié de matelots étrangers, lesquels au bout de six ans de service devoient recevoir les Lettres de naturalité expédiées sans frais. Enfin il étoit défen-

12 *Recherches & Considérations*
du de saisir les effets de la Compagnie
pour dettes des intéressés.

Il n'étoit pas possible d'ajouter à ces faveurs. Toutes les causes de découragement sont prévues ; le grand article des provisions navales est réglé tout-à-la fois à l'avantage du Commerce & à celui du Roi , qui ne pouvoit espérer de les acheter avec plus d'économie. Que manqua-t-il donc à cet établissement pour le soutenir ? Quelle fatalité domine sur nos desseins les mieux concertés en apparence ? L'exclusif répond à tout.

Si le Roi eût accordé les mêmes grâces à tous ses Sujets indistinctement ; qu'au lieu d'avances de fonds , il eût daigné faire naviguer quelques Escadres dans ces Mers dans la saison où le Commerce en est ouvert , nous aurions un Commerce du Nord. Quand même on nieroit la conclusion , car le Peuple superstitieux des Monopoleurs est obstiné pour l'ordinaire , on ne pourra pas dire du moins que l'exclusif ait réussi avec des conditions capables de créer une Marine, de porter un Commerce dans les extrémités de la Terre les plus inconnues , pourvû qu'il y eût des retours à prendre.

On objectera que la guerre survenue en 1672 contribua à détruire cette navigation ; & c'est d'où se tire la preuve de ce qu'on avance contre la Compagnie du Nord. Toute Compagnie , si puissante qu'elle soit en capitaux , est bornée ; ainsi chaque perte considérable qu'elle éprouve , sur-tout dans les commencemens , diminue le nombre de ses entreprises ; & il faut que celles qu'elle peut encore exécuter la dédommagent non-seulement de ses avances , mais encore des fonds perdus. Cela est souvent impossible à une Compagnie qui ne suit qu'un seul genre d'affaires , qui a toujours un grand fonds de dépenses à satisfaire , soit qu'elle gagne , soit qu'elle perde. Loin de faire de nouveaux fonds , le découragement s'en mêle ; il faut par un calcul démontré qu'elle s'écrase dans un certain terme. On obmet le peu d'activité dans l'administration & les autres causes de décadence inséparables d'une Compagnie exclusive. L'exemple d'une pareille Compagnie une fois détruite fait une telle impression , que personne n'ose songer à la relever ; on ne remonte point aux causes. La Compagnie est ruinée , ce genre de Commerce est ingrat , dit-

14 *Recherches & Considérations*

on : d'ailleurs ces fortes de projets sont d'une exécution longue & pénible ; voilà une branche du Commerce délaissée.

Au contraire un Commerce libre est la réunion d'un nombre infini de sociétés volontaires. Dans chaque Port, un certain nombre d'Armateurs expédient leurs navires, dont les risques sont partagés entre plusieurs intéressés. Si un armement ne réussit pas, la portion d'intérêt de chacun est si foible que le Commerce n'en ressent point d'interruption ; dès qu'à l'aide du calcul on trouve l'espérance d'un bénéfice quelconque dans de nouveaux efforts, on refait des fonds, souvent plus considérables que les premiers ; on court après son argent, & on le rejoint toujours quand on le suit fagement.

D'un autre côté, si l'armement de l'un ne réussit pas, un autre qui s'y est mieux pris, ou qui s'est trouvé dans une circonstance plus favorable, a gagné : son exemple soutient les autres, ou sa prospérité redouble ses entreprises. Quand même tous viendroient à perdre à la fois, les entreprises seront moins nombreuses, mais ne cesseront pas, parce que l'habileté d'un Négoc-

ciant riche consiste presque toujours à porter dans les lieux d'où le plus grand nombre se retire ; d'après ce grand principe , que la surabondance produit la disette. On peut s'en rapporter à l'ambition des hommes pour le surplus ; celui qui a fait un profit est bientôt accompagné. Les petites vicissitudes que produisent les accidens du Commerce ne sont l'affaire de personne que de ceux qui perdent & ne s'en plaignent pas : l'impression qu'elles font sur l'esprit des mauvais Politiques , est une crainte puérile. Si Lisbonne ou Constantinople ont reçu dans une seule année ce qu'elles ne peuvent consommer qu'en deux ans , il ne s'ensuit pas qu'on soit une année sans y envoyer : cela par deux raisons ; la surabondance baissant les prix , la consommation y sera plus grande , & dans le pays vendeur la diminution de la demande fait diminuer les profits. De cette double diminution , naît la matiere d'une nouvelle exportation , soit dans un endroit , soit dans un autre ; ainsi point de vuide dans l'occupation du Peuple. Quand même il y en auroit un peu , ce seroit après tout avoir payé une journée double à un homme qui se repose le lendemain : mais

encore un coup la chose est impossible , elle n'est jamais arrivée , si la totalité du Commerce a été libre.

Il est bien certain qu'une Nation réduite à une ou deux branches de Commerce ressentira violemment l'interruption d'une seule ; mais si elle en a dix à sa libre disposition , l'une dédommagera de l'autre ; elle n'en perdra aucune , au contraire. Enfin , comme on l'a déjà remarqué , lorsque le Commerce est libre , la même prudence qui engage le Négociant à partager ses risques , l'invite à varier ses spéculations.

Ces matières ont déjà été discutées tant de fois , & beaucoup mieux qu'elles ne le font ici , qu'il paroîtra sans doute superflu aux bons esprits que l'on s'écarte dans ces sortes de digressions : mais qu'ils regardent autour d'eux ; la manne est tombée du Ciel , cependant une partie du Peuple languit encore.

Le Commerce du Nord mérite plusieurs considérations , auxquelles on ne peut refuser quelque extension.

Il est d'un genre de nécessité première dans tout Pays où l'on veut entretenir une Marine & une Navigation considérable , puisqu'il en fournit la matière. Il est ingrat , parce que les Peuples qui l'habitent

I'habitent sont pauvres & sobres : ainsi point d'argent à en retirer , peu d'importations à y faire. Les Anglois y portent de l'argent ; les Hollandois qui y trafiquent avec plus d'avantage , se contentent de l'échange.

Les Hollandois ont établi chez eux l'entrepôt de toutes les denrées du monde ; là ils composent les assortimens de chaque espece qui doivent entrer dans chaque navire qu'ils expédient. Si le lieu où ils doivent finir leur route & prendre leur chargement principal n'est pas propre à une grande consommation , ils partent plutôt & font des escales , soit pour porter des marchandises à fret , soit pour y vendre la portion de leur cargaison convenable aux Ports où ils mouillent.

Ainsi le prix du loyer du Vaisseau pour tout le voyage est payé moitié par les marchandises portées , moitié par les marchandises rapportées. S'ils alloient à morte-charge , ce seroit sur les retours qu'il faudroit imputer la totalité du fret. Il est donc évident qu'entre deux Nations , dont l'une ira chercher des matieres dans le Nord avec un Vaisseau vuide , & l'autre avec un Vaisseau rempli , la dernière aura payé les

18 *Recherches & Considérations*

matieres plus cher de la moitié du fret.

Il est aisé de conclure que si les François veulent établir un Commerce dans le Nord au pair des Hollandois , il faut qu'ils se procurent les assortimens de denrées convenables à ces pays.

Nulle autre Nation ne possède un plus grand nombre d'avantages naturels pour ce Commerce , ainsi que pour tous les autres ; puisque nous possédons une partie des denrées du Midi de l'Europe , & celles de son climat tempéré , avec les productions du Levant & des deux Indes : mais cela ne suffit pas. Si les Hollandois composent la plus grande partie de leurs cargaisons avec les denrées de France , ils y font aussi entrer celles du Portugal , de l'Espagne , de l'Italie qui conviennent à l'assortiment de ces pays. Le Maître d'une hôtellerie qui n'auroit qu'une sorte de vin à un seul prix ne feroit pas un grand débit.

Il est donc indispensable pour le Commerce du Nord , de pouvoir entreposer dans nos ports les denrées des autres pays , qui y conviennent mieux que les nôtres , quoique de même genre. Si cet entrepôt n'est pas permis , nous ne ferons le Commerce ni de ces denrées ni

des nôtres. Si au contraire nous les permettons, nous donnerons un double accroissement à notre navigation & à nos exportations, soit en pénétrant dans le Nord, soit en nous procurant de meilleures conditions de la part des Nations dont nous ferons valoir les denrées.

Il est certain que, ce point capital bien établi, nous réussirons avec de légers encouragemens : en voici une preuve récente. Il y a quelques mois qu'un Négociant François convint d'un fret de trois deniers & demi à Amsterdam sur un navire de deux cent tonneaux, pour prendre chargement à Archangel, & le conduire dans un port de la Bretagne, où il avoit l'espérance de trouver un nouveau fret pour Hollande. Le Navire partit d'Amsterdam à morte-charge, parce qu'Archangel est un lieu de peu de débouché, & cette navigation fut de trois mois & demi. Si ce Négociant eût reçu huit livres de gratification par tonneau sur un navire François, il eût été au pair d'un fret de douze à treize deniers, prix courant pour un voyage de neuf à dix mois à l'Amérique, où les vaisseaux fatiguent & s'usent davantage, où les dépenses sont plus chères, où l'on emploie plus

de monde ; & dès-lors il n'eût point songé à recourir à un Hollandois. Pour le dire en passant , cette différence de trois deniers qui paroît être à peu près l'intervalle commun du prix de notre fret à celui de Hollande , vient en grande partie du taux de l'intérêt de l'argent ; car le Hollandois qui paye à trois pour cent , se contentera de gagner six pour cent , où le François sera forcé d'en chercher dix au moins , parce qu'il paye l'intérêt de cinq à six pour cent. Les bois du Nord , avec lesquels l'un ou l'autre feront construire leurs vaisseaux , coûteront donc en outre quatre pour cent de moins au Hollandois qu'au François. L'intérêt du montant de ces quatre pour cent sur les matieres qui servent à la construction , ira encore en déduction des frais du Hollandois ; & ainsi de suite.

Il est une autre observation à faire sur le Commerce du Nord de l'Europe , en faveur de nos Colonies du Nord de l'Amérique , qui peuvent nous fournir au moins des mâtues , des goudrons , des chanvres , en attendant que le pays soit assez desséché pour produire de bons bois ; car le climat en soi y est plus favorable à leur bonne qualité ,

que celui du pays du Nord de l'Europe où nous les achetons.

Si les denrées du Nord sont plus favorisées que celles de nos Colonies, nous serons éternellement privés des ressources qu'elles peuvent produire. La consommation de nos denrées y est plus sûre que dans le Nord de l'Europe, & plus avantageuse : il paroîtroit donc naturel d'accorder aux productions de nos Colonies, qui peuvent nous convenir actuellement, la même faveur qu'à celles du Nord.

Finissons par remarquer qu'en tems de guerre la sûreté de ce Commerce exige de grandes précautions, parce qu'il faut traverser un canal étroit couvert de vaisseaux ennemis. Si l'on navigue en flotte, le risque est grand, les vaisseaux de convoi n'ont point de retraite en cas d'accident. Le plus sûr est encore de partir vaisseau à vaisseau par un tems fait. Dunkerque, par cette raison & par d'autres, paroît la ville la plus propre à ce Commerce.

On ne peut même diffimuler que cette difficulté d'entretenir notre Commerce du Nord pendant la guerre rendra toujours pour nous ce Commerce un peu précaire ; car sa protection for-

22 *Recherches & Considérations*

meroit une diversion considérable à nos forces maritimes, si l'on vouloit la rendre efficace ; & manquant de retraites le long des côtes de l'Allemagne, comme on l'a déjà observé, cette protection devient même difficile. Un Commerce qui n'est point exclusif à une nation, ne peut absolument reprendre son activité, s'il a reçu une interruption de plusieurs années.

Un autre obstacle que nous rencontrerons à l'établissement du Commerce du Nord, c'est la cherté de la navigation, & la médiocrité du bénéfice qu'il offre aux particuliers, tandis que nous avons d'autres branches de Commerce d'un grand produit, & qu'il nous en reste même d'autres à ouvrir qui ne feroient pas moins lucratives & moins étendues. Il n'est pas non plus toujours possible à l'Etat d'accorder des gratifications considérables ; & lorsqu'il en accorde, ce ne peut être qu'autant qu'il peut prévoir le terme où ses Sujets seront en état de s'en passer.

Ad. milieu de ces difficultés, il sembleroit de l'intérêt de la France d'adopter un système conforme aux circonstances & à ses intérêts politiques.

Nous ne pouvons évidemment tirer

tout le parti possible du Commerce du Midi, tant que nous nous contenterons d'y porter nos denrées, & que nos vaisseaux ne seront pas assurés d'un fret en retour. Pour leur assurer ce fret en retour, il faut absolument trouver un débouché dans le Nord des denrées superflues du Midi que notre Commerce peut nous apporter. Il paroît presque impossible que cette réexportation se fasse par nous-mêmes ; mais les Nations du Nord, les Danois, Suédois, Moscovites, ont des hommes & des vaisseaux à bon marché, & ces Peuples manquent de capitaux ; la longueur de leur voyage les rend chers, & elle est forcée, parce que leurs Ports sont fermés pendant l'hiver. Fournissons leur ces capitaux qui leur manquent, diminuons la dépense de leurs voyages, en ouvrant dans nos Ports un entrepôt perpétuel & absolument libre de droits à toutes les denrées, soit du Nord, soit du Midi.

La base de ce système de Commerce seroit une imposition de dix livres par tonneau sur tous les vaisseaux étrangers sans distinction, excepté dans le cas où ils apporteroient les denrées de leur propre cru ou de leurs Colonies : de manière que tous nos Traités de Commerce

24 *Recherches & Considérations*

consisteroient dans le Tarif respectif qui seroit arrêté avec chaque Nation de denrées réputées de son cru & du nôtre. On ne peut nier que notre propre cru fournit mâtues , bois de construction , chanvres , huiles , vins , fruits , grains , sels de toute espece , cuirs , fa laisons ; que nous avons par nos Colonies , brais , gaudrons , pelleteries , cotons , soyes , indigots , sucres , tabacs &c. Ainsi nous sommes à l'abri de toute difficulté. D'un autre côté il est évident que nous mettons dans leur intérêt tous les Peuples capables d'un Commerce actif , qu'il n'en est aucun qui ne retirât de cet établissement des avantages dont il ne jouit point aujourd'hui , & dont il est difficile qu'il jouisse autrement.

Le Commerce du Levant , que la nature avoit semblé réserver exclusivement à la France , étoit devenu la proie des autres Nations ; leur industrie avoit arraché sans peine de nos mains un bien dont nous ne savions pas user. M. Colbert en fut moins le restaurateur que le créateur ; mais avant de lire le bel Edit qui retablit ce Commerce , il est bon de connoître l'état déplorable où il se trouve.

Le:

Les Consulats du Levant, ainsi que les autres, avoient été érigés en Charges héréditaires, dans un tems où l'esprit de Finance dominoit à la faveur des besoins. Les Consulats se vendoient, s'achetoient, comme un effet public; on les faisoit exercer par des Commis ou par des Fermiers, qui sans s'intéresser au bien du Commerce & de la Nation, se servoient de leur autorité pour exercer des monopoles. Leur mauvaise conduite attiroit souvent des avanies à nos Marchands; quelquefois même ils eurent l'indignité de les susciter, afin d'avoir occasion de lever des taxes sur les Nationaux, ou de leur prêter à des usures exorbitantes; de façon que depuis une trentaine d'années il se levoit, indépendamment des douanes, quatre à cinq pour cent sur l'entrée & la sortie des marchandises, & jusqu'à mille ou douze cent piastres par vaisseau, sans que des sommes si prodigieuses eussent acquitté la Nation. Le Roi avoit commencé par ordonner à tous les propriétaires de Consulats de représenter leurs titres, de faire résidence, avec défenses très-expresses d'emprunter au prétendu nom de la Nation. A l'égard des dettes anciennes, ils furent obligés d'en envoyer

26 *Recherches & Considérations*

un état circonstancié , l'origine , l'acte de consentement , l'état des recettes , & autres pieces : depuis on retira la propriété de tous les Consulats.

La ville de Marseille eut permission d'établir des droits pour payer les dettes nationales ; mais les deniers furent ou dissipés ou mal administrés. Le plus grand desordre cependant venoit de la part des Ambassadeurs , qui , au mépris de leur dignité , exerçoient des monopoles pour s'enrichir. Chose étrange , que la même cause de décadence , le monopole , se retrouve dans toutes les branches du Commerce !

Pour donner une idée de notre fâcheuse position au Levant , il suffira d'exposer que l'Echelle seule d'Alep devoit deux cent quarante-huit mille sept cent soixante & douze piastras ; celle d'Alexandrie en devoit deux cent soixante mille , quoiqu'on eût levé jusqu'à trois & quatre mille piastras par vaisseau , neuf pour cent sur toutes les marchandises , sans compter les droits du Consul , qui n'avoit garde de s'oublier.

Une preuve sensible de la mauvaise administration , c'est qu'en 1647 un nommé Favre , avec un seul droit de cinq pour cent , avoit acquitté l'Echelle

d'Alexandrie en cinq ans de quatre-vingt mille cinq cent piaftres. A Seyde depuis vingt ans on levoit deux mille piaftres par vaisseau , & la Nation ne laissoit pas d'en devoir quatre-vingt mille. Par ces faits particuliers on peut juger des autres : & si l'on fait attention à la quantité immense d'argent qui sortoit du Royaume annuellement pour ce seul objet , quand même notre Commerce se fût fait au Levant par échange, on doit concevoir une grande idée des ressources de cet Etat. Malgré un si prodigieux écoulement de ses richesses au Levant, en Italie , en Angleterre ; malgré des guerres intestines & étrangères de près de soixante ans , & la playe des Traitans bien plus funeste encore, il n'étoit pas épuisé d'argent ; il lui restoit des marchandises & des vaisseaux. Le Port de Marseille étoit presque prohibé aux Négocians étrangers , sur lesquels on levoit différens droits , indépendamment de ceux dont on a déjà parlé : en voici l'énumération ; le droit de gabelle du port , d'un denier pour livre , des marchandises qui entroient pour le compte des Etrangers ; les droits d'attache & d'ancrage , originaiement de cinq sols par vaisseau ; trois sols par

Polacre, deux sols par Barque, un sol par Tartane appartenante aux Etrangers, avoient haussé successivement ; le droit d'adoub de quatre sols par quintal du port des vaisseaux étrangers, ou quatre livres par tonneau ; le droit de vintin de carene, ou de cinq pour cent sur les navires, mâts, antennes, &c. vendus aux Etrangers ; le vintin à rompre carene, droit de vingt écus par mille quintaux du port des vaisseaux depecés par les étrangers ; le droit d'un sol par millerole d'huile & de miel, & d'un sol par baril de chair salée que les Etrangers faisoient entrer ou sortir.

Enfin le droit d'aubaine dans toute sa rigueur ; droit que personne n'oseroit affermer vingt mille livres en France, & qui la prive de consommations immenses, qu'y viendroient faire quantité d'Etrangers attirés par la douceur de son climat, & des mœurs de ses habitans. Ce n'est pas qu'on entende, en se récriant contre le droit d'aubaine, approuver la liberté qu'on laisseroit aux Etrangers de posséder parmi nous des maisons ou des terres, des intérêts dans des entreprises de Finances ou dans des commerces exclusifs, sans être habitans de

la France. Cette conduite seroit aussi pernicieuse que la permission qui leur est donnée de placer leur argent dans nos fonds publics. On parle simplement du droit qui adjuge aux Fermiers du Domaine les meubles de quelques Etrangers, qui venoient faire valoir parmi nous les fruits de nos terres & de notre industrie. Cette police ne paroît propre qu'à éloigner de nous les hommes & l'argent, & elle est contraire à l'équité lorsque nous l'exerçons vis-à-vis d'une Nation qui n'use pas de la même rigueur à notre égard. Ne suffiroit-il pas même d'astreindre les héritiers d'un Etranger retiré en France à vendre leurs héritages dans l'an & jour de la mort, à moins qu'ils ne devinssent en même tems citoyens & habitans de France en se faisant naturaliser ? Ne devons-nous pas apporter tous nos soins pour prolonger parmi nous le séjour & la consommation de ceux qui n'ont pas le bonheur d'être nés François ?

Si Marseille eût eu assez de capitaux en argent & en vaisseaux pour faire tout le Commerce que sa position lui promettoit, on n'auroit pû lui reprocher les précautions qu'elle avoit prises pour conserver sa navigation contre les en-

treprises des Navigateurs étrangers ; mais aussi peu en état alors de remplir tous ces objets qu'elle l'est encore aujourd'hui , elle avoir poussé ses précautions contre le séjour des Etrangers jusqu'à une rigueur déplacée & ruineuse pour l'Etat.

M. Colbert voyoit toutes les branches du Commerce en friche à la fois. Les Négocians sans vûes , sans émulation , sans fortune , se doutoient à peine de leurs forces , & secundoient timidement ses desseins. Il prit habilement son parti ; il appella les Etrangers à Marseille par des privilèges , par la suppression du droit d'aubaine , & de tous ceux qui étoient imposés sur leurs effets. Il prévît bien que les riches Négocians des Nations qui n'ont point de capitulations à la Porte , viendroient en foule avec de gros capitaux jouir des avantages naturels de ce Port pour le Commerce du Levant ; qu'ils y construiraient de nouveaux navires , dont l'armement donneroit de l'occupation aux ouvriers & aux matelots François , en formeroit d'autres , & enfin en attireroit d'étrangers que l'aisance naturaliseroit bien-tôt. Son principe étoit trop sûr pour tromper son attente ; le pavillon

François se multiplia en un instant dans toutes les Echelles , & nos manufactures animées par cette nouvelle concurrence s'agrandirent. Quelque chose qu'on ait dit depuis de l'excès de cette concurrence , & des effets de l'avilissement des prix , il n'en est pas moins certain que dans le tems même où certaines personnes s'écrioient que tout étoit perdu , nos draps pénétroient pour la première fois dans l'Armenie & la Perse ; que les Anglois déploroient chez eux la facilité que nous avions de vendre de mauvais draps en si grande quantité , que les leurs restoient invendus malgré leur supériorité. Ce sont des faits qui doivent au moins nous apprendre à juger des événemens par leurs véritables causes , & à étudier les circonstances pour développer ces causes. Ce n'est jamais le gain de chaque particulier qu'il convient de calculer dans ces matieres ; mais le gain national ; & ce principe évident leve tous les doutes.

M. Colbert ne se contenta pas d'inviter les Etrangers à entreprendre le Commerce de Marseille , il le soulagea de maniere à rendre ce Commerce lucratif. Tous les droits quelconques fu-

32 *Recherches & Considérations*

rent supprimés , à l'exception du droit de poids & de casse , & de celui de Cottimo dont il reste à parler. En 1660 les Négocians de Marseille convinrent de lever demi pour cent sur toutes les marchandises portées dans chaque Echelle du Levant. Le produit étoit destiné à payer une pension de seize mille livres à l'Ambassadeur pour l'entretien de jeunes enfans François élevés à Constantinople dans l'étude de la Langue turquesque , & à l'acquittement d'une dette que la Nation avoit contractée avec les Anglois. Lors de l'établissement du Port franc , il fut fixé un tarif de ce que payeroit chaque espece de bâtiment allant aux Echelles du Levant ; & sur la recette il fut ordonné de prélever vingt-cinq mille livres pour l'entretien du Port. Cette premiere taxe étant trop forte , fut depuis diminuée plusieurs fois.

Le Commerce des huiles & fanons de baleine , celui de la poix & résine , étoient en traité , de maniere que le Partisan vendoit la permission d'en entrer & d'en sortir. Ce monopole dangereux fut supprimé. Dès 1665 , les droits excessifs & arbitraires de visite des Juges de l'Amirauté avoient été ré-

duits ; mais l'augmentation du Commerce les en dédommagea amplement.

Pour mettre le Commerce du Levant en sûreté contre les Navigateurs étrangers , il fut réglé qu'il seroit perçu un droit de vingt pour cent sur toutes les denrées du Levant qui n'en arriveroient pas à droiture , même par un navire François , ou qui seroient apportées par des vaisseaux portant pavillon étranger ; mais en même tems pour accoutumer ces Etrangers à venir prendre les denrées du Levant à Marseille , sans aller eux-mêmes les chercher au Levant , on leur remit le droit de cinquante sols par tonneau , lorsqu'ils y apporteroient des marchandises du crû de leur pays.

Ces expédiens réussirent si bien que les Anglois même vinrent charger à Marseille les denrées du Levant , jusqu'à ce que leurs Loix y missent un obstacle. Cependant l'exclusion donnée sans nécessité aux autres Ports de France a eu des suites fâcheuses , mais qu'on étoit alors bien éloigné de prévoir.

On a cru depuis que l'augmentation des capitaux & des Marchands nous permettoit d'enlever aux Etrangers cette portion d'intérêt que nous leur laissions dans nos profits au Levant en

34 *Recherches & Considérations*

faveur de leur séjour à Marseille. On supprima une concurrence sans la remplacer par une autre , qui sembloit toute naturelle , c'est-à-dire la concurrence nationale ; on eut lieu peut-être de ne pas appercevoir de changement au Commerce du Levant pendant quelques années ; mais l'augmentation du commerce lucratif de l'Amérique ayant détourné une partie de la navigation de Marseille , celle du Levant diminua sensiblement. Le monopole , toujours destructif de lui-même , tint le fret & les denrées si chères , que bien-tôt il perdit le Commerce de réexportation. Les Marchands Italiens acheterent des Anglois à Port-Mahon , des Hollandois & de la République de Raguse , la permission de naviguer sous le pavillon de ces Nations ; l'intérêt de leur argent étant plus foible & la concurrence plus forte , ils ont non-seulement perdu l'habitude de recevoir les denrées du Levant de la main des François , mais encore il les ont réexportées concurremment avec eux en Espagne & ailleurs. Les Hollandois par les mêmes raisons ont fait de grands versemens sur nos Côtes du Ponent au détriment de la Navigation & des Manufactures de l'Etat.

Il est évident en soi que , si tous les Ports de France eussent été ouverts au Commerce du Levant , aucun des effets qui a suivi le retranchement du pavillon n'eût été éprouvé. Les Manufactures de nos Provinces septentrionales pouvant alors s'exporter à aussi peu de frais pour les côtes de la Méditerranée que celles de l'Angleterre , y eussent au moins balancé les succès de nos voisins ; nos sucres , nos miels , nos sirops , nos caffés , y eussent été répandus à plus bas prix par la plus grande concurrence , & la consommation en eût été accrûe.

Avant de quitter la matiere du Commerce du Levant , il est bon de rassembler tout ce que M. Colbert fit en sa faveur. Il engagea des particuliers riches à armer des vaisseaux de force pour ce Commerce , & forma même en 1670 une Compagnie à laquelle le Roi avança pendant deux ans deux cent mille livres sans intérêt , prenant sur cette somme les pertes qu'elle pourroit esfuyer dans le même intervalle. Dix livres de gratification furent accordées pendant quatre ans sur chaque piece de drap qu'elle transporterait au Levant ; & enfin on y joignit entre autres privilé-

ges le droit exclusif de la vente du féné pendant les vingt ans qu'elle devoit durer , à condition qu'elle établiroit une raffinerie de sucre à Marseille. Quelque protection que cette Compagnie eût éprouvée , quoiqu'elle fût composée de riches Négocians , la concurrence des particuliers l'emporta sur elle ; lors de la dissolution elle se trouvoit en perte ; la vente du féné fut rendue libre.

La Compagnie des Indes Occidentales se trouvoit absolument hors d'état de soutenir son privilège exclusif. Les Colonies manquoient des choses nécessaires , & le bas prix auquel on prenoit leurs denrées desespéroit les habitans. En vain les droits furent-ils augmentés sur les sucres venant du Brésil & des pays étrangers ; les retours de la Compagnie n'étoient pas plus abondans , & les Interlopes Hollandois n'étoient pas moins accueillis dans nos Isles , malgré le renouvellement des défenses. La nécessité ouvrit les yeux , on en vint au grand remède ; le Commerce de l'Amérique fut permis à tous les François indifféremment. M. Colbert écrivit dans tous les Ports pour inviter à l'entreprendre , & sollicitoit en

particulier les principaux Négocians de s'y adonner. Les Gouverneurs eurent des ordres très-rigoureux d'écarter les navires étrangers , d'accueillir, de favoriser & de prévenir en tout les Navigateurs François. On vit bien que le Ministre vouloit sérieusement que le Roi fût obéi, & il le fut. On étoit bien éloigné alors de tomber dans l'indifférence sur cet article , sous prétexte qu'il étoit impossible de l'empêcher. M. Colbert avoit de la volonté qui est le premier des moyens , & il sçut exécuter ce que les Anglois & les Portugais ont trouvé facile chez eux. Des frégates en croisières , & sur-tout des commissions aux Armateurs pour courir sur l'Interlope , sont des expédiens assurés si l'on veut réussir.

Cela ne suffisoit pas cependant pour retirer tout-à-fait ce Commerce de la main des Etrangers. Dans plusieurs Ports, & entr'autres à Nantes , on leur vendit des Passeports pour aller aux Colonies, d'où ils rapportoient chez eux les retours à droiture. Cette infidélité coûta cher au Commerce ; car on obligea les Négocians de venir des- armer dans les Ports mêmes d'où ils étoient partis. Règlement qui devint

38 *Recherches & Considérations*

plus pernicieux à mesure que le Commerce s'étendit : aussi le révoqua-t-on depuis ; mais il a été reproduit sur un autre motif, qui étoit d'assurer le droit des Fermiers. Le Commerce vexé & desolé fut obligé de souscrire lui-même à l'arrêt de sa perte , pour éviter de plus grands troubles ; mais il est certain que cette formalité est infiniment coûteuse , & déroute tout-à-fait un Négociant dans les spéculations qu'il pourroit former. C'est en partie à ce Règlement que les sucres du Brésil doivent un accroissement si extraordinaire. Ne pouvoit-on pas vérifier à l'Amérique le chargement des vaisseaux sur lesquels on payeroit en France ? N'y a-t-il pas des Receveurs pour les droits qui y sont dûs ? Peut-on en partir sans un congé ? Enfin les Anglois ne le pratiquent-ils pas chez eux ? Si c'est du côté de la solvabilité du Négociant que l'on se défie , on peut exiger caution ; si c'est la fidélité des Commis que l'on soupçonne , on répond qu'elle sera égale à celle des Commis de France : tous les droits de l'Amirauté & autres sont perçus fort régulièrement.

De quelque manière que l'on s'y prenne pour établir la liberté de transporter

les denrées de nos Colonies à droiture dans les Ports étrangers d'Europe, on ne sçauroit trop répéter qu'elle est indispensable, & qu'elle équivaldroit sur cette partie à l'acte de Navigation des Anglois, sans blesser les traités ni les autres Puissances.

Ne laissons point échapper une observation qui se présentera souvent à ceux qui réfléchiront sur les opérations de M. Colbert. Aucun Ministre dans la Monarchie n'a fait une amélioration aussi prodigieuse dans les Finances, & aucun cependant n'a été plus exempt de cet esprit de Fisc, qui sacrifie toute opération utile à l'industrie aux produits actuels. La tête de ce grand homme étoit organisée pour les calculs politiques; & loin d'adopter dans la perception les raisonnemens timides d'un Receveur borné, la connoissance profonde des sources lui indiquoit sur le champ des remplacements assurés.

Il ne manquoit plus au Commerce que d'être une profession honorée; c'est ce que le Roi lui accorda par un Edit où il permet à la Noblesse de le faire, l'y invite même. Aucun politique alors ne parut allarmé sur la chute de l'esprit militaire, ni sur l'abandon

des fonctions de la magistrature ; & malgré les égards que l'on doit aux principes de l'Auteur de *l'Esprit des Loix* , je ne puis me persuader que Louis XIV. & les Ministres ne connusent pas mieux que lui les conséquences de cette démarche. Le Monarque s'exprima encore plus positivement dans un Edit postérieur : nous le verrons dans son tems ; en attendant celui de 1669 mérite d'être rapporté.

*Edit du mois d'Août 1669 , qui déclare
le Commerce de mer ne point déroger
à la Noblesse.*

« LOUIS , &c. Comme le Commer-
 » ce , & particulièrement celui qui se
 » fait par mer , est la source féconde
 » qui apporte l'abondance dans les Etats
 » & la répand sur les Sujets à propor-
 » tion de leur industrie & de leur tra-
 » vail , & qu'il n'y a point de moyen
 » pour acquérir du bien qui soit plus
 » innocent & plus légitime ; aussi a-t-il
 » toujours été en grande considération
 » parmi les Nations les mieux policées ,
 » universellement bien reçu , comme
 » une des plus honnêtes occupations de
 » la vie civile : mais quoique les Loix
 » &

» & les Ordonnances de notre Royau-
» me n'ayent proprement défendu aux
» Gentilshommes que le trafic en dé-
» tail , avec l'exercice des arts mécha-
» niques & l'exploitation des Fermes
» d'autrui ; que la peine des contraven-
» tions aux Reglemens qui ont été faits
» pour raison de ce , n'ait été que la
» privation des privilèges de Noblesse ,
» sans une entiere extinction de la qua-
» lité; que nous nous soyons portés bien
» volontiers , ainsi que les Rois nos
» prédecesseurs , à relever nos Sujets
» de ces dérogeances; que par la Cou-
» tume de Bretagne & par les privilé-
» ges de la ville de Lyon , la Noblesse &
» le négoce ayent été rendus compati-
» bles; & que par nos Edits des mois de
» Mai & Août 1664, qui établissent les
» Compagnies du Commerce des Indes
» Orientales & Occidentales , il soit or-
» donné que toutes personnes , de quel-
» que qualité & condition qu'elles
» soient, y pourront entrer & participer
» sans déroger à la Noblesse, ni préjudi-
» cier aux privilèges d'icelle; néanmoins
» comme il importe au bien de nos Su-
» jets , & à notre propre satisfaction ,
» d'effacer les restes d'une opinion qui
» s'est universellement répandue, que le

42 *Recherches & Considérations*

» Commerce maritime est incompatible
» avec la Noblesse, & qu'il en détruit les
» privilèges ; nous avons estimé à pro-
» pos de faire entendre notre intention
» sur ce sujet, & de déclarer le Commer-
» ce de mer ne pas déroger à Noblesse,
» par une Loi qui fût rendue publique ,
» & généralement reçue dans toute l'é-
» tendue de notre Royaume. A CES
» CAUSES , desirant ne rien obmet-
» tre de ce qui peut davantage exciter
» nos Sujets à s'engager dans ce Com-
» merce , & le rendre plus florissant , &
» de notre grace spéciale, pleine puissan-
» ce & autorité Royale, nous avons dit
» & déclaré, & par ces présentes signées
» de notre main , disons & déclarons ,
» voulons & nous plaît que tous Gen-
» tilshommes puissent , par eux ou par
» personnes interposées , entrer en so-
» ciété & prendre part dans les vais-
» seaux marchands , denrées & mar-
» chandises d'iceux , sans que pour rai-
» son de ce , ils soient censés ni réputés
» déroger à la Noblesse , pourvu tou-
» tefois qu'ils ne vendent point en dé-
» tail , &c.

Tandis que le Commerce de mer
étoit encouragé dans toutes ses bran-
ches, les Manufactures qui en font a

base après l'Agriculture, ne recevoient pas moins de secours. La nouvelle conquête du Roi cultivoit plusieurs Arts, dont il étoit important d'établir la communication avec le Royaume, & principalement avec les Ports. Cette communication naturelle dans un si grand voisinage avoit été tellement interrompue par le grand art des douaniers & par l'excès des droits, que toutes les denrées de la Flandre s'embarquoient par Ostende, ou se voituroient en Italie, sans toucher aux terres de France.

M. Colbert sentit l'avantage infini qu'il y auroit à déterminer par la France le passage de toutes les marchandises de la Flandre Française, & même Espagnole, allant à l'Etranger. Les soins qu'il prit & les peines qu'il eut à réussir prouvent tout à la fois l'importance de ces objets & les difficultés qui s'opposent toujours à l'ouverture des canaux du Commerce, soit qu'ils soient creusés pour la première fois, soit qu'ils aient été détournés.

Il commença par accorder un transit franc au travers du Royaume à toutes ces marchandises : mais on n'en eût pas profité s'il en fût resté-là. Les voitures des marchandises de Lille & des

44 *Recherches & Considérations*

autres villes de Flandre étoient entreprises par des Allemands , auxquels il importoit fort de dégôûter les Flamands de la route de France. Il y envoya divers entrepreneurs François , pour faire des propositions aux Commerçans , & chargea l'un d'eux en secret de prendre les voitures toujours à un quart au-dessous de ce que demanderoient les Allemands , s'obligeant de le dédommager de ce quart. En même tems , il fit armer deux Vaisseaux du Roi au Havre , pour transporter en Espagne & en Portugal les marchandises de la Flandre. Il envoya un Capitaine pour les offrir aux Négocians , conférer avec eux , avec ordre de s'informer des prix courans du fret par Ostende , de demander le plus bas , même de se contenter de ce qui lui seroit offert. Il étoit résolu de leur donner tous les deux mois cette facilité , pour les habituer à prendre leur route par le dedans du Royaume , jusqu'à ce que les particuliers armassent un assez grand nombre de navires pour faire cette Navigation. Il en écrivit à Rouen , à Saint-Malo , & dans d'autres Ports , invitant les Négocians à entretenir une navigation réglée avec le Portugal & l'Espagne , pour y porter les

denrées de la Flandre. « Car je connois
» fort bien , disoit ce Ministre , que ce
» n'est pas le fait du Roi de se mêler de
» ces sortes de détails. Si les Négocians
» de nos Ports demandent assistance à
» Sa Majesté pour entreprendre ces
» transports , je ne doute pas qu'elle ne
» le fasse volontiers ».

Toutes les fois que le Gouvernement se mêle ainsi du Commerce, on n'en prend point d'ombrage assurément ; on lui découvre même des petits secrets qu'il est bon qu'il connoisse, & qu'on lui cache, non qu'ils ne soient utiles à l'Etat, la profession est bienfaisante en elle-même, mais parce qu'on craint de dire jusqu'au bien que l'on fait.

Les Consuls de Portugal & d'Espagne reçurent ordre du Ministre d'offrir aux Négocians de la Flandre Française toutes les commodités dont ils pourroient avoir besoin ; de l'informer à l'arrivée de l'état des marchandises, des précautions à prendre une autre fois. Son attention s'étendoit jusqu'aux plus petits détails de propreté convenables à la conservation des marchandises.

» Faites bien valoir , écrivoit-il à
» l'Intendant de Flandre, tous ces soins
» aux nouveaux Sujets de Sa Majesté ;

» mais observez qu'Elle veut les convier à
 » se servir de cet établissement pour leur
 » avantage & non les y forcer. » Sentence
 admirable, soit qu'on la considère du
 côté de la politique ou de l'humanité :
 faire aux hommes le bien qu'ils aiment,
 c'est un art qui n'appartient qu'aux gran-
 des & belles ames.

On pourvut même aux retours que
 les Marchands pouvoient recevoir ;
 l'exemption de tous droits fut accor-
 dée au transit des vins & autres den-
 rées d'Espagne , venant pour compte
 des Marchands de Lille. Enfin M. Col-
 bert , pour couronner ses soins , envoya
 reconnoître les routes de Venise , Mi-
 lan , Veronne par terre , afin d'établir
 des voitures réglées , dont l'entreprise
 fût faite par des François.

Les habitans de la Flandre demande-
 rent que leurs étoffes pussent entrer en
 France pour la consommation sur le
 pied du Tarif de 1664. Cette grace
 parut souffrir quelque difficulté à cause
 de la facilité d'y introduire celles de pa-
 reille espece qui se fabriquoient dans la
 Flandre Espagnole ; cependant on s'y
 détermina , en prenant la précaution
 de faire marquer les ballots aux lieux
 du départ. « Quoique le Roi, » écrivoit;

il à ce sujet à M. de Souzi, » accorde vo-
» lontiers toutes sortes de graces aux ha-
» bitans des Pays conquis, & même aux
» Marchands des villes restées au Roi
» Catholique ; je ne laisse pas d'être
» persuadé qu'avec le tems nos bureaux
» produiront assez considérablement.

» A l'égard des précautions à prendre
» pour empêcher qu'il ne s'introduise
» quelque abus dans le passage des mar-
» chandises que les Marchands des
» Villes restées au Roi Catholique vou-
» dront envoyer dans les Pays étran-
» gers par nos voitures de terre & de
» mer ; prenez bien garde de ne rien
» faire qui puisse troubler ni diminuer ce
» Commerce ; au contraire travaillez
» par toutes sortes de moyens à l'aug-
» menter. Vous avez bien fait de faire
» arrêter le Commis du Bureau de Mor-
» tagne , qui avoit retardé le passage
» des bateaux de charbon ; il est de
» très-grande conséquence que les Mar-
» chands ne soient vexés sous quelque
» prétexte que ce soit ».

Il fit également emprisonner & en-
suite chasser un Commis pour avoir
pris cinq sols pour un acquit.

Encore un trait pour caractériser ce
grand homme , & développer ses prin-

48 *Recherches & Considérations*

cipes : il recommandoit à M. de Souzi trois maximes : « 1°. de ne jamais dé-
 » cider qu'après avoir entendu les Mar-
 » chands & les Fermiers , afin de main-
 » tenir la balance égale entr'eux ; 2°.
 » d'être plutôt un peu dupe des Mar-
 » chands sur les produits que de gêner
 » le Commerce , parce que ce seroit
 » anéantir les produits ; 3°. d'objecter
 » toujours la rigueur des Ordonnances,
 » afin que les Peuples sentent que la
 » grace leur vient du Roi , & qu'ils
 » soient portés à lui en avoir toute la
 » reconnaissance.

Tels sont les ressorts d'une adminis-
 tration , dont l'objet est de fonder la
 gloire & la puissance du Maître sur le
 bonheur des Sujets ; & telle sera la poli-
 tique de tous ceux qui apporteront dans
 les affaires du Gouvernement des prin-
 cipes , des vûes , des combinaisons &
 du courage. On l'a déjà remarqué , &
 on ne sçauroit trop le répéter , il eût
 été impossible à M. Colbert de créer
 à la fois une Marine & un Commerce ,
 & ce qui n'est pas moins difficile , d'être
 le restaurateur des Finances ; de porter
 si loin , en moins de dix ans , tant d'éta-
 blissemens ; d'entrer dans d'aussi grands
 détails , sans retarder l'expédition des
 affaires ;

affaires ; d'aller au-devant du bien avec tant d'activité , si son génie n'eût été guidé par une méditation profonde , dont le courant des affaires ne laisse plus le tems lorsqu'on est arrivé au Gouvernement.

On ne compte pas s'être écarté de son sujet en parlant du Commerce ; & l'on eût désiré pouvoir donner l'idée d'un Ministre parfait en citant les mêmes attentions pour encourager la sortie de nos grains & de nos vins , au lieu de se contenter de diminuer les tailles dans les campagnes.

Cette année n'offre d'autre opération de Finance que la création d'un Greffier des affirmations dans toutes les Cours & Sièges du Royaume , & celle de deux Trésoriers Généraux du Domaine dans chaque ressort de Chambre des Comptes , pour remplacer les Receveurs & Contrôleurs du Domaine établis dans chaque Sénéchaussée & Bailliage.

L'augmentation des Fermes ne se soutint pas cette année , parce que les besoins diminuant , les droits furent aussi diminués dès 1668 ; en particulier le prix du sel : voici la récapitulation.

RÉCAPITULATION des Revenus de 1669.

	Revenus.	Charges & Diminutions.
Fermes générales	46784600 liv. 15401715 liv.	
Autres Fermes	550000	190000
Recettes générales des Pays d'Élections	33832240	9546050
<i>Idem.</i> Des Pays d'États	2022512	1367315
Dons gratuits des Pays d'États	7213068	139197
Bois, Revenus caufels, Etapes & secondes Parties	5221369	257619
Total	95623789 liv. 26901896 liv.	
Net 68721893 liv.		

L'imposition générale étoit moindre que l'année précédente de six millions six cent cinquante-deux mille deux cent quatre-vingt quinze livres. Cependant les parties du Trésor Royal étoient augmentées de quatre millions cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt-six livres , par la diminution des Charges perpétuelles, & le remboursement de six millions six cent quarante-six mille deux cent quatre-vingt-dix-sept livres sur les avances des Fermiers & Receveurs.

ANNÉE 1670.

Il se faisoit sous divers prétextes une grande dissipation des amendes décernées dans les divers Tribunaux , & qui sont destinées en partie à payer les frais que le Roi fait pour la Justice. On fit compter les Receveurs de toutes les Jurisdiccions par états de recette & dépense depuis un nombre d'années : ce revenu fut réuni aux Domaines ; & pour l'accroître , il fut défendu aux Juges de modérer les amendes prescrites par l'Ordonnance.

Le génie de M. Colbert embrassoit tous les détails économiques , & ceux même dont le rapport eût paru moins

52 *Recherches & Considérations*

sensible à des yeux ordinaires avec le bonheur du Peuple. Il ne borna point son attention à ramener l'ordre dans la recette des amendes ; il sentit que le labyrinthe obscur des procédures , & la longueur des formalités inutiles , étoient des charges sur les sujets , nuisibles au recouvrement qu'exige le maintien de la société. En effet , elles sont l'asyle de la mauvaise foi : la difficulté de connoître & de remplir leur étendue , souvent la contradiction des jugemens qui en résultent , rendent les propriétés incertaines. Les sommes énormes qu'elles coûtent ne sont cependant pas plus onéreuses que la perte du tems qu'elles occasionnent , soit en tenant les plaideurs éloignés du travail & des soins domestiques , soit en suspendant une infinité d'entreprises utiles à l'amélioration des terres , à l'augmentation du Commerce. Combien de valeurs perdues pour l'Etat , par exemple , par l'abandon où tombent les terres en direction ! Quelle amélioration peut-on espérer d'un Fermier de bail judiciaire , qui n'a qu'un engagement de deux années ? Quel art inhumain & ruineux pour la société , que celui qui autorise un Procureur à prolonger un séquestre ,

jusqu'à ce que le produit de ses procédures fasse passer le bien entier dans ses mains avides ?

Ce fut par les conseils de ce grand homme que le Roi fit entreprendre la réforme des Ordonnances Civiles & Criminelles achevée en cette année. Ce fut par eux que le Prince s'arma de fermeté contre des représentations dictées par un fond d'attachement aux anciens usages , toujours respectable s'il est éclairé , mais qui dégénéroit alors en préjugé d'habitude. On ne sçauroit trop répéter que par-tout où les Loix gouvernent , il convient d'établir des formes ; que leurs inconvéniens de détail sont compensés par l'ordre général ; mais la raison leur prescrit des bornes , & le génie du Législateur les fait assigner.

Il semble qu'un Code de Loix auroit moins souvent besoin de réforme , & que la Loi seroit moins difficile à apprendre , si dans chacune le Législateur établissoit nettement les principes d'où elle dérive , & l'effet particulier qu'il se propose. L'expression de la Loi ne peut embrasser tous les cas possibles , d'où naissent avec le tems des modifications & des maximes éloignées de l'esprit

54 *Recherches & Considérations*

primitif de la Loi. C'est ce qui complique la Jurisprudence & fait quelquefois dégénérer la raison en chicane. Les principes bien décidés & bien établis rappelleroient sans cesse à eux les jugemens particuliers ; on pourroit suivre la filiation , pour ainsi dire , des formules & des maximes introduites dans certaines circonstances.

Les remboursemens d'Offices , de Gages & de Rentes continuoient toujours de se faire d'année en année : il paroît par un Règlement du 14 Avril de cette année, que les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville divisées en quatorze parties se trouvoient réduites à six millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent cinq livres deux sols dix deniers , qui avec les gages des vingt-huit Payeurs & Receveurs montant à deux cent cinquante-deux mille livres , formoient au total sept millions deux cent quarante-six mille deux cent cinq livres deux sols dix deniers. Cette année est véritablement l'époque brillante des Finances sous ce ministère , parce que dans aucune il n'y eut moins de charges perpétuelles sur des revenus de l'Etat & moins d'impôts sur les Peuples.

ETAT des Revenus & des Charges en 1670.

	Revenus.	Charges & Diminutions.
Domaines.	3475000 liv.	524033 liv.
Gabelles, Aides & cinq grosses Fermes	40031000	12202392
Gabelles de Languedoc & Rouffillon	2335000	852979
Idem. De Lyonois	1471000	218032
Idem. De Provence & Dauphiné	2027000	572453
Idem. De Metz	130000	130000
Tiers-sur-taux & Quarantieme de Lyon	350000	60000
Recettes générales des Pays d'Electiōns	34019709	7090220
Idem. Des Pays d'Etats	2806378	2062946
Dons gratuits des Pays d'Etats	3493136	142417
Bois	1002900	279825
Revenus casuels	3198183	1719754
Erapes & secondes parties	1999579	
Total	96338885	25855051
Dont		

environ trois millions en diminution aux Provinces qui souffroient.

Net 70483834 liv.

Les parties du Trésor Royal n'avoient point encore monté à une si forte somme ; les Charges perpétuelles ne montoient qu'à vingt-deux millions environ.

Dans cette somme n'étoit point comprise la subvention annuelle du Clergé. Il s'assembla cette année à Pontoise, & se détermina à accorder à Sa Majesté un don gratuit de deux millions deux cent mille livres, en faveur des efforts qu'il falloit faire pour réprimer la piraterie des Corsaires de Tunis & de Salé.

Les grandes dépenses en meubles ; diamans, tableaux & bâtimens, à Versailles, au Louvre, à l'Observatoire & ailleurs, commencèrent dès cette année à excéder les projets de dépense : la guerre survint, & l'Etat roula continuellement sur des anticipations de revenus, indépendamment des affaires extraordinaires. On en jugera mieux par l'état des dépenses de cette année.

La dépense réelle excédoit la dépense projetée de dix millions six cent onze mille neuf cent quatre-vingt-quatorze livres, & les revenus d'environ neuf millions. Pour remplacer ces fonds en 1671, on chercha d'avance des expédiens. Le droit de gros sur le vin fut augmenté : & le Contrôle fut établi sur

Tome III. page 56

NÉ 1670.



tous les actes sujets à signification. Cette dernière nouveauté excita de grands cris, & M. Colbert lui-même conseilla de retrancher ce droit ; la raison n'en paroît pas bien évidente, & il semble qu'il eût encore mieux valu que le Contrôle des exploits eût été un peu plus fort, que d'augmenter le droit de gros. Ces sortes d'impositions paroissent assez douces, tant que leur portée n'est pas telle que dans les petits intérêts, ils absorbent le fonds. Les détours & les longueurs de la chicane sont un fardeau mille fois plus onéreux. Si la multiplicité des procédures inutiles multiplie la perception du droit, c'est la faute des procédures ; & il existe des exemples de réforme sur cette partie. Après tout, si le prix des formalités pouvoit rendre les hommes justes, quel plus grand service seroit-il possible de rendre à l'humanité ?

On prévient le lecteur une fois pour toutes, que l'argent monnoyé étoit à vingt-sept francs le marc : ainsi les soixante & dix millions sept cent cinquante-cinq mille cinq cent sept livres faisoient deux millions six cent soixante-dix mille dix-neuf marcs ; lesquels aujourd'hui formeroient cent trente-deux

millions neuf cent soixante-six mille neuf cent quarante-six livres quatre sols , toutes charges déduites.

Le Roi avoit récompensé dès l'année dernière les heureux travaux de M. Colbert , en associant M. le Marquis de Seignelai son fils aux fonctions de sa Charge de Secrétaire d'Etat. La gloire & la réputation d'un tel pere étoient une Charge difficile à remplir pour tout autre ; mais cet illustre fils la soutint dignement , & devint le plus grand Ministre de Marine peut-être qui ait existé en Europe. M. Colbert le lui avoit promis à certaines conditions , qui furent remplies assez proprement , mais qu'il ne cessoit de lui remettre sous les yeux chaque jour.

Les grands principes ne sont jamais plus nettement développés que par l'expérience & la pratique : le pere voulut donner à son fils cet avantage sur lui : il le fit voyager dans tous les Arsenaux du Roi , en Angleterre , en Hollande , en Italie.

Le premier voyage fut celui de Rochefort. Qu'il me soit permis d'entrer dans des détails domestiques que les services de cette famille ont rendu si intéressans pour l'Etat , & de co-

pier la premiere instruction que reçut
M. le Marquis de Seignelai, écrite de la
main de son pere.

*Mémoire pour mon fils , sur ce qu'il doit
observer pendant le voyage qu'il va
faire à Rochefort.*

« Etant persuadé , comme je le suis ,
» qu'il a pris une bonne & ferme réso-
» lution de se rendre autant honnête
» homme qu'il a besoin de l'être , pour
» soutenir dignement , avec estime &
» réputation mes emplois ; il est sur-
» tout nécessaire qu'il fasse toujours ré-
» flexion & s'applique avec soin au ré-
» glement de ses mœurs , & sur-tout
» qu'il considere que la principale &
» seule partie d'un honnête-homme est
» de faire toujours bien son devoir à
» l'égard de DIEU , d'autant que ce pre-
» mier devoir tire nécessairement tous
» les autres après soi , & qu'il est impos-
» sible qu'il s'acquiesce de tous les autres
» s'il manque à ce premier. Je crois lui
» avoir assez parlé sur ce sujet en di-
» verses occasions , pour croire qu'il
» n'est pas nécessaire que je m'y étende
» davantage ; il doit seulement faire ré-
» flexion que je lui ai ci-devant bien

60 *Recherches & Considérations*

» fait connoître que ce premier devoir
» envers DIEU se pouvoit accommo-
» der fort bien avec les plaisirs & les
» divertiffemens d'un honnête-homme
» en sa jeunesse.

» Après ce premier devoir je desiré
» qu'il fasse souvent réflexion à ses obli-
» gations envers moi , non-seulement
» pour sa naissance qui m'est commune
» avec tous les peres , & qui est le plus
» sensible lien de la société humaine ,
» mais même par l'élévation dans la-
» quelle je l'ai mis , & par la peine &
» le travail que j'ai pris & que je prens
» tous les jours pour son éducation ; &
» qu'il pense que le seul moyen de s'ac-
» quitter de ce qu'il me doit , est de
» m'aider à parvenir à la fin que je sou-
» haite ; c'est-à-dire , qu'il devienne au-
» tant & plus honnête-homme que moi ,
» s'il est possible ; & qu'en y travaillant
» comme je le souhaite , il satisfasse en
» même-tems à tous les devoirs envers
» DIEU , envers moi & envers tout le
» monde , & se donne en même tems
» les moyens sûrs & infaillibles de passer
» une vie douce & commode ; ce qui
» ne se peut jamais qu'avec estime , ré-
» putation & régleme[n]t de mœurs.
» Après ces deux premiers points , &

VOY
TO
LE
RE
» pour descendre aux détails de ce qu'il
» doit faire pendant son voyage, je de-
» sire qu'il commence incessamment la
» lecture des Ordonnances de Marine
» qu'il trouvera dans Fontanon, Con-
» férence des Ordonnances, & Ordon-
» nances de 1629; qu'il emporte avec
» lui les Traités de Clairac, & lise
» promptement celui des termes mari-
» times; & que dans le voyage il s'in-
» struise toujours de la Marine avec M.
» de Terron, afin qu'il ne soit pas tout-
» à-fait neuf en cette matiere lorsqu'il
» arrivera à Rochefort; & je desire
» que pendant le séjour qu'il y fera, il
» employe toujours trois heures du ma-
» tin à l'étude, c'est-à-dire à la lecture
» dans son cabinet de tout ce qui con-
» cerne la Marine; & même quelque-
» fois pour changer de matiere, qu'il
» poursuive la lecture des Traités que
» je lui ai fait faire sur toutes les plus
» importantes & plus agréables matie-
» res de l'Etat.

» Aussi-tôt qu'il sera arrivé, il doit
» faire une visite générale de tous les
» Vaisseaux & de tous les bâtimens de
» l'Arsenal; qu'il voye & s'instruise soi-
» gneusement de l'ordre général qui

» s'observe pour faire mouvoir une
» grande machine.

» Qu'il interroge avec application
» sur tout ce qu'il verra, afin qu'il puisse
» acquérir les connoissances générales
» pour descendre ensuite aux particulières.

» Qu'il se fasse montrer le plan général
» de toute l'étendue de l'Arsenal
» tant des ouvrages faits que de ceux
» qui sont à faire, & sçache la destination
» de chaque pièce différente, & en
» voye la forme & la figure, & en
» suite donner les raisons : qu'il écrive
» de sa main les noms de tous les Vaisseaux
» bâtis, & de ceux qui sont en cours
» sur les chantiers, & l'état actuel
» il les trouvera, & en même-temps la
» description de tout l'Arsenal contenant
» le nombre des différentes pièces
» & leur usage particulier.

» Ensuite il fera la liste des Officiers
» qui servent dans le Port, depuis le
» Capitaine Général jusqu'au moindre Officier
» & s'en fera expliquer les principales fonctions,
» dont il fera le Mémoire.

» Après avoir pris ces connoissances
» générales, il descendra au particulier.
» Pour cet effet il commencera par la
» visite du Magasin général, laquelle

» il fera avec le Garde-Magasin & le
» Contrôleur ; verra l'inventaire gé-
» ral , & en fera , s'il est possible , un
» recollement ; c'est-à-dire , qu'il se fera
» représenter toutes les marchandises
» & munitions qui y sont contenues ,
» pour voir si elles sont en la quantité
» & de la qualité nécessaires ; sur quoi
» il se fera toujours informer. Il pourra
» même juger si le Garde-Magasin &
» le Contrôleur font bien leur devoir ,
» en voyant si le Magasin est propre &
» bien rangé , & si tout est en bon or-
» dre , & s'il tient un livre d'entrées &
» issues , qui est absolument nécessaire
» pour le bon ordre.

» Après avoir vû & examiné le Ma-
» gasin général , il visitera le magasin
» particulier des Vaisseaux , dont il se
» fera représenter l'inventaire , les exa-
» minera & en fera le recollement com-
» me ci-dessus ; & par ce moyen pourra
» bien connoître la quantité & qualité
» des marchandises nécessaires dans le
» Magasin général pour l'armement d'un
» aussi grand nombre de Vaisseaux que
» celui que le Roi a en mer , & pareil-
» lement tout ce qui est nécessaire pour
» mettre en mer un seul Vaisseau.

» Ensuite il visitera tous les ateliers

64 *Recherches & Considérations*

» des cordages, de l'estive, des voiles,
» des charpenteries, des tonneleries,
» des calfateries, la fonderie, le maga-
» sin à poudre, & généralement tous
» les ouvrages qui servent aux constru-
» ctions, agrès & appareils des Vais-
» seaux ; examinera de quelle sorte se
» font tous ces ouvrages, & les diffé-
» rences des bonnes ou mauvaises ma-
» nufactures, & ce qui est à observer
» sur chacune pour les rendre bonnes
» & en état de bien servir.

» Dans le Magasin général sont com-
» pris toute l'artillerie, tant de fonte
» que de fer, les armes, mousquets,
» piques, & autres de toutes sortes,
» ensemble toutes les munitions de
» guerre.

» Il examinera ensuite les fonctions
» de tous les Officiers du Port, verra
» leurs instructions, & fera de sa main
» un Mémoire de tout ce que chacun
» Officier doit faire pour se bien acquit-
» ter de son devoir ; & prendra le soin
» de les voir & les faire agir chacun
» selon sa fonction, pendant tout le
» tems qu'il séjournera audit lieu de
» Rochefort.

» Il s'appliquera ensuite à voir &
» examiner la construction entière d'un
vaisseau

» Vaisseau, en verra toutes les pieces
» depuis la quille jusqu'au dernier bâ-
» ton de Pavillon, en écrira lui-même
» les noms, & fera faire un petit mo-
» dele de Vaisseau qu'il m'enverra avec
» les noms de toutes les pieces écrits
» de sa main.

» Après avoir vû & examiné la con-
» struction entiere d'un Vaisseau, &
» avoir sçu les noms de toutes ses par-
» ties, il examinera encore l'économie
» entiere de tous les dedans, & l'usage
» de toutes les pieces qui y sont prati-
» quées.

» Il verra placer toutes les denrées,
» marchandises, armes, artillerie, agrès
» & appareaux nécessaires pour mettre
» un Vaisseau en mer, en fera lui-même
» le détail, l'écrira de sa main, & pren-
» dra le soin d'en faire charger & le
» mettre en cet état; & pour cet effet,
» s'il arrive assez à tems, il pourra pren-
» dre un des Vaisseaux que M. le Vice-
» Amiral doit commander; sinon il pren-
» dra le Breton qui doit être préparé
» pour le voyage des grandes Indes.

» Et en même tems qu'il s'appliquera
» à connoître les noms de toutes les
» parties qui servent à la construction
» d'un vaisseau, & de toutes celles qui

66 *Recherches & Considérations*

» sont nécessaires pour le mettre en
 » mer , il se fera informer de l'usage de
 » chacune piece, & de toute la manoeuvre
 » d'un vaisseau , & de tout ce qui
 » sert au commandement & à ladite ma-
 » nœuvre. Pour cet effet , il pourra la
 » faire faire devant lui , soit dans le
 » Port , soit en montant sur les vais-
 » seaux, & allant deux ou trois lieues en
 » mer , pour voir le tout ; & en un
 » mot fera enforte par son application
 » qu'il puisse sçavoir le métier de tous
 » les Officiers de Marine , tant en mer
 » qu'en terre , pendant le séjour qu'il
 » fera audit lieu de Rochefort ; enforte
 » que non-seulement il puisse en bien
 » parler , mais même qu'il puisse s'en
 » souvenir pendant toute sa vie , &
 » apprendre à donner ses ordres à tous
 » les Officiers qui auront à agir.
 » Pour parvenir à cette fin , il ne se
 » faut pas contenter de voir & exami-
 » ner une seule fois tout ce que je
 » viens de dire ; mais il faut le répéter
 » & faire souvent la même chose , parce
 » qu'il n'y a que cette répétition fréquen-
 » te , même avec une grande applica-
 » tion , qui puisse imprimer les especes
 » dans l'esprit & dans la mémoire , en
 » sorte qu'elle les représente fidelemen

» toutes les fois que l'on en a besoin.
» Il doit encore s'informer & sçavoir
» parfaitement toutes les fonctions des
» Officiers d'un vaisseau , lorsqu'il est
» en mer ; sçavoir du Capitaine , du
» Lieutenant , de l'Enseigne , du Maî-
» tre , du contre-Maitre , Pilote , Maî-
» tre Charpentier , Maitre Voilier ,
» Maitre Calfat & Maitre Canonier ,
» & combien d'hommes chacun d'eux
» commande , & quelles sont leurs
» fonctions ; & généralement de tout
» ce qui s'observe pour la conduite
» d'un vaisseau , soit dans un voyage ,
» soit dans un combat.

» Il lisa avec soin tous les Regle-
» mens & les Ordonnances qui ont été
» faits & donnés dans la Marine depuis
» que j'y travaille , ensemble mes let-
» tres & les réponses , afin qu'il tire
» par tous ces moyens la connoissance
» parfaite & profonde qu'il est néces-
» saire d'avoir pour se bien acquitter
» de sa Charge , & pour le faire avec
» la satisfaction du Roi , & le bien &
» l'avantage du Royaume.

» Il sera en même tems nécessaire
» qu'il apprenne l'Hydrographie & le
» Pilotage , afin qu'il sçache les moyens
» de dresser la route d'un vaisseau , &

68 *Recherches & Considérations*

» qu'il étudie aussi la Carte marine.

» Après avoir dit tout ce que je crois
» nécessaire qu'il fasse pour son instruc-
» tion, je finirai par deux points. Le
» premier, est que toutes les peines
» que je me donne sont inutiles, si la
» volonté de mon fils n'est échauffée,
» & qu'elle ne se porte d'elle-même à
» prendre plaisir à faire son devoir ;
» c'est ce qui le rendra lui-même capa-
» ble de faire ses instructions, parce
» que c'est la volonté qui donne le plai-
» sir à tout ce qu'on doit faire, & c'est
» le plaisir qui donne l'application. Il
» sçait que c'est ce que je cherche depuis
» si long-tems. J'espère qu'à la fin je le
» trouverai, & qu'il me le donnera,
» ou pour mieux dire qu'il se le donnera
» à lui-même, pour se donner du plai-
» sir & de la satisfaction toute sa vie,
» & me payer avec usure de toute l'a-
» mitié que j'ai pour lui & dont je lui
» donne tant de marques.

» L'autre point est, qu'il s'applique
» sur toutes choses à se faire aimer dans
» tous les lieux où il se trouvera, & par
» toutes les personnes avec lesquelles
» il agira, soit supérieures, égales ou
» inférieures ; qu'il agisse avec beau-
» coup de civilité & de douceur avec

» tout le monde , & qu'il fasse enforte
» que ce voyage lui concilie l'estime &
» l'amitié de tout ce qu'il y a de gens de
» mer ; enforte que pendant toute sa
» vie ils se souviennent avec plaisir du
» voyage qu'il aura fait , & exécutent
» avec amour & respect les ordres qu'il
» leur donnera dans toutes les fonctions
» de sa Charge.

» Je desire que toutes les semaines
» il m'envoie écrit de sa main le Mé-
» moire de toutes les connoissances qu'il
» aura prises sur chacun des points con-
» tenus en cette instruction.

Puis-je mieux rendre compte des
progrès que fit M. le Marquis de Sei-
gnelai, qu'en transcrivant ici l'instruc-
tion qu'il se donna à lui-même lorsqu'il
partit pour l'Angleterre & la Hollande ?

*Instruction pour le voyage de Hollande
& d'Angleterre.*

» Quoique le voyage que je viens de
» faire soit assurément fort utile , &
» qu'il m'ait donné des connoissances
» que je pourrai mettre en pratique se-
» lon les occasions , je dois considérer
» le voyage d'Angleterre & d'Hollande
» tout d'une autre maniere ; je verrai

» les deux Puissances de mer d'Europe
» qui ont le plus de réputation ; ainsi ,
» examinant bien tout ce qu'ils obser-
» vent , & tout ce qui les a fait réussir
» dans leurs entreprises , je prendrai
» des connoissances fort considerables ,
» & qui me donneront de grandes lu-
» mières pour la Charge que je dois
» faire ; ainsi il faut donc que je tra-
» vaille avec application non-seulement
» à connoître en général ce qui fait
» mouvoir toute leur Marine , mais
» aussi je dois descendre dans le détail ,
» & tirer de ceux que je trouverai sur
» les lieux , ou de leurs Officiers mêmes
» s'il se peut , toutes les instructions
» que je pourrai , pour mettre après en
» pratique dans la Marine du Roi ce que
» je trouverai qu'ils feront mieux que
» nous , & ce que la longue & conti-
» nuelle expérience qu'ils ont à la mer
» leur a appris.

» Je considérerai combien il est impor-
» tant que je m'applique extraordina-
» rement pendant ce voyage , puisque
» j'aurai pendant toute ma vie affaire
» de ce que j'y apprendrai , & que je
» pourrai par ce moyen me mettre en
» état de bien servir le Roi , & de lui
» paroître bien informé dans les ren-

» contres où j'aurai à lui parler de la
» marine.

» Pour cet effet je m'informerai soigneusement , & ferai des Mémoires
» de ma main.

» Du nombre des vaisseaux de guerre qu'ils ont dans leurs Ports & à la
» mer.

» De leurs noms.

» Leur port & la quantité de canons ;
» s'ils mettent leurs sabords aussi ou
» plus proche l'un de l'autre que nous.

» La maniere dont ils les disposent.

» Combien de canons de fer ils mettent sur chaque bord , combien de
» canons de fonte.

» D'où ils prennent leurs canons de
» fer.

» Le gabaris de leurs vaisseaux.

» La maniere de leurs constructions.

» La différence qu'il y a entre leurs
» vaisseaux & les nôtres , afin de remarquer les défauts pour les éviter , &
» chercher ce qu'ils ont de meilleur
» pour le suivre ; tâcher d'avoir un dessin exact de toute la construction du
» vaisseau , & de toutes les pieces qui
» y entrent , depuis la quille jusqu'au
» bâton du pavillon ; voir de quelle
» maniere ils chevillent les bordages ;

72 *Recherches & Considérations*

» en quels lieux ils mettent du fer ou
» du bois ; de quel bois ils se servent

» Tâcher de sçavoir les raisons qu'il

» ont pour la construction de leur

» vaisseaux ; quels avantages ils tirent

» de les faire plus à plate varangue

» que nous , & quels desavantages i

» y a ; les inconvéniens qui nous arri-

» veroient en cas de guerre d'avoir des

» vaisseaux plus taillés qu'eux , & qu

» par conséquent prennent plus d'eau

» Examiner s'ils se servent de gale-

» ries ou non , & les raisons qu'ils ont

» pour ne s'en point servir.

» Voir si leurs vaisseaux sont plus

» chargés d'œuvres mortes , & plus

» envolumés que les nôtres , ou s'ils

» sont plus fregatés.

» Sçavoir l'opinion qu'ils ont de la

» Marine de France ; en tirer leurs sen-

» timens tant sur les forces du Roi que

» sur les manieres de constructions ; sur

» la bonté des Officiers & des équipa-

» ges , & généralement sur tout ce qui

» regarde notre Marine.

» Sçavoir le nombre des équipages

» qu'ils mettent sur chaque vaisseau.

» Combien de matelots.

» Combien de soldats.

» Combien d'Officiers mariniers.

» Leurs noms.

» Com-

- » Combien de hauts Officiers.
- » Si je pouvois trouver quelque habile Capitaine ou bas Officier, il faudroit tirer de lui:
- » Les noms de tous les Capitaines, Lieutenans, &c.
- » Leur mérite particulier & l'estime qu'ils ont dans leur Corps.
- » Leurs fonctions tant en guerre qu'en paix, en gros tems & en calme.
- » Les fonctions des Officiers maritimes, & comment ils sont disposés sur chaque bord, tant en gros tems qu'en calme.
- » Ce qu'ils observent pour la manoeuvre du canon & du Pilotage, & pour toutes les autres manoeuvres du vaisseau.
- » Quels Officiers ils ont pour cela.
- » Les fonctions des grands Officiers; comme Amiraux, vice-Amiraux, contre-Amiraux & Chefs d'Escadre, s'ils en ont. Enfin sçavoir généralement toutes les fonctions desdits Officiers depuis l'Amiral jusqu'aux Mousles de chaque vaisseau.
- » Sçavoir tout ce qu'ils observent depuis que la poupe du vaisseau est achevée pour le mâter, l'agréer, l'armer & lester, le sortir des Ports, le

74 *Recherches & Considérations*

» mettre en rade , le gouverne
» calme & dans le gros tems
» le tems de combat.

» Sçavoir s'ils ont Majors &
» Majors, & quelle est leur

» Examiner & faire une de
» exacte de toutes les différent
» de bâtimens dont ils se serv
» les Ports & dans la navigati
» pour la marchandise que
» guerre.

» Observer & faire dessiner
» chines dont ils se servent pou
» rement de leurs Ports.

» L'ordre qu'ils tiennent pou
» lestage , & les lieux destinés p
» ter ledit leste.

» Tous leurs ouvrages & digu
» garantir leurs pays des inonc
» ensemble tous les ouvrages qu
» pour leurs Ports.

» La maniere dont ils ont bâ
» môles.

» Comment ils ont mis leur
» feaux à couvert du vent ; fai
» les desseins & la description ,
» les effets que chaque ouvrage
» duit.

» Comme la propreté d'un v
» & le soin qu'on prend de le n

» est extrêmement considérable , & ca-
» pable de conserver ledit vaisseau beau-
» coup plus long-tems ; il faut observer
» ce qu'ils font pour tenir leurs vais-
» seaux propres & en bon état , com-
» bien de fois ils le grattent & gou-
» dronnent , combien de fois & com-
» ment ils le calfatent.

» La maniere dont ils carenent , &
» s'ils ont des formes ou non.

» Examiner avec une fort grande ap-
» plication tout ce qui se passe dans leurs
» magasins , l'ordre qu'ils tiennent pour
» l'entrée & la sortie des marchandises ,
» & la maniere dont elles sont rangées.

» Tout ce qui se fait pour les construc-
» tions & radoubs des vaisseaux , de-
» puis que la quille est posée , jusqu'à
» ce que le vaisseau soit à la mer ; com-
» ment ils achètent leurs bois , les lieux
» d'où ils les font venir , combien ils
» en ont dans leurs magasins , comment
» i's sont rangés , toutes les machines
» qu'ils ont pour la facilité de leur conf-
» truction & de leur radoub.

» Sçavoir s'ils font leur construction
» à prix faits ou à journées.

» Si à prix faits , combien ils donnent
» de chaque vaisseau , soit en fournis-
» sant le bois par eux , soit par le Char-
» pentier.

76 *Recherches & Considérations*

» Si à journées , examiner bien par-
» ticulierement de quelle sorte les ou-
» vriers travaillent , à quelle heure ils
» entrent & sortent des ateliers , qui
» en tient les rôles , qui les paye , le
» prix de leur journée , & générale-
» ment tout ce qui se pratique pour la
» bonne police , l'économie & le bon
» ménage.

» Examiner la quantité & qualité
» des marchandises qui sont dans les
» magasins , comme fer , ancres , chan-
» vres , goudrons , mats , canons de
» fer & de fonte ; en sçavoir les prix
» au juste ; sçavoir d'où & de quelle
» manière ils les font venir pour les
» avoir à bon compte , & générale-
» ment tout ce qui se pratique pour
» avoir le tout bon & à bon prix.

» Il faut sçavoir aussi de quel fer ils
» se servent dans leurs forges , & d'où
» ils le font venir-

» Comment ils font travailler à leurs
» ancres , ou à journée , ou à prix faits.

» Sçavoir les prix faits & les marchés.
» S'ils les font faire à journée , de com-
» bien d'hommes ils se servent pour fa-
» briquer une ancre , de quatre , cinq ,
» six ouvriers , & combien de jours on
» y employe ; observant l'état auquel

» sont les pieces desdites ancrs, si les
» pattes, verges & bras sont en état
» qu'il n'y ait plus qu'à les joindre; com-
» bien ils payent les ouvriers qui font
» les mêmes ferremens.

» Pour la Corderie, savoir d'où ils
» prennent les chanvres, & comment
» ils le peignent, le filent & le commet-
» tent, si à journée ou à prix faits.

» De quelle maniere ils se goudron-
» nent, en fil de carret ou en cordage.

» L'utilité qu'on retire de le goudron-
» ner en fil de carret, est que le goudron
» pénètre davantage; il se fait au Havre
» de cette maniere; mais d'un autre côté
» il ne sue pas; & il est dangereux que
» l'humidité restant, il ne pourrisse ledit
» cordage. ●

» Observer s'ils ont des prix faits,
» savoir les prix faits avec les pou-
» lieurs, menuisiers, sculpteurs, lanter-
» niers, & autres, ou s'ils travaillent à
» journée.

» Examiner ce qui concerne la fonde-
» rie des canons.

» Observer enfin en détail tout ce
» qui se pratique dans tous les Arsenaux
» de Marine, dans toutes les fonctions
» & métiers qui en dépendent, pour
» profiter, dans notre Marine, de leur

78 *Recherches & Considérations*

» longue expérience, & de tous les
» moyens qu'ils pratiquent pour la diligence, la bonté & l'économie.

Savoir comment ils levent & payent
» les équipages de chaque vaisseau ;
» c'est devant ou après ; de quelle manière les décomptes se font aux Equipages ; combien on donne à chaque matelot, à chaque soldat, & à chaque Officier marinier.

» La solde des Officiers pour en faire le rapport avec celle du Roi, & en connoître les différences.

» Savoir pour cela les différences de leurs monnoies aux nôtres.

» Examiner avec soin de quelle manière les vivres sont fournis, si par un Munitionnaire ou par les Capitaines.

» Le prix de chaque sorte de victuaille ; de quelle sorte la distribution en est faite, & la manière dont toutes les marchandises sont disposées.

» Savoir combien de gardiens ils mettent à bord dans le Port, & la police qui s'observe pour la place desdits vaisseaux, & pour leur nettoyage.

Quelqu'étendues que puissent paroître ces connoissances à beaucoup de Lecteurs, ceux qui ont une idée juste de la Marine, & de l'administration de

cette grande partie , seront bien éloignés de les croire suffisantes pour un Ministre. Il lui est indispensable de connoître l'éducation des Officiers de Marine dans les pays où elle est la plus brillante , & perfectionner celle qu'on leur donne dans son pays ; de réfléchir profondément sur les motifs de l'émulation , sur les expédiens les plus propres à l'entretenir & à l'augmenter , parce qu'elle seule produira des hommes propres au commandement & aux grandes opérations. Exempt de préjugés il faut qu'il sçache en même tems nourrir ceux qui sont utiles au maintien des bonnes institutions , & modifier à propos leur application en faveur du service public.

Ce seroit retrécir la sphere de ces devoirs que de s'en tenir à ces vûes & à ces détails. Sans Commerce & sans Colonies , la Marine d'un Etat seroit très-foible , & toute dépense à cet égard seroit superflue. La conservation & l'agrandissement de ces deux parties sont la matiere d'une infinité de combinaisons politiques.

La population des Colonies , leur culture , leur police civile & militaire , comprennent tous les détails du Gou-

vernement : c'est , pour ainsi-dire ,
soin d'un Etat particulier , qu'il
rendre heureux & florissant , parce
fait partie du grand Empire , &
accroîtra sa prospérité. Aussi les au
Nations qui possèdent des Colonies
elles un Conseil particulier pour
administration , parce qu'il est , hu
nement parlant , impossible qu'un
homme rassemble toutes les con
stances essentielles à un bon gouver
nement.

La liberté , la protection , l'enco
gement de la Navigation , de la Pêche
& du Commerce , exigent une vi
vance & peut-être une ambition
étendue que suivie , des principes
appliqués avec constance & ferme

La moindre erreur , la plus lé
négligence dans les combinaisons qui
forment cette grande administration ,
viennent , pour l'ordinaire , des co
funestes à la puissance maritime
Etat. De-là dépend la subsistance
nombre de cette milice précieuse
enrichit l'Etat pendant la paix , qu
défend pendant la guerre , & sans
laquelle les Arsenaux militaires ne
sont qu'un vain appareil.

Les vûes sur le Commerce & les

lonies entraînent la connoissance exacte & détaillée de tout ce qui concerne les mêmes parties dans les États voisins ; de ce qu'il est possible d'entreprendre contre les ennemis de l'Etat ; de l'effet des pertes qu'ils peuvent effuyer ; des moyens les plus capables de s'assurer des succès, ou de se les préparer pendant la paix comme dans la guerre ; des desseins qu'ils peuvent concevoir à leur tour ; des mesures qu'il convient à la prévoyance de leur opposer.

Si à ces diverses études, à des réflexions sur la force des positions & l'étendue des ressources réciproques, on ne joignoit quelques méditations sur les plus célèbres expéditions maritimes, sur les manœuvres, & les actions remarquables des grands hommes de tout pays, sur leurs maximes dans le métier de la mer, & sur l'application qu'ils en ont faite, il seroit difficile d'être assuré qu'on a mis les hasards en sa faveur autant que le comporte la prévision humaine ; on distingueroit mal les occasions où la bonne conduite, la finesse des mesures, quelquefois même l'audace, sont capables de suppléer aux forces réelles, de celles où il seroit dangereux d'entreprendre sans la certitude

de réussir. Dans tous les tems on a vu de grandes choses manquer ou réussir par de petits moyens, & l'oubli des expériences passées reproduit de tems en tems ces scènes extraordinaires.

Avec tant de qualités acquises on pourroit cependant ne pas sortir de la médiocrité sans cette chaleur de volonté, & cette activité de génie à laquelle rien ne peut suppléer, & qui caractérisoit particulièrement M. Colbert.

Ce ne seroit pas une moindre erreur d'imaginer qu'avec du zèle, des notions générales & le secours des subalternes on parviendroit facilement à remplir son objet. On ne sauroit trop répéter que le tems des études profondes est passé lorsque le tourbillon des affaires nous entraîne par sa rapidité. Si l'on n'attend les principes que de l'expérience des cas particuliers, ces principes s'établiront lentement, & les incertitudes où l'on tombera continuellement conduiront à l'indécision dans les affaires, c'est-à-dire, au plus grand des malheurs après la perte de l'émulation parmi ceux qu'on gouverne. Le secours des subalternes ne produit jamais cette réunion de vûes, cette harmonie d'opérations qui fait la force

d'une administration active & vigoureuse. Ce secours peut même devenir dangereux dès qu'ils le sentent nécessaire : la réalité du pouvoir ne tarde pas à passer entre leurs mains : eux-mêmes inspirent les ordres dont on leur commet l'exécution ; si les abus s'introduisent , l'autorité se trouve forcée de les légitimer & de les justifier. Une pareille usurpation n'a presque jamais produit que la confusion & le désordre dans les affaires , & une ligue décidée contre les gens de bien & les sujets éclairés.

M. Colbert, qui connoissoit la nécessité de se rendre capable d'éclairer ceux qu'on employe , ajouta beaucoup de choses à l'instruction qu'on vient de lire. Chaque objet fut la matière d'une infinité de mémoires particuliers que lui envoyoit son fils. Celui-ci faisoit d'une manière surprenante les vûes & l'esprit de son père ; se rendant habile dans les plus petits détails ; allant lui-même dans les Provinces qui pouvoient fournir abondamment des bois à la marine , reconnoître les facilités du transport , la qualité des bois ; s'informant du prix sur les lieux , des frais de l'exploitation & du transport ; mêmes re-

84 *Recherches & Considérations*

cherches sur les manufactures de to
qui entre dans l'armement des
seaux ; enfin sur chacune des pa
qui pouvoient le conduire à l'éc
mie. Si j'avois à travailler sur la M
ne , je quitterois avec peine ces b
recueils , tous écrits de la main d
le Marquis de Seignelai : mais je me
tente d'en avoir tiré de quoi donner
idée de ses connoissances & de son
vail. M. Colbert , tant qu'il vécut
vit tout par lui-même en ami , en p
en Ministre. Ses confidences les plu
cetes respirent un amour & un
peût singulier pour la personne du l
& pour ses connoissances ; un zele
le Public , pour la justice & la vi
au - dessus de l'éclat de toutes les g
deurs.

Mon objet ne me permettant pa
m'étendre davantage sur la Marine
me borne à donner les titres princip
de l'instruction qui regardoit le dé
tement de la Marine. Ils ne renferr
pas un seul mot qui ne soit importa

» 1°. Le Roi veut toujours avoi
» mer , dans les Ports , & Arsenau
» Marine cent vingt vaisseaux de g
» re , sçavoir :

		En tout 194 Bâtimens par-	
		tagés en cinq différens Arse-	
		naux.	
		Toulon, Pour le Levant.	
		Rochefort, } Pour le Ponent.	
		Brest, }	
		Le Havre, }	
		Dunkerque. }	
		30 Frégates legeres.	
		20 Brulots.	
		24 Flutes.	
		<hr/>	
		74.	
		120.	
1 ^{er} rang..	12	}	
2 ^e	23		
3 ^e	33		
4 ^e	23		
5 ^e	29		

86 *Recherches & Considérations*

» 2°. Le Roi veut toujours avoir
» puissantes Escadres en mer.

» 3°. Sa Majesté veut que ses Ar
» naux de Marine soient toujours b
» fournis & assortis de toutes les m
» chandises nécessaires, pour l'ar
» ment & l'équipement des Vaissea

» 4°. Sa Majesté veut que les ach
» de toutes les armes, marchandises
» munitions se fassent avec grande é
» nomie, & qu'il soit continuellem
» travaillé à perfectionner & mainte
» tous les établissemens qu'Elle a fa
» dans son Royaume.

» 5°. Le Roi veut avoir de bons C
» ficiers de Marine, & qu'ils soient fi
» exercés.

» 6°. Le Roi veut qu'il soit éta
» des Ecoles de Pilotage & de Can
» niers dans les Ports.

» 7°. Le Roi veut achever l'enrô
» ment général de tous les matelots
» son Royaume.

» 8°. Le Roi veut que la Marine se
» réglée par des Ordonnances.

» 9°. Le Roi veut que toutes l
» Mers soient nettoyyées de Pirates; qu
» tous les Marchands soient escortés
» favorisés & protégés dans leur Com
» merce.

On ne peut se dispenser de rapporter ici les belles paroles suivantes :

» *C'est à quoi mon fils doit s'appliquer :*
» *il faut qu'il sente aussi vivement tous*
» *les désordres qui arriveront dans le Com-*
» *merce, & toutes les pertes que feront les*
» *Marchands, comme si elles lui étoient*
» *personnelles.*

» 10°. Le Roi veut qu'il soit fait une description exacte de toutes les Côtes, & qu'il soit toujours travaillé dans ses Ports à dresser des Cartes marines sur les rapports & les journaux de ses Vaisseaux de guerre.

Les avantages que la France avoit retirés de la franchise du Port de Marseille éclairèrent le Ministre sur les véritables facilités qui donnent de l'activité au Commerce. Il fit rendre une Déclaration qui peut être regardée comme un des expédiens des plus habiles qu'il ait employés, & qui mérite d'avoir place ici.

*Déclaration du Roi pour l'Etape générale
dans les Villes Maritimes.*

« LOUIS, &c. L'application que
» nous continuons de donner au réta-
» blissement & augmentation du Com-

88 *Recherches & Considérations*

» merce de notre Royaume , nous fai-
 » fant découvrir de tems en tems les
 » nouvelles graces que nous pouvons
 » accorder , pour parvenir à une fin
 » qui doit augmenter la fortune & l'a-
 » bondance de tous nos Sujets ; nous
 » avons trouvé qu'outre celles que nous
 » avons accordées par nos Tarifs & Dé-
 » claration du mois de Septembre 1664,
 » tant pour la diminution de tous nos
 » droits , que par l'établissement du
 » transit & de l'entrepôt , nous pou-
 » vions encore augmenter la commo-
 » dité des Négocians dans notre Royau-
 » me , de quelques pays & Nations
 » qu'ils soient , en leur donnant la fa-
 » cilité de se servir de nos Ports , com-
 » me d'une étape générale pour y te-
 » nir toutes sortes de marchandises, soit
 » pour les vendre à nos Sujets, soit
 » pour les transporter hors de notre
 » Royaume, en leur faisant restituer les
 » droits d'entrée qu'ils pourroient avoir
 » payés. A CES CAUSES , de l'avis de
 » notre Conseil, & de notre certaine
 » science , pleine puissance & autorité
 » Royale, Nous avons ordonné & dé-
 » claré par ces présentes signées de no-
 » tre main , ordonnons , déclarons ,
 » voulons & nous plaît qu'à l'avenir,
 » &

» & à commencer du jour de l'enregis-
» trement & publication du présent Edit
» en nos Cours des Aides de Paris &
» Rouen , tous Marchands , tant nos
» sujets qu'étrangers , qui feront entrer
» des marchandises dans nos Ports &
» Villes maritimes , desquelles ils n'au-
» ront point fait leur déclaration , pour
» jouir de l'entrepôt porté par nosd. Let-
» tres de Déclaration du mois de Sep-
» temb. 1664 , pourront pendant le tems
» des Baux de nos Fermes , & un an
» après l'expiration de chacun d'iceux ,
» recharger lesdites marchandises pour
» les transporter dans les pays étran-
» gers , sans payer aucuns droits de
» sortie : & en ce cas , Nous voulons
» & entendons que nosdits Fermiers
» leur rendent & restituent les droits
» d'entrée qu'ils justifieront avoir payés.

On a déjà dû remarquer qu'en 1664
l'entrepôt avoit été établi dans quel-
ques Ports pour les marchandises du
Royaume destinées pour l'étranger. Son
ombre subsiste encore aujourd'hui , mais
presque sans utilité pour l'Etat , parce
que les termes ont été successivement
réduits. Cette nouvelle opération étoit
infiniment supérieure ; on en a démon-
tré plus haut l'importance & la nécessi-

ré pour le Commerce du Nord. Si l'or ne s'étoit pas départi de ces grands principes après la mort de M. Colbert, la France seroit depuis long-tems l'entrepôt du Commerce de l'Europe.

La clause qui spécifie que les marchandises étrangères pourront sortir librement & avec restitution des droits dans toute l'étendue du Bail dans le cours duquel elles seroient entrées, étoit relative à la maniere dont les Fermes générales étoient alors administrées. Pendant tout le ministère de M. Colbert, comme sous celui de M. de Sully, elle s'adjugeoient réellement à l'enchere publique, & les Compagnies n'étoient composées que de sujets utiles. La restitution des droits d'entrée d'un Bail à l'autre eût causé trop d'embaras dans le cas d'un changement de Compagnie, & c'étoit un défaut considérable dans cette opération : un entrepôt doit être également libre dans tous les tems. Il est surprenant qu'un Ministre aussi clairvoyant & aussi bien intentionné pour le Commerce, n'ait pas mis en régie, non pas les Fermes, mais les Traités ; car sans cela jamais le Législateur n'est le maître de la fortune du Commerce de son Etat.

Un autre vice de la maniere dont cet entrepôt étoit disposé , c'étoit de mettre les Négocians en avances de grosses sommes pour le payement des droits , & dont l'intérêt renchérissoit évidemment les marchandises.

Il sembleroit possible d'éviter ces divers inconvéniens dans l'établissement d'un entrepôt général dans nos Ports.

Il est inutile que cet entrepôt dure plus de quinze mois ; ce tems suffiroit pour les spéculations , & la régie du Fermier en seroit plus facile ; c'est-à-dire , que l'on auroit quinze mois dans nos Ports pour entreposer les marchandises qui sortent du Royaume , & quinze mois pour faire sortir celles qui viendroient du dehors sans payer de droits. On donneroit simplement à l'arrivée caution du payement des droits , & le Négociant seroit obligé de représenter ces marchandises toutes fois & quantes dans l'intervalle , sous peine du payement quadruple des droits.

Au bout des quinze mois révolus , le droit seroit acquitté sous quelque prétexte que la marchandise se trouvât dans le Port.

Les marchandises étrangères qui sortiroient de la Ville pour entrer dans le

Royaume , payeroient en sortant les droits auxquels elles sont soumises par les Tarifs : les marchandises de France soumises à un droit de sortie le payeroient lors de l'embarquement.

Cet arrangement , simple dans sa forme , ne porteroit aucun préjudice aux Fermes, puisque tout ce qui est soumis à des droits les payeroit : il occasionneroit des spéculations & des réexportations qui ne se font pas , & qui seroient infiniment utiles à l'Etat : sur cet article , la Ferme ne perdrait que la faculté d'exercer un droit qu'elle ne perçoit pas dans le fait , puisque sur le pied où sont les choses , il est impossible de spéculer sur les réexportations en France. Le Négociant n'avancant les droits que lors de la vente , seroit en état avec de moindres capitaux d'entretenir dans nos Ports l'abondance des matieres premières , que nous fournit l'étranger , & dès-lors de nous les procurer à meilleur marché.

A N N É E 1671.

Les Hollandois se résolurent enfin à défendre l'entrée des vins , eaux-de-vie , & manufactures de France , sur le

refus que l'on fit de modérer le tarif de 1667 en leur faveur. Cette démarche hardie étoit cependant moins imprudente en ce moment qu'en aucun autre. Ils sentoient que nous n'avions pas encore assez de Vaisseaux pour faire nous-mêmes toute notre navigation : ils espérèrent même d'irriter la fierté d'un Monarque victorieux , & de l'amener de lui-même à une guerre qui seroit certainement fatale à ses nouveaux établissemens ; tandis que l'intérêt des autres Puissances de l'Europe à défendre leur Pays les rassuroit du côté de la terre. Un Conseil qui fut rejeté eût fait cependant échouer toute leur politique ; & tel est le prix du moment qu'ils obtinrent enfin leurs demandes d'un ennemi victorieux ; mais sans prévenir les événemens , tirons de cette leçon qu'ils nous ont donnée l'instruction qu'elle porte ; observons quelle supériorité un Peuple acquiert sur un autre , lorsqu'il s'est emparé de son Commerce actif. C'est dans le Commerce même de nos denrées que ces Républicains , naturellement pacifiques , avoient puisé assez de force pour nous nuire & nous braver. Il est en même tems très-vraisemblable que ,

si l'on n'en fût point venu à une rupture aussi prompte, ils s'étoient portés eux-mêmes le coup fatal. M. Colbert avoit pris des mesures avec les Hambourgeois, les Danois, les Suédois, pour animer leur navigation dans nos Ports ; & les secours qu'il donnoit à la nôtre étoient de nature à causer en cinq à six ans aux Hollandois , par des moyens paisibles , un repentir éternel de leur démarche.

On ne rend point assez de justice à l'activité de notre Nation ; elle n'a besoin que d'être aidée ; le Commerce de l'Amérique en fournit une bonne preuve. M. Colbert réduisit cette année les droits d'entrée sur les denrées de l'Amérique à trois pour cent , & exempta de droits de sortie toutes celles qui y feroient portées. On comptoit déjà cent Vaisseaux dans nos Ports destinés à ce seul Commerce, depuis deux ans qu'il étoit libre. Les Hollandois cependant continuoient d'y porter beaucoup de marchandises , & entr'autres des bœufs salés que nous ne pouvions fournir à aussi bon marché qu'eux. Dès le mois de Janvier de l'année suivante, cette branche de Commerce leur fut enlevée pour toujours au moyen d'une

gratification de quatre livres par baril de bœuf sortant de nos Ports pour les Colonies. Plus de la moitié de la France fut révoltée contre cette prodigalité prétendue ; on crioit à la dissipation des Finances : il eût bien mieux valu , disoit-on , diminuer les entrées , donner des pensions aux Officiers , augmenter les gages des Charges de Robe. Le Peuple jouoit son rôle ; le Ministre fit le sien , il réussit. On doit cependant observer que le Roi ne payoit que la moitié de cette gratification , & qu'il fit payer l'autre par la Compagnie sur les droits qu'elle s'étoit réservés.

Ces dépenses extraordinaires n'étoient pas les seules du Gouvernement : les Fortifications de Dunkerque commencées en 1665 , furent achevées ; l'Hôtel des Invalides fut commencé ; des leçons publiques de Chirurgie & de Pharmacie furent établies au Jardin Royal ; une Académie d'Architecture fut fondée ; les autres dépenses en bâtimens continuoient toujours.

Il paroît qu'en cette année les impositions montoient à cent quatre millions cinq cent vingt-deux mille six cent trente-une livres , y compris le don gratuit du Clergé de deux millions deux

cent mille livres accordé l'année précédente , mais que la recette ne pouvoit être évaluée qu'à soixante-dix-sept millions six cent quarante-huit mille neuf cent onze livres , les charges & diminutions déduites. Il falloit prélever quatre millions qui restoient à remplacer sur le manque de fonds de l'année 1670 , & les dépenses du Gouvernement qui suivant le projet montoient à soixante-quatre millions huit cent quatre-vingt deux mille livres , y compris trois millions destinés aux remboursemens ; restoient par conséquent en épargne huit millions sept cent soixante six mille neuf cent onze livres.

Mais les préparatifs de la guerre tant au dedans qu'au dehors , avec diverses augmentations sur les Bâtimens & autres comptans entre les mains du Roi , formerent une augmentation de dix millions huit cent cinquante-un mille six cent vingt-sept livres sur la dépense ; ainsi il fallut rejeter sur la recette de 1671 la somme de deux millions quatre-vingt-quatre mille sept cent seize livres.

Pour remplir cette somme & pourvoir aux dépenses extraordinaires que la guerre alloit occasionner , on eut recours

cours à divers expédiens. Le Roi retira les postes étrangères qu'il avoit abandonnées à M. de Louvois comme une gratification, & M. Colbert les afferma pour liv. trois ans 2700000

La création de douze Substituts du Procureur Général du Grand-Conseil valut 60000

Les Officiers des Greniers à sel furent réduits du nombre de dix-huit cent quatre-vingt-quatre à mille vingt-trois. Les gages des huit cent soixante-un supprimés, montoient à deux cent trente mille quatre livres ; ils furent réunis aux Offices des réservés au denier seize, en payant trois millions six cent quatre-vingt mille soixante-quatre livres, sur quoi fut prélevée la somme de deux millions trois cent vingt mille trente-deux livres pour le remboursement des supprimés ; revenoit au Roi 1360032

Une opération du même genre à-peu-près réduisit à douze le nombre des Trésoriers de France dans chaque Bureau. Les

4120032
I

De l'autre part... 412

gages des supprimés furent repartis entre les réservés, les Receveurs généraux & les Receveurs des Tailles au denier quatorze : mais cette espèce de taxe sur les Receveurs fit tort à leur crédit ; & , comme on le fit observer à M. Colbert , il ne convenoit pas de leur faire prendre d'autorité au denier quatorze, des augmentations de gages qu'ils eussent dû acquérir au cours de la place au denier dix-huit. Les Trésoriers de France se feroient contentés d'une partie des gages des réservés & de la permission de payer l'annuel qui leur étoit refusée depuis long-tems : le Roi eût gagné deux cent mille livres de rente sur les gages & un million sur la finance payée par les réservés ; mais le besoin commande ; & moyennant la distribution faite de la totalité des gages , cette affaire produisit... 3901

On fit un traité pour les

francs-fiefs dans le ressort
des Parlemens de Rouen &
& de Paris, qui occasion-
na de grandes recherches.
Quoique les formalités euf-
sent été prescrites de ma-
niere à éviter les vexations,
elles furent telles qu'on fut
obligé en 1673 d'informer
contre les Régisseurs. N'é-
toit-il pas plus naturel d'im-
poser annuellement le ving-
tieme sur les fiefs possédés
par les roturiers, que de
l'exiger au bout de vingt
ans avec des formalités con-
sidérables & d'une maniere
tout-à-fait ruineuse ? car les
seules personnes assujetties
à ce droit sont celles qui
n'ont pas eu le moyen d'ac-
quérir des privilèges ; assù-
rément une année entiere
du revenu prise à-la-fois sur
une fortune médiocre, est
bien capable de la déranger.
Par une conséquence sin-
guliere on proposa aux par-
ticuliers le rachat perpétuel
du droit de franc-fief, tan-
dis qu'on demandoit un sup-
plément d'une année à ceux
qui l'avoient racheté en
1656, évalué 2800000

A ce traité on joignit ce-

De l'autre part....	2800000	80:
lui de l'hérédité des Notaires , Tabellions , Procureurs , Huissiers & Sergens, évalué	400000	
Celui du reste des amendes provenant de la réformation des forêts, évalué..	300000	
Celui des revenans-bons des Chambres des Comptes, évalué	1000000	
Celui de la création de divers Offices sans gages...	100000	
La survivance des Offices des Maréchaussées . . .	330000	
	<u>4930000</u>	

A la remise du sixième, net...	410	
Il fut encore payé pour l'annuel par la Chambre des Comptes de Montpellier	30	
<i>Idem</i> par la Cour des Monnoyes	10	
<i>Idem</i> par le Parlement de Metz	20	
Pour les Survivances de Secrétaire du Roi, il fut porté au Trésor Royal	160	
Total, ,	<u>1432</u>	

D'ailleurs partie de ces fonds ne ren

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

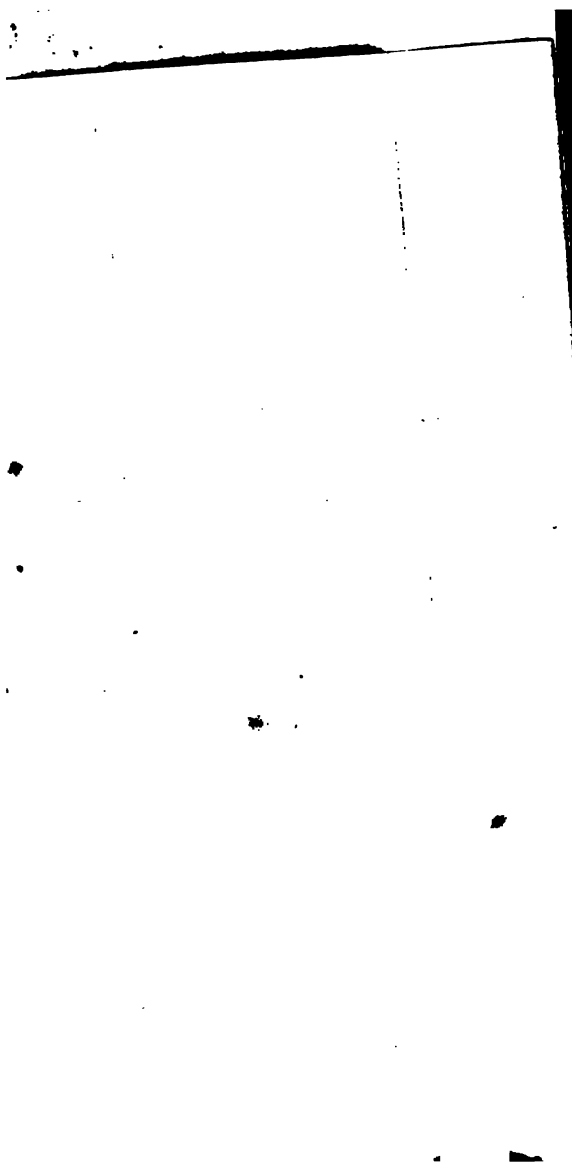
—

—

—

E

Fermes unies . . .
Gabelles de Lyonn
Idem de Provence
Idem de Languedoc
Recette générale d
Idem de Bretagne .
Don gratuit & Rec
Recette des Financ
Ferme générale des
Domaine de Lorrain
Don gratuit d'Arto
Dons gratuits & A
Don gratuit de Bre
Idem de Languedoc
Idem de Provence
Idem du Clergé .
Revenus casuels .
Bois
Recette générale d
Recette générale d



Fortifications du ded
Ligues Suisses . .
Commerce & Manu
Canal de Jonction .
Ouvrages publics .
Pavé de Paris . . .
Remboursemens . .
Bâtimens
Extraordinaire des C
Gratifications aux C
Pain de munition .

tra qu'en 1673, 1674, & 1675. On liquida aussi les aliénations sur les gabelles de Provence, Dauphiné & Lyonnois : le remboursement en fut réglé en fix payemens d'année en année, le fonds employé sur les états avec l'intérêt au denier dix-huit.

ANNÉE 1672.

Cette année les revenus étoient de soixante-quinze millions cinq cent soixante-dix-neuf mille cent cinquante-quatre livres, quatorze sols & onze deniers, charges déduites, suivant le détail. Le projet de dépense montoit à soixante-onze millions trois cent trente-neuf mille vingt livres.

Il fut dépensé de plus que dans le projet trois millions trois cent huit mille quinze livres. Les appointemens du Conseil & pensions de six millions deux cent trente-deux mille livres n'y étoient point compris ; ainsi il falloit consommer sur 1673 la somme de cinq millions deux cent quatre-vingt dix-neuf mille huit cent quatre-vingt onze livres.

M. Colbert desiroit que le projet de dépenses fût plus fort sur certains articles ; voici ses observations.

» La Marine peut être considérée sous
» trois points de vûe. Pour la seule
» guerre défensive, on peut se conten-
» ter d'une dépense de quatre millions.
» Pour maintenir le Commerce, l'enle-
» vement de nos denrées qui ne peut
» plus être fait par les étrangers ; pour
» conserver le Commerce de la Médi-
» terranée & l'ôter même aux Hollan-
» dois, pour maintenir les Colonies,
» on ne peut dépenser moins de sept
» millions.

» Pour soutenir la Compagnie des
» Indes Orientales, il faut dépenser huit
» millions ; elle ne peut subsister sans
» des secours d'argent & sans une Esca-
» dre dans les Indes ; ainsi il convient
» de destiner au Commerce cinq cent
» mille livres.

» Il seroit nécessaire de rembourser
» au moins neuf cent mille livres aux
» Officiers supprimés ; leurs gages mon-
» tent environ à trois cent mille livres ;
» si l'on est obligé d'avoir recours au
» crédit, ce retranchement seroit beau-
» coup de tort.

» Il n'y a plus que le Roi en France
» qui fasse travailler les Sculpteurs,
» Peintres, & autres ouvriers habiles :
» si Sa Majesté ne les occupe, ils iront

» chercher ailleurs de quoi gagner leur
» vie.

» Il faut mettre le Louvre en état de
» ne pas périr , fermer les Tuileries ,
» couvrir l'Observatoire.

» Si les Recettes ne suffisent pas , les
» seuls moyens de les augmenter , sont :

» Les emprunts.

» Les augmentations d'imposition.

» Les aliénations.

» Ce sont les trois moyens dont on
» s'est servi par le passé.

» Les emprunts ne peuvent être au-
» delà de trois à quatre millions au de-
» nier dix-huit , quelque chose que l'on
» fasse. Les raisons sont fondées sur ce
» qui s'est fait avant & depuis l'admi-
» nistration du Roi.

» Il faut observer à l'égard des impo-
» sitions , que le Roi tire plus des Pro-
» vinces à présent que les Tailles sont
» réduites à trente-trois millions , que
» l'on n'entiroit en 1658 qu'elles étoient
» à cinquante-six millions ; néanmoins
» elles peuvent être augmentées d'un
» million en cette année 1672 pour les
» Etapes , & d'un autre million en
» 1673.

» Quant aux aliénations , le Roi a
» retiré tout & est en possession de qua-

» tre millions de revenus, soit en Gref-
» fes, soit en Domaines que l'on peut
» aliéner ; on en retirera quarante mil-
» lions sur le pied du denier dix ».

Ces réflexions prouvent que le crédit étoit encore altéré, & peut-être aussi qu'on n'en connoissoit pas encore bien l'usage. Car au lieu de proposer une aliénation perpétuelle de quatre millions de rente du Domaine pour quarante millions, dans le dessein de revenir un jour contre ce mauvais marché ; n'eût-il pas mieux valu les aliéner pour quinze à seize ans, & n'en retirer que trente millions ? On n'eût pas trouvé d'acquéreur, dira-t-on ; cela git en fait : mais l'expérience justifie qu'en supposant de l'exactitude dans le Ministre, les fonds se trouvent d'autant plus facilement, que les conditions sont moins onéreuses au Prince. L'assurance du paiement est plus grande : tel est le ressort du crédit.

Il est à propos de remarquer que M. Colbert commençoit toujours par déduire les charges avant de former ses états de recette ; méthode essentielle à l'ordre, à l'exactitude des payemens, au maintien du crédit, & dont l'oubli a toujours été funeste. Les projets qu'on

sur les Finances de France. 105
verra dans cet ouvrage , n'étoient que des esquisses préparées pour le travail du Roi ; mais le Ministre les méditoit auparavant dans le plus grand détail.

On ne doit pas oublier que depuis l'année 1671, lorsqu'il est parlé des états de recette, on suit ce qui a été trouvé écrit de la main de M. Colbert. Les états précédens sont pris dans d'autres sources ; & comme elles ne sont pas toujours conformes depuis 1671 aux détails écrits par le Ministre même, on les a abandonnées. A examiner les choses de près , cependant les produits se trouvent à-peu-près les mêmes , parce que M. Colbert faisoit état à part des fonds extraordinaires , même de ceux qui entroient à droiture au Trésor Royal.

ANNÉES 1673, 1674, 1675 ;
1676, 1677, 1678.

L'Histoire des Finances n'a plus à nous présenter que des affaires extraordinaires , qui ne sont pas toutes heureuses. L'une des premières fut un traité de quatorze millions, qui comprenoit les parties suivantes.

1°. L'aliénation de neuf cent mille

106 *Recherches & Considérations*

cent mille livres de rentes
sur les petits Domaines. 10000

2°. La création de deux
Offices de Receveurs & de
deux Contrôleurs des Do-
maines dans chaque Géné-
ralité. 600

3°. Les taxes sur les mai-
sons bâties hors de l'encein-
te de Paris, fixées en 1638. 300

4°. La vente des maté-
riaux de la halle aux Draps
& aux Toiles, & de toutes
les échoppes, boutiques,
places appartenant au Roi
dans la nouvelle enceinte
de Paris, & aussi de la per-
mission de bâtir aux pro-
priétaires des places dans la
nouvelle enceinte. 1300

5°. La confirmation du
privilège des roturiers ha-
bitans dans les Villes fran-
ches, possédant des Fiefs
moyennant deux années de
revenu. 1420

6°. La confirmation des
propriétaires du Domaine
aliéné par Charles IX. 800

Total. 14420

Sur les quatorze millions convenus avec les Traitans, ils obtinrent la remise d'un fixieme ; en outre il leur fut accordé de faire payer à leur profit le sou pour livre des adjudications par les acquéreurs ; & les deux sols pour livre sur les taxes qui seroient réglées au Conseil par les taxés. Il est difficile de concevoir comment au commencement d'une guerre on se déterminoit à accorder de pareilles conditions.

La remise valoit seule aux	liv.
Traitans	2333333
pour laquelle on leur donna	
une Ordonnance de comptant.	

Ils avoient de bénéfice sur les quatorze millions, suivant l'évaluation de M. Colbert,	420000
--	--------

Le sou pour livre sur dix millions.	500000
---	--------

Les deux sols pour livre sur quatre millions.	400000
---	--------

Total	<u>3653333</u>
-----------------	----------------

sur onze millions fix cent soixante-fix mille fix cent soixante-sept livres que le Roi retiroit : encore ne faisoient-ils comptant qu'un payement de trois mil-

103 *Recherches & Considérations*

lions , & le surplus en dix payemens de trois mois en trois mois , à compter du jour de l'enregistrement de l'Edit. Tel est l'effet ordinaire des traités extraordinaires. Il est vrai qu'au moyen des trois millions comptant , le Roi retiroit un gros revenu du restant des Greffes sur le remboursement de ceux de Paris seulement évalués à sept cent quatre mille livres , il gagnoit en gages vingt sept mille livres , & un revenu de deux cent trente-six mille livres ; de façon qu'en les aliénant de nouveau , il lui rentroit en fus un million sept cent trente-deux mille livres. On créa encore des Offices de Greffiers Conservateurs des hypotheques , de Greffiers des arbitrages , Syndicats & direction des créanciers dans toutes les Jurisdictions Royales. Cette affaire fut mise en parti pour cinq millions à la simple remise du sixieme , aux conditions de payer six cent mille livres comptant , & le reste en six payemens égaux de trois mois en trois mois , à commencer du jour de l'enregistrement.

Il fut créé vingt-quatre Offices de vendeurs de volaille , gibier , œufs &c. à Paris , pour acheter les denrées des Marchands forains à leurs risques

& s'en rembourser sur les acheteurs à la déduction d'un sol pour livre. Il étoit difficile d'imaginer un expédient de Finance moins favorable à l'Agriculture; car détruire la concurrence des acheteurs, c'est nuire aux vendeurs: d'un autre côté, qui peut répondre au Public que ces Officiers revendeurs se contentent du sol pour livre qui leur est accordé? Enfin pourquoi arriver à son but par un chemin si difficile, tandis qu'on pouvoit percevoir ce sol pour livre aux entrées? Il valoit mille fois mieux imposer deux sols pour livre, en aliéner un pour un tems limité, & avec l'autre faire annuellement le paiement soit des intérêts, soit du capital. Le Peuple est sûr alors de ne payer que pendant le tems du besoin; les revenus de l'Etat ne se trouvent point engagés pendant de longues années de paix, & les Sujets soulagés pendant son cours, ont le moyen de subvenir à de nouvelles charges. Ces Offices produisirent en traité cinq cent mille livres, à la remise du fixieme; & vrai-semblablement le sol pour livre d'attribution payé par forme d'entrées, n'eût pas rendu loin de cette somme annuellement.

Le forfait des francs-fiefs fut augmen-

té de deux millions quatre cent mille livres , à la remise du sixieme ; mais on tira encore depuis treize cent mille livres de cette affaire en dépouillant les Fermiers , & en soustrayant au profit du Roi diverses parties séparées , d'après un travail particulier que M. Colber avoit fait faire pour connoître le fond de cette affaire.

Il est difficile de le reconnoître dans une autre affaire qui intéressoit l'industrie. Il obligea les Artisans & Marchands qui n'étoient point en Corps ou Communauté de s'y réunir , pour qu'il leur fût accordé des statuts ; & les Communautés qui étoient établies , de prendre des lettres de confirmation en payant finance. Cette affaire produisit trois cent mille livres , à la remise du sixieme. Cette bagatelle valoit-elle la peine de mettre des hommes si utiles à la merci des Traitans , & de donner un exemple qui devint pernicieux sous les Ministres suivans ? Mais on s'arrêtera bien moins sur la taxe que sur l'établissement même des Communautés.

On a vu leur origine dans la premiere Epoque , les plaintes fréquentes qu'elles ont excitées de la part des Etats Généraux & des Assemblées des Notables ;

mais le droit domanial qu'on avoit fû attacher à la gêne & à la contrainte de l'industrie ferma les yeux sur l'évidence de l'abus : il continua toujours d'être défendu de travailler à ceux qui n'avoient point d'argent pour en acheter la permission, ou que les Communautés ne vouloient pas recevoir pour s'épargner de nouveaux concurrens : on ne s'en tint pas là cependant ; il arrivoit peu d'événemens qui ne fournissent un prétexte de créer des places de Maîtres dans chaque Communauté. Depuis 1581 jusqu'en 1673, il y a eu cent-quarante-neuf Lettres patentes à ce sujet ; & ces créations étoient devenues si communes, que l'on en voit sous ce regne accordées en pur don aux sieurs Bontems & Joëux, & en 1673 particulièrement au sieur de Riants, Procureur du Roi au Châtelet. C'étoit cependant de véritables taxes déguisées sur l'industrie & le Commerce ; car ces lettres de Maîtrises étoient toujours mises en parti. Les fils de Maîtres ne pouvant être reçus que la vente des Lettres ne fût finie, les Communautés étoient forcées de les acheter : on leur permettoit d'emprunter, de lever sur les récipiendaires & les marchandises les sommes

112 *Recherches & Considérations*

nécessaires soit pour rembourser , soit pour payer les intérêts. On ne s'attendra point sur le nombre infini d'inconvéniens qui sont nés de ces permissions d'emprunter sans jamais rembourser : ils frappent au premier coup d'œil , & ce seroit la matière d'une bonne réforme. Il est telle Communauté dans Paris qui doit quatre à cinq cent mille livres dont la rente est une charge sur le Public , sur le Commerce , & une occasion de rapines ; car chaque Communauté endettée obtient la permission de lever un droit , dont le produit excédant la rente tourne au profit des Gardes. C'est la même chose à peu près dans les Provinces , excepté que les emprunts & les droits ne sont pas considérables : mais toutes doivent , & il faut faire attention que la multiplicité des débiteurs est une des causes qui tiennent l'argent cher. Ce qui doit paroître encore plus extraordinaire , c'est qu'une partie de ces sommes énormes ait été & soit consommée journellement en procès , en frais de Justice. Les Communautés de Paris dépensent annuellement huit cent mille livres à un million de cette manière ; c'est un fait avéré dont leurs Registres & leurs comptes
font

ii font foi. A ne compter dans le Royaume
r me que vingt mille Corps de Jurande
r ou Communautés d'Artisans , & dans
is chacun une dette de cinq mille livres l'un
; portant l'autre , ce font cent millions de
g dettes dont l'intérêt à cinq pour cent se
- leve sur les marchandises consommées
s tant au dedans qu'au dehors. On est
perfuadé qu'en faisant ce dépouillement
on trouvera beaucoup au-delà. C'est
une imposition réelle dont l'Etat ne profite
point. Mais examinons l'effet de ces
statuts par rapport à l'industrie.

Parmi cette foule d'Edits sur les Communautés , il ne s'en trouve qu'un seul de favorable à la population & au travail : c'est celui de 1556, qui accorde la Maîtrise gratuite à tout compagnon qui épousera une des filles orfelines élevées dans l'hôpital de la Miséricorde. Tous les autres statuts , & particulièrement ceux que M. Colbert a approuvés , favorisent les monopoles , détruisent l'émulation , la concurrence , fomentent la discorde & les procès entre les classes du Peuple , dont il est le plus important de réunir les affections du côté du travail , de ménager le tems & la bourse. Contentons-nous d'alléguer quelques exem-

ples de ces funestes privilèges tels qu'ils reviendront à la mémoire.

Pourquoi un Teinturier en fil n'a-t-il pas la permission de teindre en soye ou en laine, & réciproquement ? Pourquoi le Manufacturier n'a-t-il pas la permission de teindre ses étoffes ? Il n'est pas permis aux Teinturiers d'avoir plus de deux apprentifs, & les veuves sont privées de ce droit. Les Chapeliers ne peuvent en même tems faire le Commerce de la Bonneterie. En vain chercheroit-on avec soin les motifs de ces bizarreries, on ne reçoit aucune autre réponse, sinon que les statuts le reglent ainsi : des formes & de vieux abus, voilà nos raisons.

Dans les Manufactures de Soyeries il est défendu d'entrer en apprentissage avant l'âge de quinze ans ; cet apprentissage doit durer cinq ans, & l'on ne peut prétendre à la Maîtrise, qu'après avoir travaillé pendant cinq autres années comme compagnon. Un ouvrier forain ou étranger ne peut être admis à l'apprentissage, & s'il fait l'art, il est obligé de travailler cinq ans avant de pouvoir être reçu Maître. Une femme ne peut travailler sur le métier. Que

penferions-nous d'une Loi qui s'exprimerait ainfi ? Un petit nombre d'hommes dans l'Etat & dans certains lieux feulement auront feuls le droit d'apporter dans le Commerce de nouvelles valeurs, de perfectionner les Arts : tous ceux qui n'ont pas le moyen de fubfifter fans travail jufqu'à l'âge de quinze ans dans les endroits où l'on travaille l'or, l'argent & la foye, feront obligés d'aller ailleurs chercher du travail ou de mendier. Il eft défendu à ceux qui ne font pas natifs de ces Villes, de s'occuper à en augmenter la Manufacture, afin que les natifs puiſſent travailler fans émulation & plus cherement. Tout étranger qui viendra parmi nous pour manifacter la foye, fera fi mal reçu, qu'il prendra le parti de retourner dans fon pays, ou d'avertir ſes compatriotes de ne pas courir le même rifque. Nos Maîtres Manufacturiers nous ont invité à ufer de cette rigueur, fans quoi ils pourroient ſe trouver forcés de vendre leurs ouvrages aux Etrangers à des prix fi modérés, que les ouvriers chez les autres Nations viendroient à manquer de travail. Il fera pourvû à ce que ces Maîtres enſeignent leur art au plus petit nombre de perſonnes qu'il ſera poſſi-

116 *Recherches & Considérations*
ble. Pour contenir les femmes
des Artisans dans l'oïveté, il n'a
pas permis de fabriquer sur
L'énoncé de cette Loi paroît
contraire aux vûes de la raison
si sous des motifs très-bons ,
un Législateur surpris conduisit
jets sur le même plan , en que
roit la différence , si ce n'est d
me ?

Il est bien certain que si la
beaucoup de Réglemens fait
qu'ils ont été faits par les ache
y appeller les vendeurs , ce
bien pris leur revanche en c
leurs Statuts particuliers. Il e
sans doute de convoquer l'as
uns & des autres ; mais ils e
bitre commun qu'on peut cor
raison & les principes qui en c

Si on les eût suivis , on n'e
fendu cette année de teindre
briquer aucun demi-castor ,
ainsi à vendre à ceux qui v
porter.

Ce fut avec plus de sagesse
Ports furent ouverts aux na
mands & autres des pays en
voudroient demander des
pour venir enlever nos den

Les payant trois livres par tonneau du port véritable de leurs navires.

Les besoins pressans engagerent à renouveler les droits sur le papier & le parchemin timbré. Les clameurs de ceux dont c'est le métier de l'employer furent grandes, & le Ministre convertit le droit sur la fabrique du papier & du parchemin. Le coup porté à cette Manufacture fut si rude, qu'en 1674 il fallut modérer les droits, & revenir au papier & au parchemin timbré. *

Les autres affaires extraordinaires furent l'aliénation du droit de Contrôle sur les exploits; la création des Offices supprimés ci-devant dans les eaux & forêts pour quatre cent mille livres; une création de Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome.

Le droit de marque de l'argent fut porté à vingt sols, & celui de la marque de l'or à trente sols par once, & produisit trois cent mille livres. Il fut doublé encore en 1675. Si la perception d'une pareille taxe étoit réglée de façon que le Commerce étranger n'en souffrît point, ce seroit la matiere d'un très-bon impôt, puisqu'il retomberoit sur le plus grand luxe. On n'entend point cependant comprendre dans

118 *Recherches & Considérations*

le droit de marque les droits payés aux argues , ni ceux des affineurs exclusifs créés depuis. Le monopole de l'affinage & le droit sur le trait détruiront insensiblement cette industrie parmi nous, où elle est déjà tombée de moitié depuis dix ans. Les Etrangers ont établi leurs fabriques à la faveur des cinq pour cent que nos galons doivent coûter plus que les leurs , parce que les affinages y sont libres & qu'il n'y est perçu aucun droit sur le trait. Ne seroit-il pas facile, autant que convenable , de remplacer le droit de l'argue par une augmentation legere sur la vaisselle d'or & d'argent , & de rembourser les Charges des Affineurs en peu d'années, en laissant subsister, seulement pendant un tems , vingt sols par marc d'imposition ? Il passoit à l'argue de Lyon cent soixante mille marcs dans les années précédentes : il n'en passe plus que soixante & quinze mille aujourd'hui.

Ces sortes de détails sont si secs & si ennuyeux , qu'il est plus court , pour soulager le Lecteur , de réunir ici en abrégé tout ce que je trouverai d'affaires extraordinaires faites pendant cette guerre , en prévenant une fois pour toutes , que la remise ordinaire des

traités étoit au sixieme. Les principes établis jusqu'à présent feront assez connoître ceux qui étoient plus ou moins bien imaginés.

1. Affranchissement du droit de tiers & danger en Normandie	liv. 4000000
2. Création d'un nouveau Châtelet	2000000
3. <i>Idem.</i> De Greffiers dépositaires des minutes de la Chancellerie & des hypotheques sur les rentes de la Ville	500000
4. <i>Idem.</i> De vendeurs de veaux, cochons de lait, volailles, &c. . .	900000
5. <i>Idem.</i> De Jaugeurs & Courtiers de toutes sortes de liqueurs	3600000
6. <i>Idem.</i> De Substituts des Procureurs généraux .	200000
7. <i>Idem.</i> D'Offices en Bourgogne, net	833334
8. Affranchissement des Censives du Roi	833334
9. Vendeurs de Marée net,	<u>333334</u>
	13200002

120 *Recherches & Considérations*

De l'autre part...	13200
10. Augmentation sur les Messageries , Coches & Carosses , net	1000
11. Hérité des Pro- cureurs , net . . . -	83
12. Aliénations en Nor- mandie	2400
13. Offices de Mesu- reurs de grains , Mouleurs de bois , Courtiers de foin, &c.	3200
14. Vendeurs de Cuir, net	83
15. Confirmation des Acquéreurs des biens Ec- clésiastiques en payant le huitieme	1000
16. Rétablissement des usurpateurs des biens des Communautés Laiques . .	1000
17. Économes des biens Ecclésiastiques	300
18. Exemptions de tail- les à divers Officiers . .	1000
19. Receveurs des Epi- ces & Ecrivains à la Peau, net ,	833
	<hr/> 25600

De l'autre part...	25600004
20. Offices de Chambres des Comptes	20000000
21. Dispense d'âge, de parenté & de service . . .	2000000
22. Taxe sur les Etran- gers naturalisés	500000
23. Notaires Apostoli- ques	2000000
24. Aliénation sur les Aides & Gabelles de trois millions de rente au denier dix-huit, mais négociées au denier quatorze, . . .	42000000
25. Trente-six Payeurs & Trésoriers des Rentes par estimation	50000000
26. Exemption de taille aux Officiers du Grenier à sel	20000000
27. Fabrication des pie- ces de quatre sols, net .	10000000
28. Annuel des Officiers des Décimes	5000000
29. Prêt par les Officiers en faveur du renouvelle- ment de l'annuel, net . .	6666667
	<hr/>
	85216671

122 *Recherches & Considérations*

	liv.
De l'autre part...	8521667
30. Offices de Cours	
Souveraines, net	443560
31. Deux millions d'augmentations de gages au	
denier quatorze	2800000
	<hr/>
	11765227
Remise du sixieme sur	
trente millions neuf cent	
cinquante mille livres où	
il n'a point été déduit .	549166
	<hr/>
	11216060
On en a déjà rapporté en	
divers endroits pour . .	3684370
	<hr/>
Total général	14900430

Cette note n'est pas tellement exacte que plusieurs parties n'ayent pû être omises ou changées, puisqu'elle n'est arrêtée que sur des projets qui, à la vérité, ont paru approuvés par des apostilles, de la main du Ministre même. L'objet principal, après tout, n'est point autant de balancer des états de recette & de dépense, que de mettre le lecteur à portée de réfléchir sur la nature des moyens employés pour s'y

nissaire aux dépenses. Il est vraisemblable que M. Colbert fut entraîné par l'urgence des besoins, & par l'importunité des gens d'affaires ; car il semble que plusieurs de ces moyens étoient absolument opposés à ses principes & à sa conduite passée. Si le peuple eût été à son aise pendant la paix, un impôt régulier & général pendant la guerre l'eût moins fatigué que ces créations de rentes, de Charges, d'augmentations de gages ; mais il paroît qu'il étoit pauvre, & comment ne l'eût-il pas été en vendant ses grains à vil prix ?

A la vérité quelques parties des Fermes furent augmentées par l'établissement des formules imprimées des exploits que vendoient les Fermiers des Aides, par le renouvellement du prêt de l'annuel, par le droit de subvention, le privilège exclusif de la vente du tabac, la marque sur l'étain, l'augmentation de trente sols par minot de sel.

Malgré la création des rentes au dernier dix-huit & le paiement de l'intérêt des gens d'affaires au denier dix, il paroît par l'établissement de la caisse des emprunts, que M. Colbert ne manquoit point absolument de crédit ; la facilité que les propriétaires avoient de

124 *Recherches & Considérations*

retirer leur argent à leur gré , & l'exactitude qu'il y porta , soutint cet établissement , dont il tira grand parti pour faire face aux engagemens divers sans précipiter les recettes. On doit convenir cependant qu'alors les ressources du crédit n'étoient pas bien connues. Par le moyen des annuités à courtstermes , un Etat peut trouver de grandes sommes , sans augmenter aussi considérablement les impôts que les besoins sembleroient l'annoncer , & sans engager ses ressources. Moins le terme d'un engagement est long , moins la condition en est onéreuse ; & dans un pays où l'on sçauroit imposer au besoin soixante & dix & quatre-vingt millions pendant huit à dix ans , sans fatiguer la classe des cultivateurs & des ouvriers , on pourroit se procurer quatre à cinquante millions dans le cours d'une guerre. Au bout de dix ans environ , l'Etat seroit successivement libéré , c'est-à-dire , quatre ou cinq années après une guerre de six ans ; & en remettant fidèlement aux peuples ces impositions à mesure que les annuités s'éteindroient , on auroit une ressource toujours ouverte.

La France est particulièrement dan

le cas qui vient d'être supposé , toutes les fois que l'on apportera dans l'administration , du zèle , du génie , du courage & de l'économie.

L'extrême inégalité des richesses est une des choses qui empêche le plus ce Royaume-ci de porter le produit de ses Finances au point où il pourroit aller ; mais quelques-unes des causes qui contribuent à cette grande inégalité tiennent à la constitution ; ainsi le Gouvernement a rempli son obligation lorsqu'il a employé les remèdes généraux qui sont en son pouvoir.

Le premier moyen est de favoriser particulièrement l'agriculture & le Commerce, sources uniques des richesses des Sujets & du Souverain. Le second est de proportionner le bénéfice des affaires de Finance à celui que donne le Commerce & le défrichement des terres en général ; car alors les entreprises de Finance seront encore les meilleures, puisqu'elles sont sans risque ; & il ne faut pas oublier que leur profit est toujours une diminution des revenus du Peuple & du Souverain. Le troisième est de restreindre l'usage immodéré des privilèges & des charges inutiles. Le quatrième , de tenir l'intérêt de l'ar-

gent aussi bas que le permet le nom combiné des prêteurs & des emprunteurs dans l'Etat : car plus l'intérêt l'argent est haut , plus le riche est état d'accumuler , plus le pauvre industrieux est forcé de rester dans pauvreté. Le cinquieme enfin , de partir , autant qu'il se peut en général les impôts suivant les principes de justice distributive , cette justice , laquelle les Rois sont les représentants de Dieu sur la terre.

En quelque situation que les choses se trouvent , il est toujours possible dans un pays opulent , d'établir , dans le cas d'une guerre , un fonds d'imposition considérable , qui n'affectera point la classe des Citoyens les plus pauvres.

Si pendant la paix les impôts ont mal repartis , l'augmentation tombera sur les riches seuls qui ont été trop chargés : si les impôts ont été bien repartis , l'augmentation tombera d'une manière insensible sur toutes les classes de Citoyens aisés qui seront très nombreuses ; & en ce cas l'imposition sera plus considérable & plus facile à percevoir.

Ce qui vient d'être dit conduit à établir pour maxime fondamentale de ne jamais percevoir en tems de paix

ce que les Peuples pourroient payer ; sans ce ménagement , il faudroit ou les surcharger , c'est-à-dire , ruiner l'Etat ; ou faire des emprunts à perpétuité , ce qui conduit à la surcharge perpétuelle de l'imposition , puisqu'il faut payer les intérêts , & enfin au desordre , sans compter une infinité d'inconvéniens pendant le cours de ces emprunts. Cette maxime est bien plus sûre , d'un effet plus étendu , & plus favorable aux Peuples que les trésors amassés par les Souverains.

Pour faire mieux concevoir & la nécessité & la commodité du système de Finances proposé , & qui consiste à faire un usage modéré de l'imposition & du crédit , on a cru devoir rédiger le tableau ci-contre.

La durée ordinaire des guerres en Europe , quand elles sont poussées avec cette vigueur que leur donne un bon système de Finances , a paru pouvoir être évaluée à six années.

On a supposé les dépenses extraordinaires de cent trente millions , pour faire agir soixante-dix Vaisseaux de ligne & cinquante Frégates ; deux cent cinquante mille hommes de troupes réglées , & quatre-vingt mille hommes

128 *Recherches & Considérations*
de milices ; cette proportion de force
de terre & de mer paroissant nécessaire
à la France , pour protéger ses Alliés
& conserver ses possessions.

Dans une pareille circonstance , la
position la plus désirable paroîtroit être
celle , où , sans affecter la classe des Ci-
toyens pauvres , & particulièrement
des laboureurs , il seroit possible d'éta-
blir un fonds d'impositions extraordi-
naires de quatre-vingt millions , & un
fonds de dix par la suspension des dé-
penses sur les objets les moins pressés.

On va voir comment il seroit pos-
sible de fournir pendant les six années
de guerre à cette dépense extraordi-
naire de cent trente millions , de ma-
nière que six ans après la paix , il ne
restât aucune trace d'imposition ni d'em-
prunt.

Lorsque les opérations faites pendant
la paix ont conduit un Etat à cette heu-
reuse position , il lui est essentiel d'ob-
server une conduite propre à l'y con-
server. Si les conjonctures ne lui ont per-
mis de s'y livrer entièrement , il n'est
est que plus indispensable de faire de
efforts extraordinaires & même violents
pour ne pas s'interdire l'espérance de
revenir dans cette position.

Une septième & huitième année c

*à faire sur l'Impo-
remboursement di-
& intérêts.*

*Sommes qui
seroient rem-
boursées an-
nuellement.*

*de 1000 l. cha-
nt cinq coupor*

50522800



guerre peuvent être suppléées par l'extinction des premiers emprunts, qui laisseroient de nouveaux fonds libres, & à toute extrémité par des engagements plus longs, ou par de nouveaux moyens de crédit plus avantageux au Public, tels que les annuités viagères, par exemple, qui ont été proposées dans le II. volume sous l'année 1653.

Le 11 Novembre 1675, la subvention annuelle du Clergé de douze cent quatre-vingt-douze mille neuf cent six livres treize sols neuf deniers, fut renouvelée pour dix ans. Le Clergé y joignit un don gratuit de quatre millions, qui ne forma pas un secours bien prompt. Sur cette somme, deux millions quatre cent mille livres furent imposés sur tons les Bénéficiers pour être payés en quatre termes jusqu'à la fin de l'année 1677. La somme de quatorze cent mille livres à prendre sur les Officiers des décimes par forme d'augmentation de Finance; sçavoir un million soixante-seize mille livres payable en quatre termes jusqu'à la fin de l'année 1677; la somme de trois cent vingt-quatre mille livres du fonds des gages du terme de Février; quatre cent mille livres sur les détenteurs des biens alié-

130 *Recherches & Considérations*
nés par les Ecclésiastiques ; trois
mille livres à prendre sur les débet:
Payeurs & Receveurs des rentes
Clergé.

Pour donner une idée des dépenses de cette guerre & de la proportion des revenus avec les dépenses, on a dû mettre sous les yeux ce qui a été rassemblé de divers états de 1671.

La dépense excède la recette de vingt-cinq millions neuf cent treize mille cinq cent quarante livres, mais il avoit été consommé sur les années suivantes vingt-deux millions, étoit dû quelques restes à compte de diverses fournitures. Il étoit dû des intérêts aux gens d'affaires, par le moyen desquels on avoit fait face à divers engagements.

Avec un fonds d'imposition extraordinaire de douze millions sur les revenus, seulement, tel qu'une capitation sur le vingtième des biens-fonds, ou quelques droits sur les consommations de la Capitale, & principalement sur le luxe, M. Colbert auroit pu payer les annuités à cinq pour cent les cent cinquante millions dont il avoit besoin, sans employer toutes les

. 17068271 } 109200271

. 91452000 }
. 10000000 } 101452000

. 97800000 }
. 8876969 } 106676969

. 97632000 }
. 13048510 } 110680510

. 105604667

. 801691079



res extraordinaires dont on a vû la liste, & la plupart contraires aux bons principes des Finances. Quatre ou cinq ans après, l'Etat eût été parfaitement libéré, & le Public eût en effet moins payé, puisque les Traitans n'eussent contribué en rien à secourir l'Etat. Il faut convenir cependant qu'il n'en fut pas le maître, & que M. de Louvois avec le Premier Président du Parlement de Paris engagèrent le Roi à préférer les emprunts à l'imposition.

En 1674, M. Colbert avoit établi une caisse des emprunts au Bureau des Fermes unies, à laquelle les particuliers pouvoient porter leur argent, avec faculté de le retirer à leur volonté avec l'intérêt au denier vingt. Le Trésor Royal étoit encore débiteur envers cette caisse de quatorze millions cent quatre-vingt-treize mille deux cent quatre-vingt dix-huit livres dix-huit sols.

On sera surpris sans doute de voir ainsi la recette excéder la dépense; mais il faut observer que dès l'année 1678, lorsque l'on vit les affaires de l'Europe prendre une tournure favorable à la Paix, M. Colbert songea à retirer les aliénations & à rembourser les rentes.

132 *Recherches & Considérations*

Il restoit de celles qu'on appelloit petites tailles pour la somme de quinze cent quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-cinq liv. Les diverses réductions qu'elles avoient effuyées les avoient tellement décriées, que leur prix courant avoit toujours été au-dessous du denier dix. Elles furent remboursées sur ce pied en 1678, moyennant quinze millions huit cent soixante-sept mille huit cent cinquante livres; ainsi à la fin de cette année il ne restoit plus

	liv.	s.	d.
d'anciennes rentes que	5407419	11	5
Avec les trois millions créés depuis . . .	3000000		
	8407419	11	5

Le Ministre ne comptoit pas en rester là; & dès que la Paix fut assurée, il fit tous ses efforts, soit pour rentrer dans les aliénations que la nécessité lui avoit arrachées, soit pour rembourser les trois millions de rentes créées au denier quatorze. Quelques efforts qu'il eût faits pour les placer plus avantageusement, le souvenir du passé avoit répandu des impressions trop fâcheuses dans les esprits. Une démarche peu adroite qu'il fit les renouvela encore. Il a été remarqué que les rentes appel-

lées petites tailles n'avoient presque dès leur origine été payées que d'un ou deux quartiers par an ; mais plusieurs propriétaires , par intelligence avec les Payeurs , s'étoient fait avancer la totalité. En 1658 , on ordonna la recherche de ceux qui avoient ainsi reçu à bureau non ouvert ; elle continua pendant près de douze ans , & les restitutions portèrent le trouble dans une infinité de familles. En 1674 , M. Colbert fit rendre un Arrêt par lequel le Roi déchargeoit de toute poursuite ceux qui pouvoient se trouver redevables. Cette grace à contretems , & l'annonce d'une liquidation des rentes appelées petites tailles , réveillèrent les allarmes , & la défiance s'étendit sur les autres parties.

Cependant , pour vendre les rentes nouvelles , on eut recours pour la première fois à l'expédient le plus funeste peut-être qu'on ait jamais employé dans les Finances. On invita les Etrangers à acheter ces effets , & depuis cette année la France est devenue annuellement leur redevable de plusieurs millions.

Ce ne fut pas le seul moyen qui fut fourni aux Etrangers de faire sortir notre argent. On fabriqua par traité des

pieces de quatre sols , au titre de deniers de fin , à la taille de cinquante au marc , ce qui faisoit la valeur du marc d'argent à treize vres , quoique le marc des autres d'argent , à onze deniers de fin fût qu'à vingt-six livres quinze. Aussi le billonage fut-il très-confiable , & le nombre des pieces de quatre sols si grand dans le Commerce que les payemens se faisoient avec. Les trois millions de rentes entrées avoient été payés de cette manière les acquéreurs. Cette année la valeur fut réduite à trois sols six deniers : le désordre cessa.

Pour réparer en quelque façon les effets de la surprise qui lui avoit faite , M. Colbert fit l'opération de la monnoye la plus habile qui ait été en France. On voyoit dans le Commerce quantité de Pistoles d'Espagne & d'Ecus d'or legers. On décréta toutes ces especes , & même toutes les monnoyes étrangères ; il fut ordonné de les porter aux Monnoyes , où elles furent converties en louis d'or & en écus d'argent comme on parloit alors , aux frais du Roi ; de façon que les particuliers reçurent en poids & en titre

même somme qu'ils avoient portée. L'expérience, dit Le Blanc, a fait voir qu'on n'a jamais rien pratiqué en France de plus utile pour y attirer abondamment l'or & l'argent. Au moyen de l'augmentation du prix des matieres apportées aux Monnoies, le marc d'argent fin valut trente livres sept sols deux deniers, au lieu de vingt-sept livres treize sols; & l'argent monnoyé, sur lequel le Roi remettoit son bénéfice, resta à vingt-six livres quinze sols.

Un très habile homme peut faire des fautes, mais voilà comment il y remédie. Est-il possible que cet excellent principe ait été si-tôt oublié ! Les faits parloient encore en 1689, lorsqu'on se déterminina à une réforme des monnoies qui devint la source de nos miseres.

C'est ici l'occasion naturelle de parler du changement qu'avoit fait M. Colbert dans l'administration des monnoies.

Avant lui, les monnoies étoient afferméés, soit chacune en particulier aux Orfèvres, Négocians, Banquiers ou autres qui se présentoient; ou par un bail général, ce qui étoit plus récent.

Le bail se faisoit à fait fort, c'est-à-

136 *Recherches & Considérations*

dire, à un bénéfice convenu sur un nombre de marcs qui devoient être fabriqués dans le cours du bail ; ou à fort fait , c'est-à-dire , moyennant une somme fixe & indépendante de la quantité des marcs fabriqués.

On convenoit du titre , du poids des especes , & de la valeur numéraire qu'elles auroient dans le public : mais l'imperfection de l'art ne permettant pas de fabriquer les especes à un titre & à un poids précis , l'on accorda des remèdes c'est-à-dire , qu'on permit de fabriquer les especes un peu au-dessous du titre & du poids auquel elles étoient annoncées ; mais à condition cependant de ne pouvoir excéder ces termes de grace & les Officiers préposés y veilloient comme aujourd'hui , sous l'autorité de la Cour des Monnoies. Ces remèdes pris ainsi en dedans formoient un bénéfice que le Roi se réservoit pour l'ordinaire : mais sous une infinité de prétextes différens , ces Fermiers trouvoient le secret de s'en faire accorder la remise ; & on prit enfin le parti de comprendre les remèdes dans le prix de la Ferme ; c'étoit alors un autre inconvénient , parce que les Fermiers employoient alors les remèdes en entier ,

&

& ces remedes sont toujours un affoiblissement de la monnoie. On eût épargné bien des pertes à l'Etat, & des affoiblissements successifs au Public, si les remedes eussent été pris en dehors, c'est-à-dire, qu'on eût obligé soit les Fermiers, soit depuis les Régisseurs, à fabriquer de maniere que la monnoie ne fût jamais au-dessous du titre ni du poids annoncé, sous peine de la vie, sauf à la faire meilleure de quelque legere différence, pour ne jamais se trouver en risque, & à leur évaluer cette dépense à un prix fixé par marc, ce qui n'eût jamais formé qu'un objet très-mince.

En 1662, le Bail des Monnoies étoit général, & passé à Genisfeau pour la somme de cent mille livres; par les articles six, treize, quatorze & quinze, le Roi s'engageoit à n'accorder aucun passeport pour faire sortir des ouvrages & matieres d'or & d'argent, à ne donner cours en aucune façon aux especes étrangères, avec défense même aux Affineurs d'en fondre aucune sans la permission du Fermier, qui enfin avoit la faculté de prendre par préférence au prix du tarif toutes les matieres qu'il jugeroit à propos.

138 *Recherches & Considérations*

M. Colbert conçut que de pareilles clauses étoient incompatibles avec les vûes qu'il avoit pour fonder un grand Commerce, & pour élever des fabriques, tant en dorures qu'en bijouteries. Comme les anciens usages, quelque vicieux qu'ils soient, deviennent à la longue une espece de Loi, il éprouva tant de difficultés à faire un bail à des conditions plus douces, qu'il résolut d'établir l'administration des monnoies en régie dans l'année 1666.

Chaque Directeur acheta, fabriqua & vendit avec les fonds & pour le compte du Roi, moyennant un prix fixe par marc, qui lui fut alloué, de maniere qu'un Directeur de Monnoie est tout à la fois Régisseur pour le Roi, ou Contremaître de sa manufacture de monnoie, & entrepreneur des frais de la fabrication.

Pour veiller à cette manutention, il fut établi un Directeur général des Monnoies, chargé de rendre compte au Conseil de la fabrication & des frais. La Cour des Monnoies continua toujours les jugemens des boëtes dans la forme ordinaire, & de condamner les Directeurs à payer au Roi les foiblagés ou remedes de poids, & les écharçetés

ou remèdes de fin employés sur la monnoie. Mais le Directeur général comptant au Conseil du détail de la fabrication, c'est-à-dire, de la recette & de l'emploi, tant du poids que du fin, certifiés par les Officiers particuliers des Monnoies, les Directeurs particuliers furent déchargés du Conseil des condamnations de la Cour sur le certificat du Directeur général.

La Cour des Monnoies montra dans le tems & depuis beaucoup d'opposition à cette forme d'administration ; elle prétendit qu'on étoit plus porté à user d'indulgence envers des Régisseurs qu'envers des Fermiers ; que les certificats de recette, de fonte & de délivrance des Officiers des Monnoies ne pouvant être récusés, à moins de les accuser de faux, ce qui seroit presque impossible lors même qu'on en auroit les plus violens soupçons, il pouvoit résulter beaucoup d'abus de leur connivence avec les Régisseurs ; qu'il étoit même moralement impossible que ces Officiers vissent toutes les opérations dont ils certifioient, ou qu'ils les vissent de manière à prévenir tout inconvénient ; enfin que l'autorité du Directeur général pour la décharge des Régisseurs dé-

pouilloit la Cour d'une des plus importantes fonctions qui lui eussent été attribuées dans tous les tems.

La paix terminée à Nimegue mit fin aux inquiétudes du Ministre , qui voyoit insensiblement obligé d'aliéner les revenus de l'Etat , après avoir passé tant d'années à les MÉRER.

Pour aider à juger des augmentations faites sur les revenus publics pendant la guerre , des réductions accordées au soulagement du Peuple & de l'état des recettes ; on mettra ici une comparaison les recettes des deux années 1678 & 1679.

Si le Traité de paix agrandit les Domaines de la France , il porta une atteinte considérable à l'industrie de ses habitans. La révocation du tarif de 1667 rendit aux Hollandois leur première supériorité sur nos Navigateurs & nos Manufacturiers.

La Compagnie des Indes Orientales étoit extraordinairement affoiblie de ses pertes : le sieur Caron Hollandois , chargé de la conduite principale de ses affaires , laissa échouer une entreprise qui pouvoit porter un coup funeste à celle de Hollande. En vain le Roi fit-il don à la Compagnie des quatre millions qu'il lui avoit avancés ; l'appel qu'elle fit de

1800880
8 74883468

De la loi de l'Éducation

restant des fonds auxquels les Actionnaires avoient souscrit , ne fut point répondu par tous , ses affaires allèrent toujours en déclinant.

Dès 1674, la Compagnie des Indes Occidentales succomba sous les attaques des Hollandois, & les pertes qu'elle essuya à la prise de Cayenne. Elle se trouvoit en arriere de trois millions cinq cent vingt-trois mille livres , sans aucune espérance d'une meilleure fortune. Le Roi voulut bien la dédommager de ses pertes , & lui remboursa son capital de douze cent quatre-vingt sept mille cent quatre-vingt cinq livres ; au moyen de quoi il fut propriétaire de tous ses établissemens & des Colonies. Ces dépenses font honneur à l'habileté de M. Colbert ; il vouloit fonder un Commerce , & il falloit que les Commerçans connussent combien le Gouvernement s'y intéressoit : il n'étoit pas moins intéressant pour le crédit public qu'une Compagnie qui s'étoit en partie épuisée pour mettre les Isles en état de défense , qui avoit contracté ses engagements sous les auspices du Prince , ne fût rien perdre à ses créanciers. Il ne se passe point d'année aujourd'hui que ces avances originaires ne rentrent en reve-

nus & au-delà , à considérer simplement ce qui se perçoit à l'entrée des denrées de l'Amérique. Le Roi entrant dans les droits de la Compagnie continua de jouir de ceux qu'elle avoit établis ; ce qui donna naissance au Domaine d'Occident , dont la Ferme fut bien peu de chose d'abord , comme on vient de le voir dans l'état des revenus , mais très-ruineuse au Commerce.

Quelque rapides que fussent les progrès du Commerce des Colonies , il ne pouvoit se soutenir sans accroître leur culture ; & la culture ne pouvoit réussir sans esclaves. Dès 1672 M. Colbert usa de ses expédiens ordinaires pour animer la traite des Noirs ; il proposa dix livres par tête de Nègres qui seroient transportés dans les Colonies mais bien-tôt revenant aux idées d'exclusif qui dominoient alors dans les têtes , il avoit fondé en 1673 la Compagnie du Sénégal , qui devoit faire seule le Commerce de cette Côte , du Cap-Verd , & de la riviere de Gambie , avec une gratification de treize livres par tête de Nègre.

En 1675 il avoit accordé au sieur Oudiette le privilège exclusif de la Côte de Guinée depuis la riviere de

Gambie , à condition de porter aux Colonies tous les ans huit cent Nègres , avec les mêmes avantages que la Compagnie du Sénégal. Ce second privilège fut cassé dès 1678 , parce que les conditions en étoient mal exécutées ; il passa à la Compagnie du Sénégal , qui s'obligea de porter deux mille Nègres aux Isles. Cet exclusif réussit comme tous les autres ; nous en verrons la preuve en 1684.

Les impôts pendant la guerre n'avoient pas tant fatigué le Peuple que l'interruption du Commerce. Pour remédier à l'engorgement des denrées , les droits sur la sortie des vins & des eaux-de-vie furent enfin modérés. Les tailles furent aussi diminuées de deux millions sur l'année suivante.

L'aliénation des Domaines & droits domaniaux avoit été faite couramment au denier dix ; les attributions & augmentations de gages s'étoient négociées au denier quatorze ; ainsi il y avoit une épargne considérable à faire des remboursemens ; mais les revenus ne comportoient pas une assez grande économie pour faire des rachats considérables. Ils montoient , comme on vient de le voir , à soixante & quatorze mil-

144 *Recherches & Considérations*
 lions huit cent quatre-vingt-trois
 quatre cent soixante-huit livres.

Le projet de dépenses
 fut de 712

Les suites de la guerre
 & les dépenses en bâti-
 mens formerent une aug-
 mentation de 208
 921

On racheta ou rembour-
 sa diverses aliénations
 pour la somme de 322
 1243

La dépense des intérêts
 & remises monta à 38
 1282

La somme de ces rembourse-
 prise sur la création de deux nou-
 millions de rentes sur la Ville ; la
 titude qu'on avoit apportée à les
 pendant la guerre , & le retour
 paix , avoient un peu haussé le
 Le premier million fut placé au
 seize , & le second au denier dix
 ce qui produisit trente-quatre mil
 ainsi le total des rentes montoit
 millions quatre cent sept mille

cent dix-neuf livres onze sols cinq deniers. J'ignore quelles parties furent tachetées ; je vois seulement que l'on avoit consommé cette année vingt-deux millions sur l'année suivante, & que le Domaine de Flandre, qui n'étoit point compris dans les précédens états de recette, y fut porté en 1680 pour un million.

A N N É E 1680.

Si les Finances se dérangoient dans la partie de la distribution, on chercha du moins à régler la perception des droits ; & cette année M. Colbert fit rendre deux Ordonnances, l'une sur les Aides, l'autre sur les Gabelles ; il eut l'honneur d'avoir simplifié ces Loix ; car lui-même ne se flata point de les avoir perfectionnées, comme on le verra lorsqu'il parlera lui-même. Comme de ces Ordonnances dérivent les principes de la perception, quoique la Jurisprudence en ait été depuis prodigieusement amplifiée ; il ne paroît point inutile de s'y arrêter.

M. Colbert comprit dans la Ferme des Aides les droits sur le vin lors de la vente en gros ; de son entrée dans les

Villes pour la consommation ; de la vente en détail ; de son passage dans certains lieux ; le droit sur ceux dont la profession est de vendre le vin ; les droits sur les eaux-de-vie, le cidre, la bière & autres liqueurs ; les droits sur le poisson frais & salé, sur certaines qualités de bois, sur le pied fourché ; ceux de la marque des fers, des ouvrages d'or & d'argent, du papier ; la vente du papier & parchemin timbré ; enfin la moitié des octrois des Villes. Ces détails qui se trouvent par-tout ne sont point de mon objet.

Les besoins de l'Etat avoient donné naissance à divers droits d'Aides en des tems différens, & à diverses augmentations de chacun d'eux ; la succession des besoins en avoit continué la perception leur origine avoit été oubliée insensiblement, le nombre des parties étoit très-grand. Cette double confusion occasionnoit des discussions fréquentes entre les Receveurs & les Payeurs ; quelquefois des exactions de la part des uns toujours des soupçons de la part des autres ; & enfin un embarras très-préjudiciable au Commerce. Ces divers droits furent évalués & simplifiés ; la

valeur en fut même réduite de quelque bagatelle.

C'étoit un très-grand avantage , sans doute ; mais la réunion ne fut pas complète , parce qu'on ne corrigea pas la diversité de l'impôt entre les diverses Généralités , entre les Elections même , les Villes & les particuliers. L'origine de ces différences vient de ce que quelques-uns des droits avoient été rachetés dans les tems dans certains cantons ; c'est une justice , sans doute , de les faire jouir d'un engagement contracté avec eux : mais il n'en est pas moins vrai que les communications souffrent de cet embarras , & que les Loix uniformes sont toujours utiles à l'Etat en général. Seroit-il donc injuste d'examiner comment ce rachat a été fait ? Si c'est par l'établissement d'une autre imposition , comme il en est peu dont la répartition soit plus égale & plus douce que dans celui-ci , s'il est modéré & que le Commerce étranger n'en souffre pas , il ne sembleroit point impossible de revenir contre ces compensations. Si le rachat a été fait pour une somme d'argent , il ne paroît pas juste qu'il soit perpétuel. Le Prince a toujours la faculté de rembourser ou de

faire rembourser par les Fermiers, en leur abandonnant pour un tems la jouissance des droits.

Il semble qu'on en pourroit dire autant des privilèges particuliers toujours accordés aux riches de l'Etat. Rien n'est plus contraire à l'esprit de la justice distributive ; le premier devoir des Législateurs , l'ame & le lien de toute société. La différence des facultés expose déjà assez les hommes à l'envie les uns des autres , sans la fomenter encore par la différence du traitement.

L'augmentation du produit ne seroit pas le seul avantage d'une exacte uniformité d'imposition entre les Provinces & les Sujets ; elle mettroit tous les lieux & tous les Concitoyens dans un équilibre naturel pour le Commerce , pour la vente de leurs denrées , ou pour leur contribution aux charges publiques. Il est évident que dans une Province qui paye l'augmentation du droit de gros , les vigneron & les propriétaires des vignes ont moins d'avantage pour la culture , que ceux d'une Province exempte ou rédimée à fort peu de frais de cette augmentation. Egalement un riche privilégié , auquel une partie du droit d'entrée est remise , ne

porte pas la même proportion d'impôt que le pauvre citoyen.

Lorsque la Loi accorde au cultivateur des vignes une quantité de vin sur le gros manquant pour sa consommation sur le lieu , elle paroît faire une chose juste en faveur de l'agriculture seulement ; mais en saine politique il ne doit pas résulter que ce même cultivateur résidant à la Ville , & sur-tout dans la capitale , jouira de la même douceur que s'il habitoit sa terre où il feroit beaucoup plus de bien. S'il a les moyens nécessaires pour vivre à la Ville , c'est un avertissement qu'il donne de sa faculté de contribuer davantage aux charges publiques. D'ailleurs , est-il permis à un propriétaire de Salines de faire venir sa provision de sel sous de moindres droits dans l'étendue des Gabelles ? ou à un Bourgeois de Paris de faire entrer les saumons de sa pêche à meilleur marché ? On ne voit pas de différence fondée en droit entre ces productions.

Est-ce une meilleure police de percevoir de plus gros droits sur ce qui arrive à l'adresse des Marchands , & sur ce qui se vend en détail , que sur ce qui arrive à l'adresse des Bourgeois ? car

enfin c'est le Peuple , c'est le pauvre qui consomme le vin vendu en détail : à Paris cette consommation va aux quatre cinquièmes de ce qui entre ; il est clair que le droit d'entrée est plus fort pour le pauvre que pour le riche.

Il semble que dans l'établissement des impôts sur les consommations , on ait pris à tâche d'en écarter les avantages : ils ne consistent que dans une égalité plus grande des répartitions , & dans la liberté de la contribution. Si ces objets ne sont pas remplis , l'espèce du droit n'a plus que des inconvéniens. Par exemple , l'Ordonnance fixe à six livres l'augmentation du droit de gros à Paris par muid de vin muscat. Si l'on fait attention à la nécessité de la consommation , & à la qualité des consommateurs , la proportion n'est pas égale entre ces six livres , & les seize sols trois deniers fixés par muid des autres vins. Par une erreur plus considérable encore , le vin muscat étranger n'est point distingué du vin muscat de France.

Finissons par observer à l'égard des vins , que la perception des droits d'entrée , de subvention & autres sans distinction des qualités , paroît peu favorable à la culture & à l'aisance du Peu-

On a déjà remarqué que la même inattention sur les droits de sortie a eu des suites bien plus funestes , puisqu'elle a privé le Royaume de plusieurs millions de revenu.

Une police en apparence assez simple pouvoit peut-être remédier à cet abus. Aucun vin ne peut partir du lieu de son crû sans un congé ; il doit le droit de gros qui est réglé sur le prix de la vente ou sur le tarif de l'évaluation arrêté dans chaque Election. Le congé , dont on pourroit faire un acquit à caution , doit contenir l'évaluation du vin transporté comme sa quantité ; ainsi le droit pourroit être perçu à tant pour cent de la valeur énoncée , soit à la sortie du Royaume ; soit aux entrées des Villes pour y être consommé : l'impôt continueroit d'être plus fort dans les lieux où la consommation doit être renchérie ; mais par-tout il seroit proportionné aux diverses facultés des consommateurs , à la valeur intrinsèque des productions. Ce droit seroit clair dans l'énoncé , d'un compte facile ; en cas d'augmentation nul embarras.

Le congé converti en acquit à caution devant être rapporté dans un cer-

tain espace de tems au lieu où il a été levé, il paroît que les droits du Roi & l'intérêt du Fermier seroient à l'abri de toute surprise ; l'embarras du voiturier ne seroit pas plus grand de porter un acquit à caution, qu'un congé, qu'il doit, sous des peines assez sévères, représenter à chaque instant : le renvoi de l'acquit n'est pas une formalité plus gênante que d'accuser la réception de son vin au Commissionnaire qui l'a envoyé.

Cependant une méthode pareille, si elle est aussi praticable que l'apparence le promet, donneroit un accroissement infini au Commerce extérieur ; & dans l'intérieur la répartition de l'impôt se trouveroit plus équitable entre le riche qui consomme les vins chers, ceux des classes mitoyennes qui se contentent d'une qualité médiocre, & le pauvre qui consomme comme il peut.

Il est de prétendus politiques grands sectateurs de l'obscurité des droits : les gens simples ne voyent pas si loin ; & ils regardent comme une vérité évidente par elle-même, de dire qu'il importe aux intérêts du Prince, au bon ordre des Finances, à la sûreté du Peuple &

à l'augmentation du Commerce, qu'il regne une grande clarté dans la perception, & dans ses regles.

Ce que l'on propose pourroit souffrir plus de difficulté à l'égard des Pays où les Aides n'ont point cours ; mais dans presque tous on perçoit des droits sur les liqueurs sous d'autres noms : d'ailleurs il faut que celles qui en sortent pour entrer dans les Provinces où les Aides ont cours, fassent des déclarations à leur passage : ainsi il n'y auroit pas plus de difficulté réelle qu'à présent.

Il est certainement malheureux pour la France, de voir son Commerce rétréci dans les entraves de vieilles coutumes, introduites dans un tems où toutes ses Provinces partagées en diverses Souverainetés se traitoient avec défiance. Un étranger, à voir la diversité de nos usages, ne croiroit point que tous ceux qui portent le nom de François, forment un seul corps de Nation sous un même Législateur. Cependant si l'on veut s'y bien prendre, il ne sera peut-être point impossible avec le tems de convaincre les plus obstinés de l'avantage de l'uniformité, ni même de les y déterminer.

154 *Recherches & Considérations*

A l'égard de cette seconde différence qui existe même entre les Provinces où les Aides ont cours , le bon ordre ne permet pas de la tolérer : mais si l'ouvrage paroît trop considérable , elle est encore compatible avec ma proposition. Il en résulteroit seulement que tels vignobles payeroient les droits de gros sur le pied de six pour cent par exemple , tandis qu'un autre les payeroit sur le pied de cinq pour cent seulement , quoique meilleur. C'est un mal sans doute ; mais il sera bien moindre que lorsqu'un muid de mauvais vin payera seize livres de sortie du Royaume , tandis que le muid des plus grands vins n'en payera que dix livres , ou que l'entrée de Paris sera aussi chère sur l'un que sur l'autre.

On n'entend pas cependant encourager le maintien de certains réglemens particuliers , directement contraires au bien & aux vûes de l'Etat. Celui de Normandie est tel , que l'on semble avoir étudié les moyens d'empêcher la sortie des vins de cette Province pour l'Etranger : on a réussi ; au Havre les droits sur les vins sont les mêmes , soit qu'ils passent debout ou non ; à Rouen l'Ordonnance les astreint à payer cinq liv.

quinze sols onze den. en passant debout, sans compter le droit de subvention par doublement, l'augmentation, &c. à Dieppe les vins ne peuvent être entreposés que pendant six semaines; il faut que l'Armateur se trouve un vaisseau prêt à point nommé, que le vent & les marées soient d'accord avec la règle établie; en vain un Négociant aura-t-il reçu des avis favorables pour former une spéculation, il est presque impossible qu'il en profite: l'occasion seroit passée avant que les vins fussent arrivés; & il lui est défendu de les entreposer pour y spéculer! Il est de toute vérité que jamais le Fermier n'a perçu dix pistoles de cette manière, que le Roi n'en ait perdu en même tems plus de quatre cent.

La prétention du préposé à la perception des droits d'Inspecteur aux boissons à Nantes est bien plus criante; il veut que les boissons destinées pour l'étranger ne séjournent dans cette Ville que trois jours lorsqu'elles arrivent par terre, & huit jours lorsqu'elles arrivent par eau. Un Arrêt du Conseil de 1707 avoit accordé six mois; mais quel risque court un préposé à détourner le sens de la Loi, à troubler une branche

de Commerce ou de Navigation ? On n'en a jamais vû punir un seul pour avoir surpris la Religion des Ministres, & souvent ils ont réussi. Telle est la solution d'une infinité de contradictions apparentes dans les réglemens ; car nul homme de bon sens ne peut douter que leur esprit ne soit invariablement le même, que le Législateur n'ait sans cesse l'utilité publique pour premier motif ; mais des faits artificieusement déguisés sont mis sous ses yeux, & lui arrachent des décisions contraires à sa volonté.

Il est certain que si le Conseil a jugé en 1707 & en 1710, que le Commerce des vins & eaux-de-vie à Nantes avoit besoin d'un entrepôt de six mois pour le moins, il devoit croire par les mêmes raisons en 1680, qu'un entrepôt de six semaines n'étoit pas suffisant à Dieppe.

Qu'étoit devenu l'esprit de ce bel Edit en faveur des étapes & entrepôts dans les Villes maritimes ?

Les remarques qui restent à faire sur l'Ordonnance des Aides seront courtes, puisque l'objet le plus important a été parcouru. Cependant on ne peut encore s'empêcher de se récrier sur les privilèges des Bourgeois sur les bois, bes-

x & autres denrées provenant de
s terres. Dans le droit politique
rquoi le propriétaire des terres, le
véritable riche de l'Etat, paye-t-il
ns sur ses consommations que les
es sujets qui vivent de leurs bras ?
ce pour punir l'homme industrieux
on travail ?

paroît que les droits d'entrée sur
vaches devroient être aussi forts que
les bœufs, en faveur de la conser-
on de l'espece & de l'abondance
laitages si utiles pour la nourriture
e des pauvres. La défense aux Bou-
s & autres d'acheter le bétail dans
ingt lieues aux environs de Paris,
urs que dans les marchés indigués,
le contraire au soulagement des
vateurs, en les contraignant de
des voyages, des déplacemens
conduire leur marchandise dans
lieu où l'abondance diminue les
. Le paiement du droit ne se feroit-
s également à l'entrée du lieu de
nsommation ?

our le dire en passant, on croit sou-
faire l'éloge de la police de Paris,
lisant que depuis quarante ans le
de la viande y est fixé au même
: un propriétaire de terres tient ce

158 *Recherches & Considérations*

langage comme un rentier ; mais le premier s'entend-il lui-même , & que veut-il dire , sinon qu'on a sagement empêché par les Loix le loyer des herbes d'augmenter ? Si les faveurs accordées à l'Agriculture avoient multiplié les prairies & l'espece du bétail , le marché de la viande en eût résulté naturellement ; mais on fait assez que nous sommes plutôt dans la disette que dans l'abondance sur cet article , puis nous sommes forcés continuellement de tirer du bétail de l'étranger : nos Loix de police n'ont donc fait autre chose que de soulager l'habitant de la capitale aux dépens des Provinces & des campagnes. Par quelle fatalité notre agriculture est-elle attaquée de tous côtés !

Si le droit de vingt-quatre deniers pour livre sur le poisson frais & étoit le seul qu'on perçût , on diroit l'intérêt de nos grandes pêches a peu ménagé , quoiqu'elles ne soient pas moins intéressantes à la prospérité de l'Etat que l'agriculture même. Dans les Villes la plus grande partie du peuple est nécessairement composée de citadins & autres manœuvriers , donc il ne convient pas de trop renchérir

subsistance, & pour lequel le produit de nos pêches pourroit être une manne , même pendant les jours grâs ; il étoit donc peu réfléchi d'imposer sur le poisson salé le même droit que sur le poisson frais à l'usage des riches. La véritable proportion étoit six deniers pour livre , tandis que le poisson frais eût payé trois sols six deniers : mais hélas ! sur quoi porte cette observation ? Ces vingt-quatre deniers pour livre sont noyés aujourd'hui dans l'immensité des droits qui se perçoivent presque à l'égal sur l'un & sur l'autre.

Il reste cependant un motif d'espérance ; l'abus est tel qu'il est impossible qu'on ne vienne à appercevoir un jour l'augmentation considérable qu'une diminution de droits pourroit produire sur cette branche de revenus. La consommation du nécessaire & celle du superflu ont diminué à proportion de l'excès de l'imposition au-delà des bornes marquées par les facultés des contribuables. La discipline Ecclésiastique a été négligée au mépris de la Religion , & avec une grande perte pour les forces maritimes de l'Etat. Faut-il donc être un grand spéculateur pour imaginer que la consommation du poisson salé de-

viendrait seconde nécessité en France comme dans les autres pays , si le prix étoit proportionné aux facultés du Peuple ? Et ce point une fois établi comme vrai-semblable , n'est-il pas clair que si le produit est de mille livres , le total des droits à trente pour cent ; il monteroit à six mille livres , le droit à cinq pour cent par l'abondance des consommations. La proportion fera la même sur le poisson frais , si le droit est réduit de cinquante à quinze pour cent.

Le droit de marque dans les Papeteries n'est pas considérable ; mais moins l'objet étoit important , moins le Règlement étoit digne de M. Colbert ; on croiroit en le lisant qu'il s'agit d'une Manufacture d'Indiennes tolérée par l'Etat en faveur du Commerce étranger seulement. Le droit , puisqu'on en vouloit un , ne pouvoit-il pas être perçu aux entrées des Villes sans troubler des Manufacturiers de jour & de nuit au gré d'un Commis ? sans astreindre la marchandise à des transports coûteux dans un Bureau , & le Fabriquant à des formalités qui le déplacent , lui font perdre du tems & le découragent ? Que penser , par exemple , de la nécessité qui lui est imposée par cette Ordonnan-

ce , de faire marquer son papier un mois après qu'il est collé , de le faire emballer en présence du Commis , & de le garder en cet état jusqu'à ce qu'il soit expédié ? Pour faire sentir jusqu'où portent ces fortes de vexations sur le Commerce , observons que l'article septieme dispense de la marque les papiers d'Auvergne & d'Angoumois. Ils y avoient d'abord été soumis comme les autres , mais le Commerce en fut suspendu sur le champ ; la raison est que ces papiers devoient porter la marque d'Hollande pour être consommés , comme si l'on imitoit l'espece de papier que les Génois envoient aux Colonies Espagnoles , il faudroit le marquer de même pour le vendre. Ce motif est un peu différent de la raison ridicule du Commentateur Jacquin , Financier dur & sans vûes ; mais d'ailleurs très-versé dans la connoissance des Edits relatifs à sa partie.

Il ne paroît pas moins surprenant qu'un Ministre aussi favorable aux Manufactures , ait continué d'affujettir les forges à un droit dont le produit a toujours été peu proportionné au trouble & au découragement que sa perception apporte dans le Commerce. Le seul

162 *Recherches & Considérations*

moyen d'en tirer quelque parti a été de forcer par des rigueurs inconcevables les Maîtres de forges à des abonnemens. Sans faire passer ce produit par tant de mains , sans créer autant de Commis privilégiés qu'en entretient la Régie de ce droit , le Roi l'eût facilement fait entrer dans ses coffres par une imposition équivalente au travail présumé de chaque forge.

Pour avoir quelque idée de régie de Finance dans une Manufacture , il faut sçavoir que pour un arrondissement composé d'un petit nombre de forges , il y a un Directeur, des Contrôleurs, & deux Commis à chaque fourneau , tous gens privilégiés. L'entrepreneur est obligé de tenir des Registres très-exacts du poids des fontes , de les faire numéroter par chiffres , de mentionner l'heure de la coulée & de la pesée , de fournir des hommes deux fois par jour pour les pesées , & de les distraire des travaux qui souvent ne peuvent être suspendus sans préjudice pour l'ouvrage. La plus legere omission ou différence sur chacun de ces points , produit un procès , dont la suite oblige l'Entrepreneur d'abandonner ses occupations , afin de mettre sa bonne foi en évidence. Ces

Commis sont souvent eux-mêmes la cause des oublis ou négligences, en débauchant les ouvriers; de manière que le droit en soi n'équivaut pas au quart des desordres que la Régie apporte dans une forge.

Un article de cette même Ordonnance qui paroît s'accorder peu avec la sûreté publique & le bien de l'agriculture, c'est d'obliger un particulier qui tire une utilité de son champ, de le laisser défoncer pour en tirer de la mine de fer, sur le pied d'un sol par tonneau. Si cette terre étoit en friche ou abandonnée, rien de plus sage; mais si elle est cultivée, elle occupera sûrement plus d'hommes par sa culture que par la Manufacture de fer. Il sembleroit plus naturel & plus juste de laisser le propriétaire & le Maître de forges convenir de leurs faits à leur avantage commun, sans attribuer à une seule forge l'exclusif de la mine; d'où résulte un grand désavantage pour chacune dans la fonte, faute de pouvoir se procurer les mixtions convenables, & une moindre qualité dans le fer.

Il est également à propos d'observer qu'aujourd'hui le prix d'un sol par tonneau n'indemnise plus le propriétaire

164 *Recherches & Considérations*

du terrain sur le même pied qu'en 1682. Puisque l'occasion s'en présente, il n'est point inutile d'observer que nos tarifs ont toujours annoncé une crainte peu fondée de manquer de fer. Ceux de 1664 & 1667 impoisoient à l'entrée & à la sortie les mêmes droits sur les fers de France que sur les fers étrangers. En 1701 la frayeur redoubla, sans doute; car le fer étranger ne payoit que trente-cinq sols du millier à l'entrée, & le nôtre dix livres en sortant. Ce n'étoit assurément pas la bonne méthode d'animer cette Manufacture; & si l'on prenoit des mesures pour faire valoir la mine admirable de nos Pyrénées, au lieu de la porter en Espagne la plupart du tems, nous aurions de quoi fournir l'Univers de fers & d'aciers excellens jusqu'à la consommation des siècles. Il y a de quoi établir la plus belle & la meilleure fonderie de canons qui soit au monde; & l'Adour en porteroit à peu de frais les ouvrages à la mer. Quelle position! Les Pyrénées peuvent être plus utiles à la France, si on met leurs diverses ressources en valeur, que l'acquisition de la plus riche Province étrangère laissée à son choix. Des forêts immenses en sapins,

qui peuvent être partagées en soixante-dix coupes réglées de douze à treize mille arbres chacune, d'une qualité supérieure pour la durée & la proportion à la qualité actuelle des mâtûres du Nord; d'excellens chênes, des planches de toute espèce; des mines de cuivre, de plomb, d'étain, de cobolt, de fer. Les entrailles de la terre n'attendent que des mains industrieuses pour nous prodiguer à peu de frais des richesses que nous payons chèrement aux Etrangers. Il semble que tout ce qui appartient aux travaux de la terre soit méprisé, ou du moins négligé parmi nous.

Il est un sentiment de douleur naturel à ceux qui aiment leur Patrie, lorsqu'ils réfléchissent sur les causes d'affoiblissement du Corps politique. Tel est l'effet nécessaire que produit la lecture de l'Ordonnance des Gabelles. Une denrée, que les faveurs de la Providence entretiennent à vil prix pour une partie des citoyens, est vendue chèrement à tous les autres. Des hommes pauvres sont forcés d'acheter au poids de l'or une quantité marquée de cette denrée; & il leur est défendu sous peine de la ruine totale de leur famille d'en

recevoir d'autre , même en pur don. Celui qui recueille cette denrée n'a point la permission de la vendre hors de certaines limites ; les mêmes peines le menacent. L'avidité du gain l'emporte sur la crainte , & la facilité d'éluder la Loi l'avilit. Des supplices effrayans sont décernés contre des hommes , criminels à la vérité envers le Corps politique , mais qui n'ont point violé cependant la Loi naturelle. Les bestiaux languissent & meurent , parce que les secours dont ils ont besoin passent les facultés du Cultivateur , déjà surchargé de la quantité de sel qu'il doit en consommer pour lui. Dans quelques endroits même on empêche les animaux d'approcher des bords de la mer où l'instinct de leur conservation les conduit. Une occupation importante dans l'Etat a presque disparu , & elle ne fera point nommée pour ne pas trahir le secret de quelques familles dont l'industrie a jusqu'à présent échappé aux recherches. Tel est à peu près le tableau que présente l'imposition des Gabelles.

L'Ordonnance qui en règle la perception peut être belle , comme un raisonnement peut être conséquent , quoi-

que le principe en soit faux. Il est certain du moins que sa simplicité lui tenoit lieu de quelque mérite, & elle l'a perdu depuis.

Presque toutes les gênes qu'elle prescrit tiennent à la nature vicieuse de l'impôt ; car elles sont absolument nécessaires à la régie. De là l'embarras fatigant & risquable de la collecte du sel : l'obligation imposée aux Collecteurs de la taille de donner des dénombremens exacts du nombre des personnes dans chaque famille, & l'amende portée en cas d'erreur malgré la difficulté de l'éviter dans une Paroisse qui tient l'espace d'une ou deux lieues, malgré l'intérêt de ces familles à tromper le Collecteur. Encore l'amende a-t-elle monté de vingt-quatre livres à cent cinquante. L'arbitraire accordé aux Assesseurs du sel, les emprisonnemens, les saisies, la solidité des habitans, le rejet sur les Paroisses ; toutes ces choses onéreuses, destructives de l'aisance & de l'émulation parmi le Peuple, sont cependant une suite indispensable de l'impôt. La défense d'employer le sel d'impôt à d'autres usages qu'à celui du pot & de la salière est du même genre ; on peut à la vérité sur

un certificat de pauvreté obtenir une permission particulière , mais qui suppose une requête , un déplacement , des frais.

La diversité des situations a dû varier les règles de la perception à l'infini, les gênes ou la liberté du Commerce : aussi quelques Provinces sont franches, par l'impossibilité absolue où il seroit de les traiter autrement ; d'autres sont rédimées , quelques-unes mixtes , & dans certains cantons une Paroisse jouit d'un privilège refusé à celle qui l'avoi-sine. Que de motifs réunis pour porter les hommes à manquer au devoir qui leur est imposé ! & quels hommes ? des pauvres.

La Province de Normandie semble avoir été choisie pour être le théâtre de toutes les rigueurs inconcevables & de toutes les espèces de contradictions qu'emporte avec soi l'imposition des Gabelles. Dans quelques endroits il est permis de faire du sel de bouillon , dont le quart appartient au Roi. Le nombre des bouillons est limité dans chaque saline , & il ne peut y avoir que huit salines en travail dans un même jour. On a pris toutes les précautions possibles pour que la Normandie ne vendît point de

seuls aux Etrangers comme aux Suédois. Dans certaines Paroisses, la quantité du sel blanc que l'on peut consommer est fixée ; le reste doit être pris au grenier. Dans d'autres le sel blanc peut être employé aux menues salaisons, & le sel du Grenier dans les grosses salaisons. Quelles sources de contraventions, de procès, de vexations, de mécontentemens !

Si on demande pourquoi les pêches de hareng & autres sont si médiocres sur les Côtes de Picardie & de Normandie, pourquoi nous n'avons pas en France le quart des matelots que compteroit l'étendue de nos Côtes, de besoins, de notre population ; qu'on donne la peine de lire le titre XV de la loi sur la salaison des poissons ; tant de formalités, de gênes & de restrictions sont incompatibles avec l'inconstance des vents, la célérité d'expédition & la liberté nécessaire aux affaires du Commerce. Il est beaucoup plus sûr de ne pas envoyer à la pêche, & son profit ne compense pas les risques auxquels le moindre inadvertance expose de la part des Commis. La Hollande n'auroit certainement ni matelots ni pêcheurs, elle observoit la même police ; le dé-

tail en seroit trop long & n'appartient pas à cet ouvrage : mais on prie tout homme impartial & bien intentionné de lire ce Règlement , de suivre le produit de nos pêches jusqu'à leur conformation ; il se demandera souvent à lui-même , comment il est possible que la France ait encore des pêcheurs. C'est par de semblables traits que l'on apprendra à connoître véritablement le génie & les forces intrinseques de cette Nation ; aucune sur la terre ne l'a jamais égalée ; on le dit avec confiance & nulle espece de préjugé n'a dicté cet éloge ; il est fondé sur des comparaisons & sur des faits. Elle n'a pas un seul défaut dont le Législateur ne puisse tirer parti pour le bien général de la société. Que la barrière soit ouverte & le succès passera les espérances les plus ambitieuses.

Il est fâcheux , sans doute , d'être forcé d'abandonner des idées si flatteuses pour faire un retour sur les funestes effets de l'imposition des Gabelles. Cependant par le récit des dangers qui court un malade , & en leur comparant les avantages d'une santé brillante , que le Médecin le détermine à user de ses remèdes. L'humanité frémit e

voyant la liste de tous les supplices ordonnés à l'occasion de cet impôt depuis son établissement. L'autorité du Législateur sans cesse compromise avec l'avidité du gain, que conduit souvent la nécessité même, lui seroit encore moins sensible que la dureté de la perception; l'abandon de la culture, le découragement du contribuable, la diminution du Commerce & celle du travail, les frais énormes de la Régie, lui feroient appercevoir que chaque million en entrant dans ses coffres en a presque coûté un autre à son Peuple, soit en payemens effectifs, soit en non-valeurs. Ce n'est pas tout encore; cet impôt avoit au moins dans son principe l'avantage de porter sur le riche & sur le pauvre; une partie considérable de ces riches a su s'y soustraire; des secours légers & passagers lui ont valu des franchises dont il faut rejeter le vuide sur les pauvres.

Enfin, si la Taille arbitraire n'existoit pas, l'impôt du sel seroit peut-être le plus funeste qu'il fût possible d'imaginer. Peu de personnes se refuseront à l'évidence des faits; à l'exception peut-être de quelques-unes qui y seroient intéressées, ou qui chérissent les opinions

singulieres. Tous les Auteurs économiques & les Ministres les plus intelligens dans les Finances ont regardé le remplacement de ces deux impositions, comme l'opération la plus utile au soulagement des Peuples, à l'actroissement des revenus publics. Divers expédiens ont été proposés, & aucun jusqu'à présent n'a paru assez sûr.

La Dixme royale, faussement attribuée à M. le Maréchal de Vauban, est une spéculation digne d'un citoyen bien intentionné; au moins est-ce à peu près sur ce plan qu'il faudra toujours travailler; c'est au même but qu'il faut tâcher d'arriver. Mais quand même l'exposé de ce projet ne présenteroit par diverses contradictions, quand même les calculs en seroient assis sur de meilleurs fondemens, l'exécution en grand présente des difficultés considérables. Les revenus publics ne paroissent pas assez assurés; il seroit très-facile de les frauder; & pour peu que la perception s'en fit avec une certaine exactitude, il est vrai-semblable qu'à la longue, elle établiroit des formalités très-préjudiciables à l'agriculture; ceux qui ont quelques idées de régie se le persuaderont aisément.

Il a été proposé de percevoir l'impôt dans les salines mêmes : mais en supposant cet expédient praticable , il peut être regardé comme incompatible avec la conservation du commerce des sels. Il faudroit rendre le droit à la sortie pour l'étranger ; premier objet de discussion entre le Fermier & le Negociant. Il ne faut pas croire que les navires étrangers viennent consommer des vivres dans nos Ports , payer des équipages & perdre du tems jusqu'à ce que les procès avec les Commis soient décidés. Les Etrangers ou les Nationaux feroient des versemens sur les Côtes ; nouvelle matiere de plaintes , de gênes & de formalités. Enfin pourroit-on être tranquille sur cette branche de Commerce , lorsqu'on voit qu'en 1714 le Fermier fit défendre la sortie des sels de Bretagne pendant trois mois , jusqu'à ce que la provision fût faite ? Le muid tomba à quinze livres , & comme c'étoit la saison où les étrangers viennent principalement l'acheter , ils s'en retournerent à vuide. L'Espagne & le Portugal profiterent de cette fatale opération , dont la Bretagne se ressentit pendant plusieurs années. Enfin , considérons ce qui se passe en Normandie.

Il seroit beaucoup plus simple d'ajouter à la capitation de chaque Province la somme qu'elle paye pour la consommation du sel, les frais déduits ; mais l'arbitraire resteroit ; les pauvres à la longue supporteroient toute la charge. Cela s'est passé ainsi jusqu'à présent au détriment de l'Etat & de la prospérité publique.

La Taille réelle, telle qu'elle est assise dans la Généralité de Montauban, dans le Languedoc & ailleurs, est l'expédient le mieux combiné qui se soit présenté. Mais indépendamment de quelques défauts qui se rencontrent dans la partie de l'industrie, son établissement pourroit souffrir des longueurs & des contradictions considérables dans bien des endroits ; les biens nobles sont plus communs dans certaines Provinces que dans d'autres ; la partie privilégiée de la Nation forme continuellement des prétentions relatives à l'origine des impôts : tout abusives qu'elles sont aujourd'hui, la jurisprudence est montée sur ces principes. On ne se flatte point d'être plus heureux que les autres dans ce qui va être proposé, quoique leur travail ait servi de boussole : mais il est utile que chacun s'exerce sur les objets intéressans

rien de la société , parce qu'une même défectueuse peu devenir entre des mains plus habiles.

Il est convenable aux intérêts de l'état de remplacer la Taille , la Capitation & les Gabelles , il semble d'ailleurs que ce devroit être par un impôt nouveau , dans lequel on ne feroit point varier les maximes de la Jurisprudence , & dans la perception des droits supérieurs. Le Roi peut cesser de les lever , & introduire un nouveau genre de tribut qui n'auroit rien de commun avec eux , & aucune personne ne seroit exempt.

Il convient toujours à la sûreté des finances publiques d'avoir un grand fonds commun , qui passe sans frais par un petit nombre de mains ; c'est un grand avantage qu'a la Taille sur les autres impôts : si l'industrie étoit en sûreté contre l'arbitraire , il est constant que la facilité de la perception est très-avantageuse : & elle le seroit encore plus en se multipliant.

Pour que la rentrée des revenus soit prompte & facile , il faut que les impôts ne portent pas tous sur un seul objet.

Pour que toutes les classes du Peuple se soulagent & se soutiennent mutuel-

lement, il faut que toutes payent une portion des tributs.

Le poids de l'imposition ne décourage pas autant les classes industrieuses, que l'arbitraire de son assiette, l'incertitude de la propriété, & la crainte continuelle de paroître industriel.

Il y a des hommes qui n'ont d'autre revenu que celui de leur journée; il ne faut pas que ces hommes payent au-delà de la proportion de leur salaire, car il renchérirait; mais il ne convient peut-être pas qu'il n'ayent pas besoin de travailler tous les jours; car s'il est vrai que le goût & l'exemple de l'aisance inspirent l'émulation au travail, il l'est également de dire que l'habitude d'une grande pauvreté nous engourdit quelquefois sur le bien-être & nous conduit à l'oisiveté.

Il est important au bien de l'agriculture & au bon marché des salaires, que l'imposition dans les Villes soit plus forte que dans les campagnes. Comme il doit nécessairement y avoir des pauvres ou des artisans dans les Villes, il convient pour la sûreté & l'agrandissement du Commerce que l'imposition y tombe principalement sur les riches.

L'agrément & la commodité des Villes y appellera toujours ceux qui auront les facultés nécessaires pour y subsister à leur aise.

On a cru devoir tracer la marche des idées qui se sont présentées en réfléchissant sur cette matière, afin de faciliter au Lecteur le moyen de saisir ce qui va être proposé, ou de le rectifier.

Pour ne pas courir risque de se tromper, supposons dans le Royaume quatre millions de feux de quatre personnes chacun ; autrefois on les comptoit sur le pied de cinq : mais depuis que la corruption des mœurs & l'influence d'un luxe qui n'a point l'aisance générale pour principe , a rendu le célibat un état plus heureux dans les Villes , depuis que le mariage est devenu une surcharge dans les campagnes , il paroît qu'on ne peut évaluer les feux à plus de quatre personnes chez les pauvres artisans , les journaliers de campagne & les petits Fermiers. Ce n'est point d'ailleurs qu'il n'y en ait vraisemblablement plus de quatre millions dans la totalité du Royaume : ainsi l'excédent reviendrait en bénéfice sur ce calcul. Des quatre millions de feux , on

178 *Recherches & Considérations*

en suppose deux millions cinq cent mille répandus dans les campagnes.

La classe la plus basse sera composée de simples manœuvriers , qui subsistent du prix de leur travail journalier chez d'autres Cultivateurs , & du produit d'un quart de journal de terre environ, attaché pour l'ordinaire à leur maison en forme de jardin.

On peut leur supposer deux cent jours de travail dans l'année , dont une moitié leur est payée dans la plus grande partie de la France à dix sols , & l'autre moitié à douze sols , ce sont cent dix livres. Le travail de leur femme étant évalué à trois sols par jour en filage de lin , de chanvre & autres ouvrages , ce sont trente-trois livres ; & le total formera un revenu de cent quarante-trois livres ,

Examinons la dépense.

La consommation du pain
n'ira pas à moins de trois livres par jour à un sou la liv. sols.
livre 54 15

Cinq livres de lard , viande , ou autre nourriture substantielle par semaine , à deux sols trois deniers la livre ,

sur les Finances de France: 179

liv. sols d.

De l'autre part...	54	15	
Carême retranché . . .	20	15	3
La consommation du ci-			
re & autres autres boissons			
un sol par jour . . .	18	5	
Chauffage, lumière . . .	6		
Loyer	6		
Habillement	16		
Œufs, laitages, &c. . . .	4		
Sel, Tailles, Capitation..	3	10	
	129	5	3

Ainsi le profit est de quatorze livres environ, en supposant qu'il n'arrive point d'accident, & que les vivres soient continuellement autour du niveau supposé. Il seroit possible d'augmenter ce produit en retranchant quelques fêtes; & de lui-même, il s'accroîroit insensiblement, si l'aïssance pénéroit dans les campagnes. Il est surprenant que l'Etat n'ait pas encore eu recours à cet expédient dans les diverses détresses qu'il a éprouvées. On peut supposer que sur seize millions d'ames, il y en a six millions qui ne vivent que du produit qu'ils retirent des jours de travail, & que leurs journées valent

180 *Recherches & Considération*
dix sols l'une dans l'autre. Aussi
cul le plus bas, chaque jour de fête
trois millions aux pauvres de l'E
peut sans nuire au culte retr
vingt de ces fêtes, & dans l'ins
rend au Peuple soixante millions
grace ne lui valût-elle que trent
lions, voilà la moitié de sa taill
sa capitation payée. Il n'est pas p
que ce soulagement important é
quelque opposition de la part des
tres éclairés de la Religion : ils sç
suivant l'expression de Saint Chr
me, que les Saints n'aiment point
honorés avec l'argent que pleur
pauvres ; enfin on sçait que ce
nombre de fêtes n'existe que de
Regne de Charlemagne, sous leq
n'en connoissoit que trois annue
quatre ou cinq autres. Le succès d
réforme ne laisseroit pas cependa
tre borné dans les campagnes, ta
la taille y resteroit arbitraire, &
Commerce des grains resteroit da
état de prohibition.

Sur la pied actuel chaque

ster dans les campagnes
mroient y être taxés
formément liv.
5000000

Mais comme les jour-
es sont plus utiles à me-
e-que le colon y ajoute
e nouvelle industrie, il
roîtroit convenable d'a-
ger quelque chose de plus
proportion du fermage
il tient.

D'un autre côté, le pro-
du Fermier d'un hérita-
de trois cent livres de
ite est proportionnelle-
ent plus fort que celui
in héritage de cent li-
es; & même plus le fer-
ge est considérable, plus
y a d'économie & de
néfice dans la culture;
si la taxe ~~de~~ doit être
proportionnellement plus
te sur les grosses Fer-
es que sur les médiocres,
sur les médiocres que
r les petites.

Réglons la taxe à un sol
our livre du fermage sur

De l'autre part... 50
 les héritages de cent à deux
 cent livres de rente.

A un fol six deniers sur
 ceux de deux cent à qua-
 tre cent livres de rente.

A deux sols sur ceux de
 quatre cent à six cent.

A deux sols six deniers
 sur ceux de six cent à huit
 cent.

A trois sols sur ceux de
 huit cent à mille.

A trois sols six deniers
 sur ceux de mille à quinze
 cent livres de rente.

A quatre-sols sur ceux
 de quinze cent à deux
 mille.

A quatre sols six deniers
 sur ceux au-dessus de deux
 mille livres.

On suppose une taxe de
 vingt sols par arpent de
 vigne les plus communes,
 & à proportion sur les meil-
 leures : dix sols par arpent
 de bois : trois livres par

De l'autre part... 5000000
arpent de pâturages gras.

On suppose huit cent cinquante-un mille cinq cent Fermes en terres labourables ; & on les distribue ainsi.

Deux cent mille à 150 liv. de rente l'une dans l'autre, la taxe à un sol par livre 1500000

Trois cent mille à 300 liv. l'une dans l'autre, la taxe à 1 f. 6. den. pour liv. 6750000

Deux cent cinquante mille à 500 liv. l'une dans l'autre, la taxe à deux sols pour livre 12500000

Cinquante mille à 700 liv. l'une dans l'autre, la taxe à deux sols six deniers pour livre 4375000

Vingt mille à 900 liv. l'une dans l'autre, la taxe à trois sols pour livre 2700000

Quinze mille à 11250 livres l'une dans l'autre, la taxe à trois sols six de 1687500

32825000

	liv.
De l'autre part...	32825000
niers pour livre	3281250
Dix mille à 1800 livres	
l'une dans l'autre, la taxe	
à quatre sols pour livre...	3600000
Six mille cinq cent à	
2500 l. l'une dans l'autre,	
la taxe à quatre sols six	
deniers pour livre . . .	3656250
Trois millions d'arpens	
de pâturages gras à 3 livres	9000000
Six millions d'arpens de	
vigne à trois livres l'un	
dans l'autre	18000000
Douze millions d'ar-	
pens de bois à dix sols	
l'un dans l'autre	6000000
Il seroit juste que le	
propriétaire de la terre,	
exempt de Capitation &	
de Gabelle, dont le reve-	
nu augmenteroit sans cesse	
avec l'aisance des Culti-	
vateurs, contribuât pour	
sa part aux revenus pu-	
blics. Le produit de nos	
terres a été évalué à six	
cent millions dans la dis-	

76362500
tribution

De l'autre part... 76362500

tribution des Fermes ; mais il y a des terres privilégiées pour environ cent vingt millions : ainsi il n'en reste aux particuliers imposables que quatre cent quatre-vingt millions environ ; les maisons des Villes & des Bourgs n'y sont point comprises. On pourroit imposer le vingtième en attendant que l'exactitude des déclarations permît de se restreindre. Ce seroit même un motif de plus pour engager ceux dont les déclarations sont justes à fournir les moyens de rectifier les autres ; un moyen bien juste de hausser le produit , ce seroit d'évaluer sur le pied des meilleurs fonds les terres soustraites à l'utilité publique pour les convertir en cultures d'agrément , le vingtième ci 24000000

Total passé . . . 100000000

Tome III.

Q

Je n'ai parlé jusqu'à présent que des terres & de ceux que leur culture fait subsister : l'avantage de cette methode consisteroit en ce que la taxe du cultivateur & celle du propriétaire des terres se vérifieroient mutuellement ; il est facile de combiner ce que le Prince retire de chaque Paroisse à raison de la taille , de la capitation & de la consommation du sel. Si l'on craint de perdre dans l'affiette du nouvel impôt , il seroit facile de fixer d'abord une somme à imposer pour tous ces objets dans chaque Paroisse & suivant le plan proposé ; en remettant l'excédent , s'il s'en trouve , aux habitans. Par ce moyen , chacun seroit intéressé à découvrir la véritable valeur du fermage de son voisin ; & l'on seroit assuré en deux ou trois années , soit de la portée de l'impôt , soit de la fidélité des déclarations. Lorsqu'elles seroient une fois assurées , il conviendrait au bien de l'agriculture & à l'encouragement de l'industrie de ne les renouveler que tous les trente ans.

On conçoit une partie des objections que l'on peut faire , & il semble que leur solution ne seroit pas impossible s'il s'agissoit de traiter la matiere à fond.

En cas d'augmentation ou de dimi-

nution de l'impôt, on connoîtroit exactement la portée de la remise ou de la crue : nulle discussion entre les contribuables ; la Loi seroit fixe , le plus simple sçauroit ce qu'il doit payer & ce que doit payer son voisin. La nourriture des bestiaux , principe de la fécondité des terres , & si négligée cependant , recevroit un accroissement infini de l'assurance où seroit le cultivateur d'en avoir autant qu'il le pourroit pendant le cours de son bail , sans payer un sou de taxe de plus : mêmes avantages pour les terres en friche , pour les mauvaises même qui ne laissent pas d'être susceptibles de culture.

La seule fraude à craindre est celle des contre-lettres & des baux simulés : mais il ne paroît point impossible d'y remédier : 1°. en ordonnant que tout Fermier qui prouvera les conditions du bail simulé sera déchargé envers son propriétaire de la somme convenue tacitement ; 2°. en permettant aux Paroisses de faire faire l'estimation des biens dont elles soupçonneroient les baux , par deux Experts que l'Intendant nommeroit sur simple requête. En fait de déclarations de biens, le grand point est de commencer : le produit n'est peut-être

pas l'objet immédiat qu'on devroit se proposer dans les premiers momens ; la vérité des bornages & des énumérations est d'une autre conséquence ; & l'on ne peut se flatter d'obtenir le tout à la fois.

Que les suppositions employées soient fausses , ou ne le soient pas , peu importe ici , puisque l'essentiel est la manière de procéder : on ne prétend pas non plus garantir l'exactitude de la distribution qui a été faite , soit de la population dans les villes & dans les campagnes , soit du nombre & du revenu des héritages ; il est vrai-semblable même que le nombre des petites Fermes est moins grand qu'on ne l'a porté ; & alors les feux seroient plus forts , le produit de l'imposition seroit plus considérable ; mais dans des matieres aussi compliquées on a cru devoir suivre la distribution la moins avantageuse , telle qu'elle existe dans quelques Provinces. Après tout , le grand point est de sçavoir si nos terres privilégiées , ou non , produisent au total six cent millions de revenu. Si elles produisent moins , on peut imposer le dix-huitieme au lieu du vingtieme , & hausser les taxes proportionnelles de six deniers ; il y aura en-

Core de l'avantage pour les contribuables.

S'il étoit permis à quelques Paroisses voisines du Poitou ou de la Bretagne d'essayer ce plan ; on se persuade qu'avant trois ans beaucoup d'autres le demanderoient avec instance.

Il reste à pourvoir au remplacement dans les villages, dans les bourgs & dans les villes.

D'abord le dixieme du revenu à payer par le propriétaire des maisons du Royaume dans les Villes & Bourgs devoit rendre environ huit millions trois cent mille livres , sans compter les maisons privilégiées. On employe le dixieme des maisons dans les Villes & les gros Bourgs au lieu du vingtieme ; parce qu'il convient toujours de rendre le séjour & la propriété des terres plus favorables que le séjour des Villes , & la propriété des autres biens.

Dans les Villages , dont une partie des maisons sont des Fermes , ou dont les locataires sont des journaliers , il n'y auroit rien à changer à leur égard : mais il s'agit de pourvoir à la taxe des autres artisans qui s'y rencontrent.

Aux principes employés à l'égard des Cultivateurs on en ajoutera un autre ;

c'est que les professions étrangères à la culture, qui sont sous les yeux des Colons, doivent leur paroître moins heureuses que la leur : ainsi il paroîtroit convenable de taxer le Maître à neuf liv. à raison de ses journées, à quatre liv. à raison de chaque compagnon qu'il emploie, & à cinq livres par pistole de loyer qu'il occupe. Sur les Marchands Merciers, &c. la taxe à raison des journées pourroit être évaluée quinze livres, avec celle de huit livres par pistole du loyer qu'ils occupent ; celle d'un Cabaretier ou Aubergiste à vingt-quatre livres, & six livres par pistole du loyer qu'il occupe. La taxe du Tabellion ou tout autre homme de plume & de Loi à vingt-quatre livres simplement ; les Chirurgiens à douze livres, les Maréchaux à dix livres.

Dans les Bourgs, il semble qu'il seroit à propos de laisser subsister la même taxe sur les loyers ; à l'égard de la taxe des journées, celle des artisans & ouvriers ne hausseroit point ; mais elle doubleroit pour tous les autres habitans. Quant à ces hommes qui n'ont d'autre état que l'oïveté, & qui ne sont point nobles d'extraction, il paroîtroit juste de leur supposer l'industrie

la plus chere , puisqu'ils ont le moyen de vivre sans rien faire : ainsi on les suppose taxés à soixante & douze livres , à raison de leurs journées.

Dans les Villes , le seul genre d'imposition convenable avec le dixieme des maisons , paroît être celui des droits sur toutes les consommations. Le grand secret de la confection d'un tarif , c'est d'examiner le produit du salaire le plus bas ; la consommation nécessaire qui doit être faite dessus , & d'établir le droit sur ces consommations nécessaires , proportionnellement à la faculté de celui qui les fait. La proportion courante sur les premieres nécessités seroit d'environ six deniers pour livre. Sur les secondes nécessités , le sou pour livre peut tendre considérablement ; sur ce qui approche du superflu , les deux sols pour livre ne peuvent nuire à la consommation ; sur le superflu à l'usage des riches , 3 sols pour livre , & ainsi de suite jusqu'aux raffinemens du luxe , n'entrêneront point le cours : mais il est extrêmement essentiel d'affranchir absolument l'entrée & la sortie des matieres premieres , des ingrédiens propres à la teinture , des marchandises fabriquées dans le Pays , & dont on

tient magasin dans les Villes. Le seul inconvénient qui en puisse arriver, seroit, par exemple, que dans une manufacture de toiles, les habitans ne payassent rien à raison de cette dépense: mais la perte est légère en comparaison du produit de cette même manufacture, que la moindre gêne troubleroit: bientôt on n'auroit plus ni toiles, ni magasins, ni marchands, ni perception.

Il n'est pas moins essentiel, lorsqu'un tarif est fixé à sa proportion, de ne l'augmenter plus; car constamment en peu d'années la consommation diminueroit. Quand même les droits excédens viendroient à être révoqués, il n'est point du tout sûr que les denrées & la main-d'œuvre baïssassent en même tems. Une expérience journalière apprend que c'est la chose du monde la plus délicate, que d'augmenter ou de diminuer un impôt sur les consommations.

Cette partie mériteroit une discussion particulière, & trop étendue pour cet Ouvrage. Il suffit d'observer que ce genre d'impôt est demandé dans un grand nombre de villes; que celles qui l'ont obtenu se trouvent soulagées en payant davantage. Cependant, il en est
peu,

peu , excepté Paris , où les riches ne se
soient mal - à - propos soustraits aux
droits ; & dans la Capitale même , in-
dépendamment des abus dans cette par-
tie , on peut dire que la proportion des
especes n'est pas observée.

Tant de circonstances particulieres
influent sur l'assiette de cette imposi-
tion en chaque lieu , qu'il est impossible
d'entrer dans aucun détail. Trois ou
quatre principes bien simples & très-
évidens sont la boussole de cette opé-
ration.

Pour évaluer en gros cependant la
portée de cet impôt , supposons que
les villes propres à recevoir un tarif
contiennent sept cent cinquante mille
feux : en évaluant leur dépense l'un
dans l'autre à sept cent livres , & le
droit moyen à dix pour cent , tous les
frais de régie évalués à sept millions
cinq cent mille livres , le liv.
produit seroit 45000000

Cet objet iroit sans dou-
te beaucoup plus haut ; car
dans les petites Villes il n'y
a gueres de feux qui dé-
pensent au-dessous de trois
cent livres par an ; suppo-
sons que ce soit la seizieme

De l'autre part... 4500000
partie ; la dépense d'un autre feizieme à quatre cent livres ; de deux autres feiziemes à six cent livres ; de deux autres à neuf cent livres ; de quatre autres à douze cent livres ; de deux autres à quinze cent livres ; de deux autres à dix-huit cent livres : de deux autres à deux mille cinq cent livres ; cette proportion produiroit une dépense commune de douze cent cinquante livres par feu de cinq personnes , attendu qu'ils sont plus forts dans les villes. Dans les villes du second ordre , comme Lyon , Marseille , Bourdeaux , Rouen , Nantes , &c. la proportion des dépenses double presque dans les dernieres classes du Peuple , & quadruple ou quintuple dans les plus riches ; de maniere que la dépense commune ne va pas au-

De l'autre part... 45000000
sous de trois mille li-
s par feu. Dans les vil-
du troisieme ordre, où
a quelque Commerce,
dépense commune ne
pas trouvée moindre
deux mille livres. On
parle point de la capi-
, parce qu'elle sort de
te proportion, par le
mbre des personnes dans
que feu, & par la dé-
se, qui doit passer mille
es par tête. Si nous éva-
ns les villes du second
re aux trois seiziemes
a population des villes,
es du troisieme ordre
trois seiziemes, & les
ites villes aux dix sei-
nes, la proportion com-
ne des villes rendra dix-
cent livres par feu;
endant comme il est di-
les natures de dépenses
ne peuvent être affu-
ies aux droits, on croit
roportion de sept cent

De l'autre part... 45000000
livres par feu approchant
de la vérité, quant à ce
qui seroit soumis à l'im-
pôt.

A l'égard des sept cent
cinquante mille feux d'ar-
tifans & autres répandus
dans les bourgs & villages,
je suppose la taxe moyen-
ne à vingt-trois livres, le
produit seroit 17150000

Le dixieme du revenu
général des maisons. . . . 8300000

Si l'on y ajoute les . . . 100000000

On aura pour rempla-
cer les Gabelles, la taille
& la capitation, plus de . . . 170550000

Sur cette somme la plus forte partie
pourroit rentrer au Trésor Royal à
droiture & presque sans frais. Les qua-
rante-cinq millions d'impôts sur les
consommations coûteroient un peu plus
aux habitans des villes : mais cette ma-
niere de payer imperceptiblement &
volontairement est si douce, qu'elle
compense, & au-delà, ce désavantage:

Il ne s'agit pas d'examiner si le Peuple paye beaucoup, mais s'il est heureux.

D'un autre côté, comme la perception est journalière, elle peut faire remettre toutes les semaines des sommes considérables au Trésor Royal, & même à droiture si l'on veut laisser à chaque ville sa manutention sous les Réglemens qui lui seroient prescrits.

On a établi un calcul général sur la totalité du Royaume, afin d'éviter l'embarras des discussions des diverses coutumes dans quelques-unes des Provinces qui administrent par elles-mêmes : mais on présume qu'en conservant à chacune ses privilèges, la totalité du produit se retrouveroit toujours la même, en leur assignant la quotité de l'imposition générale proportionnelle à leur tendue & à leurs richesses. Il est naturel de penser que, si cette forme & cette nature de contribution étoit plus favorable que les autres, les Provinces en feroient usage dans l'administration qui leur est confiée.

Il paroît probable que les Peuples ayeroient plus facilement cette somme considérable de cent soixante & dix millions, qu'une moindre de quelques millions accompagnée des inconvé-

niens qui se trouvent attachés aux impositions arbitraires & à la nature des Gabelles. Nous avons des objets de comparaison sous les yeux, puisqu'il est des pays exempts de Gabelles, & des villes où les droits d'entrée ont été substitués à la taille: & autant que les informations prises sur ces objets peuvent être fideles, il est vrai-semblable que l'aisance est plus grande dans ces endroits, quoiqu'on y paye une plus forte somme proportionnelle, que dans d'autres soumis à ces impositions vicieuses. Si même on compare ce que coûte la perception actuelle, avec la dépense de la perception des impositions projetées, on trouvera vraisemblablement que l'augmentation de la recette ne provient pas de celle des charges, mais de la simplicité & de l'économie de la Régie.

Dès-lors on ne croit pas se tromper en portant à soixante & quinze millions la valeur que devraient avoir les Fermes générales, ~~déduction faite des Gabelles~~: on pourroit même espérer de les porter plus loin par la suppression des Douanes intérieures, en réunissant les divers droits en un plus modéré qui rendroit davantage. Un autre moyen

d'augmentation seroit encore de donner aux Fermes générales une nouvelle constitution, en les adjugeant réellement à l'enchere, ainsi que le pratiquoient M. de Sully, M. Colbert, & tous les Ministres attachés à l'économie, comme au premier ressort de l'administration, & en n'admettant que des sujets utiles dans les Compagnies de Finance. Celle des Fermiers Généraux pourroit être bornée à quinze : deux Compagnies de Sous-Fermes, l'une pour toutes les Aides, l'autre pour tous les Domaines, de vingt chacune, pourroient suffire : & quand même on ne croiroit pouvoir se dispenser de les laisser jouir des gains immenses que l'usage à consacrer à ces places, il est évident que le surplus tourneroit au bénéfice du Prince & des Peuples, à qui cette augmentation pourroit procurer du soulagement sur d'autres parties. En effet, si quarante Fermiers Généraux & quatre cent intéressés dans les Sous-Fermes retirent un bénéfice annuel de quinze à seize millions, il est évident que quinze Fermiers Généraux & quarante Sous-Fermiers se contenteroient de cinq à six, & que le Public en gagneroit dix.

Ainsi l'article des Recettes générales & celui des Fermes , formeroient un total de deux cent quarante-cinq millions. Les postes, les bois du Roi , les Parties casuelles , le Clergé semblent pouvoir produire annuellement quatorze millions : ce seroit deux cent cinquante-neuf millions.

On croit qu'une taxe , dans les Villes seulement, sur les laquais , les carosses, les chaises à porteurs , ne rendroit pas moins de quinze millions , & elle ne seroit pas moins nécessaire pour mettre un frein à la dépopulation des campagnes , que pour achever de répartir les impôts de la maniere la plus conforme à la justice distributive , en les étendant sur le luxe le plus grand , comme le plus onéreux à l'Etat. On ne sauroit trop répéter cette grande vérité , que le poids des tributs ne se fait sentir que par l'inégalité de son assiette. La force totale du Corps politique est immense ; mais l'action des parties est trop inégale.

Ces deux cent soixante-quatorze millions pourroient être portés facilement à deux cent quatre-vingt , par la réunion de quelques droits aliénés à vil prix. Cette imposition ne monte-

roit pas au cinquieme de l'argent qui est dans le Royaume , & au septieme de la dépense générale , en ne la portant qu'à deux milliards , & elle va au moins à trois milliards , suivant des conjectures probables & modérées. Autant qu'un particulier éloigné des affaires peut former des conjectures vraisemblables , cette somme paroîtroit nécessaire pour travailler efficacement à la libération de l'Etat par un remboursement annuel de cinquante millions. En créant des annuités à six ans de terme sur les cinquante millions à cinq pour cent , on seroit en état d'opérer un remboursement de deux cent cinquante millions , tant des Charges de Financees plus inutiles & les plus onéreuses , que des autres dettes. En supposant que ces remboursemens éteignissent seulement des intérêts à cinq pour cent , l'Etat se trouveroit libéré de douze millions cinq cent mille livres de rente ; & en les consacrant à de nouvelles annuités à six ans , on rembourseroit encore sixante-dix millions , de maniere que dans la septieme année on auroit acquitté pour trois cent dix millions de dettes , & augmenté les revenus au moins de quinze millions cinq cent mil-

le livres au total. Si l'état étoit menacé d'une guerre, il pourroit disposer d'une part des cinquante millions affectés aux remboursemens, de l'autre des quinze millions cinq cent mille livres, dont les parties du trésor Royal auroient été accrues. Alors la simple imposition d'un second vingtième pendant la guerre suffiroit pour faire face pendant six ans à une dépense extraordinaire de cent trente millions, comme on l'a démontré plus haut.

Si la position des affaires étoit tranquille, on pourroit continuer un remboursement annuel de soixante-cinq millions cinq cent mille livres, & six années nouvelles suffiroient pour mettre les peuples en état de ne plus éprouver de nouvelles impositions dans quelques occurrences que ce fût, tant que l'on suivroit le même système de finances : car ce sont les grandes dettes qui suffisent les grands tributs.

D'ailleurs l'abondance que produiroient ces remboursemens, feroit inmanquablement baisser les intérêts, animeroit l'agriculture & le Commerce. On verroit en peu de tems le produit des Fermes augmenter considérablement ; sans compter les économies que

l'on pourroit pratiquer par la diminution du bénéfice des affaires de Finance, & l'amélioration de quelques parties sans augmenter les droits. On est même persuadé qu'une paix de dix années permettroit de diminuer, au moins d'un quart, les impositions des campagnes, & de parvenir insensiblement à ce système de Finance, supérieur à toutes les économies d'argent, d'imposer dans la paix 80 millions de moins que les peuples ne peuvent porter.

Il est aisé de concevoir pourquoi dans ce projet on a préféré l'imposition du vingtième à celle de la Capitation. Cette dernière taxe est arbitraire, & porte avec soi tous les inconvéniens de la Taille; elle semble plus propre à servir de ressource extraordinaire dans un tems de besoin, par la facilité de se procurer des secours des riches dans une proportion approchante de leurs facultés, qu'à former une branche de Finance pendant la paix. On a même éterné tout l'avantage que peut avoir cette imposition dans des cas pressans, en fixant la capitation des charges de manière que dans un même corps le moins riche paye autant que le plus opulent. Le vingtième au contraire est une taxe proportionnelle, celui qui

possède peu contribue de peu.

On est persuadé que le meilleur plan de Finance seroit celui dont chacun pourroit faire le calcul, & dont on n'auroit aucun intérêt à faire mystère. Celui-ci à cet égard auroit quelques avantages, & seroit peut-être propre à conserver la confiance publique, sans laquelle il est impossible de faire de bonnes opérations. On compte cependant beaucoup moins sur sa solidité, que sur l'indulgence ordinaire en faveur du zèle pour le Public. Avec quelques communications de pièces sûres, peut-être ne seroit-ce pas un travail long ni pénible, de constater bien clairement son imperfection ou ses avantages, la facilité ou les obstacles de son exécution.

Le grand objet qu'on a eu en vûe a été d'éviter l'arbitraire, d'approcher de l'égalité dans la distribution, de faire contribuer toutes les classes des sujets, d'éviter les longueurs & les difficultés de l'estimation des terres par la voie du cadastre, qui se feroit alors insensiblement ; enfin de parer à quelques inconvéniens que la Taille réelle auroit dans les Provinces où les biens nobles sont beaucoup plus multipliés qu'en Languedoc.

Cet ouvrage étant tout-à-la fois un

recueil historique & politique, on espère que le Lecteur pardonnera ces fréquentes digressions. Les faits isolés eussent peut-être répandu sur cette lecture une sécheresse que l'intérêt de curiosité n'eût pas été capable de réparer tout seul ; & les réflexions séparées des faits n'eussent pas répondu aux véritables intentions dans lesquelles l'ouvrage a été entrepris.

Nous avons laissé les Finances dans une crise où les précipite toujours l'aliénation des revenus publics & l'excès de la dépense sur la recette. Il fut encore créé pour un million de rentes au denier vingt, pour commencer le remboursement de toutes les précédentes ; la caisse des emprunts continua d'aider soit aux remboursemens avantageux, soit à remplir les avances sur lesquelles on vivoit depuis la guerre.

Il paroît que cette année la recette devoit être de 73 millions 232700 liv. charges déduites, quoique les tailles eussent été diminuées de deux millions ; mais le Clergé accorda un don gratuit de trois millions payables en quatre termes jusqu'à la fin de l'année 1682. Les cinq grosses Fermes avoient été augmentées de 600000 liv. environ, suivant les

206 *Recherches & Considérations*

conditions du Bail : cependant il ne
rentra qu'environ 70 millions.

La dépense arrêtée à 78 millions
monta à 90 ; ainsi l'on dé- div.
pensa sur 1681 20000000

Il avoit été consommé
en 1679 sur 1680, comme
nous l'avons observé 22000000

Ainsi le total remplacé sur
l'année 1681 montoit à . . 42000000

Il étoit dû encore	
aux Munitionnaires de	
terre & de Mer . . .	4000000
Aux Maîtres de la	
Chambre aux deniers	800000
A l'argenterie . . .	600000
Aux Menus	300000
Aux Trésoriers des	
Ecuries & de la Ve-	
nerie.	300000
Aux Bâtimens . . .	1000000
Aux Etapes	1000000
Aux Fortifications,	
Ponts & Chauffées,	
Marine ; Galeres . .	1000000
Pour diverses au-	
tres dépenses	4000000

13000000

Total à prendre sur 1681 55000000

Il étoit dû à la Caisse
des Emprunts 15000000

70000000

A N N É E 1681.

« Pour soutenir les dépenses de 1681,
disoit M. Colbert dans le projet d'é-
tats présenté au Roi pour cette an-
née, » il seroit nécessaire de réduire
» les dépenses à soixante-huit millions,
» & même d'en retrancher encore deux,
» vers le milieu de l'année.

» Cependant il faut toujours affecter
» l'air d'abondance, & payer même
» les dettes qui seront demandées pour
soutenir l'intérêt des quinze liv.
millions au denier vingt.... 750000

» En soutenant le crédit,
» les rentes pourront pro-
» duire six millions au denier
» vingt. 300000

• » Les prêts des baux au
» denier dix-huit seront de six
» millions 340000

» Il faudra avoir recours
» aux gens d'affaires pour un
» prêt de seize millions au
» denier dix ou onze. 1660000

» Ainsi le total des em-
» prunts fera de quarante-
» trois millions, & celui des
» intérêts à payer de 3050000

» En continuant de cette manière ;
 » bientôt il se trouveroit deux ou trois
 » années consommées.

» Les intérêts augmenteroient à l'in-
 » fini , & le fonds des recettes diminue-
 » roit à proportion.

» Si quelque Occasion glorieuse au
 » Roi se présentoit pour faire la guerre ,
 » les suites en deviendroient très-fâ-
 » cheuses.

» Les fonds diminuant , & les em-
 » prunts augmentant , le crédit s'anéan-
 » tiroit ; & il est à craindre qu'il ne fal-
 » lût en revenir aux quinze pour cent.

» Mais ce qu'il y a de plus impor-
 » tant , & sur quoi il y a plus de ré-
 » flexion à faire , c'est la misère très-
 » grande des Peuples ; toutes les let-
 » tres qui viennent des Provinces en-
 » parlent , soit des Intendants , soit des
 » Receveurs généraux ou autres per-
 » sonnes , même des Evêques.

» Si le Roi réduisoit les dépenses à
 » soixante millions , on pourroit encore
 » donner cinq à six millions de diminu-
 » tion au Peuple sur les Tailles de 1682
 » & 1683.

» Il seroit encore très-nécessaire d'ap-
 » porter dans la suite de la paix quel-
 » que Reglement sur la Fermes des Ai-
 » des :

des : la multiplicité & prodigieuse diversité des droits établis sur les avis de toutes sortes de Traitans pendant les guerres passées, expose les Peuples à beaucoup de violences & de vexations de la part des Commis.

» *Le principal point des Finances* consiste selon moi à employer tous les ans au moins cent mille livres, & orsqu'il sera possible, au moins cent mille écus, pour gratifier ceux qui font le Commerce de Mer, qui entreprennent de nouvelles Compagnies, de nouvelles manufactures ; parce que ces moyens servent à maintenir & conserver l'argent dans le Royaume, à faire revenir celui qui en sort, & à tenir toujours les Etats étrangers dans la nécessité & le besoin d'argent où ils sont.

» Je puis espérer que si le Roi veut réduire les dépenses sur le pied que je propose sans passer, en deux ou trois années au plus, ses Finances se rétabliroient & seroient en meilleur état qu'elles ayent jamais été.

Je me suis fait un devoir de transcrire tout ce que je trouve écrit de la main de M. Colbert, parce que ses raisons le peignent mieux & le louent

210 *Recherches & Considérations.*
 plus dignement que je ne pourrois le
 faire.

Je trouve que les dépenses furent re-
 glées à soixante & quatorze millions
 soixante & douze mille livres, en y
 comprenant quatre millions pour les in-
 térêts & remises, & quinze cent mille
 livres pour les remboursemens.

Mais la dépense effective monta à
 cent trente-quatre millions cinq cent
 seize mille deux cent cinquante-deux
 livres & un sol, parce qu'il fut rembour-
 sé cinquante millions.

La recette des reve-
 nus de l'année devoit
 monter, les anciennes liv. f.
 charges déduites, à ... 80623730 15

Il fut constitué deux
 millions de rentes sur la
 Ville au denier vingt. .. 40000000

La caisse des emprunts
 devoit à la fin de l'an-
 née au Public 24000000

Il fut reçu par avance
 de Baux sur les Fermes
 unies 6000000

Idem sur les Gabelles
 de Lyonois 1000000

151623730 15

De l'autre part	151623730	15
La dépense étant de	134516252	1
Il restoit	17107478	14
Pour payer les soixante millions de dettes non constituées, qui restoit en 1681; ce qui les auroit réduites à la somme de	42892521	6
Sans doute que par consommation d'avance sur 1682, il en fut payé neuf millions cent cinquante-trois mille trente-trois livres un sol; car je trouve qu'au dernier Décembre, les dettes exigibles montoient seulement; sçavoir,		
La caisse des emprunts	24000000	
Restes dûs de l'année 1681	3339488	9
Idem de l'année 1680		
& des précédentes	3600000	
Aux Munitionnaires	2000000	
Pour les étapes	800000	
	33739488	5
Pour les appointemens du Conseil & pensions de 1681 par obmission dans l'Etat.	4000000	
	37739488	9

Mais avant de passer à l'année 1682, observons que dans celle-ci les baux des Fermes furent renouvelés, à l'exception de ceux des Gabelles de Languedoc, Roussillon, Provence, Dauphiné, Lyonnois : le bail commença au premier Octobre pour six années : le prix fut de cinquante-six millions six cent soixante-dix mille livres pour la première année, à condition de l'augmentation dans chacune des quatre années suivantes de cent mille livres ; de façon que dans les deux dernières années, le prix devoit être de cinquante-sept millions soixante & dix mille livres, Sçavoir :

Pour la Ferme générale	liv.
des Gabelles de France ,	17750000
à la charge de l'augmentation annuelle de cent mille livres dans le cas où la paix continueroit , & d'une diminution de deux cent mille livres par année de guerre.	
Cette clause prouve évidemment que les consommations diminuent pendant le cours d'une guerre. Dès-lors si on les renchérit, elles diminuent encore dans la	

De l'autre part... 17750000
même proportion. Cela
prouve qu'il convient rare-
ment d'augmenter ce genre
d'impôt, lorsqu'il est porté
à son point; & que l'on ne
doit pas tout-à-fait se bor-
ner à celui-là dans un Etat.

Pour la Ferme générale des Aides, entrées & droits y joints	22000000
Pour les cinq grosses Fer- mes	11380000
Pour la Ferme générale des Domaines & droits y joints	5540000
	<hr/> 56670000

L'argent monnoyé à vingt-sept li-
vres le marc, c'étoient deux millions
quatre-vingt dix-huit mille huit cent
quatre-vingt-huit marcs, ce qui re-
viendroit à cent quatre millions neuf
cent quarante-quatre mille quatre cent
livres à cinquante francs le marc.

L'article des Domaines explique une
grande partie des remboursemens faits
dans ces années: car en 1679, le produit
étoit restreint à deux millions deux

214 *Recherches & Considérations*
cent mille livres ; ainsi le rachat est de
trois millions trois cent quarante mille
livres , qui sur le pied de dix pour cent
rendroient raison de trente - trois mil-
lions quatre cent mille livres des nou-
veaux emprunts.

Voici le détail des droits cédés par
ce bail.

Gabelles de France.

Droits de reventes à petites mesu-
res.

Voye de sel du Rethelois.

Quarante sols de Bourgogne.

Douze deniers par livre de Maçon-
nois.

Quart de sel de basse Normandie.

Trente-cinq sols de Brouage.

Vingt-quatre deniers des Contrôleurs
Conservateurs.

Droits de la Pointe.

Droits des Greffiers des Rôles de
l'impôt.

Droits des Offices des Mesureurs,
&c.

Gabelles de Metz , Toul & Ver-
dun.

Domaines & Salines de Lorraine &
Comté de Bourgogne.

Ferme des Aides & entrées.

Pied fourché & poisson de Paris.

Barrage.

Quatrième de la Généralité d'Amiens, Villes exceptées.

Elections de Bar-sur-Seine & Pontoise sujettes au quatrième.

Quatrième de Normandie.

Ancienne imposition du Poisson, pied fourché & bois.

Droit annuel, &c.

Subvention sur le détail où le huitième a cours & aux entrées des Villes & lieux sujets au quatrième.

Subvention sur le détail du ressort de la Cour des Aides de Rouen & aux entrées des Villes & lieux sujets au quatrième.

Vingt sols sur muid de Cidre & Poiré entrant & passant dans la ville de Rouen & banlieue & croissant en ladite banlieue, &c.

Trois livres quatre sols sur muid de vin.

Marque de fer, neuf livres dix-huit sols, & sol pour pot.

Contrôle des bières.

Gros du Poisson de Rouen.

Amiens cinq sols.

Autres des Généralités.

Cinq sols sur muid de vin vendu en gros en la Ville & banlieue de Rouen.

216 *Recherches & Considérations*

Droits des Vendeurs réunis.

Contrôle du Papier, &c. à l'exception de l'Auvergne & Angoumois.

Sol pour Rame de Paris, tiers retranché.

Marc d'or.

Pied fourché de Cotantin..

Impôts & Billots.

Poids au Duc, &c.

Moitié des Oâtrois.

Subvention & subsistance des Villes, &c.

Tarif d'Alençon.

Droits de Rouen réunis.

Rentes & Charges locales dûes par les Engagistes des Aides, des deux quartiers retranchés desdites charges sur les Aides réunis.

Entrées de Paris & Rouen.

Droits du Pont de Joigny, &c.

Trois sols sur le bois, &c. en entrant en la Ville de Paris, &c.

Droits du Papier & parchemin timbré.

Droits sur les eaux-de-vie entrant en la Ville de Paris.

Droits de la marque des ouvrages d'or & d'argent, &c.

Vingt-quatrième d'Angoulême.

Droits de Vendeurs de Volaille, &c.
Sof

Sol pour livre de Vendeurs de poisson, &c. dans les ports.

Droits des cinq grosses Fermes.

Douane de Lyon & Valence.

Prévôté de Nantes.

Rivieres de Colme.

Doublement des droits de subvention, &c.

Trois livres pour Barrique d'Eau-de-vie.

Cinq sols anciens & nouveaux de Calais.

Quinze sols pour muid de vin & pour barrique de sel, &c.

Douze sols pour baril de sel entrant à Boulogne.

Neuf livres dix-huit sols pour muid de vin, &c. à la réserve du vin d'Espagne.

Neuf livres par tonneau de vin sortant de Calais.

Douze deniers pour pot de vin qui y sera vendu, &c.

Cinq sols des acquits, &c.

Péage de Péronne, &c.

Entrées & sorties de Flandres, &c.

Trois livres pour tonneau des Vaisseaux étrangers venans à Dunkerque, &c.

Convoi & Comptable de Bordeaux,
&c.

Traites de Charente.

Trente livres pour muid de sel, &c.

Huit livres pour muid, &c.

Tablier de la Rochelle.

Moitié de la Coutume de Bayonne;
&c.

Patente de Languedoc, &c.

Traite foraine d'Arzac, &c.

Bouille de Rouffillon, &c.

Droits d'abord & consommation,
&c.

Papiers d'Auvergne & d'Angoumois.

Sol pour Rame de Paris.

Sortie des Vins par la Picardie, Soif-
fonnois & Champagne, & des Vins,
boissons & eaux-de-vie descendant par
la riviere de Loire, &c.

Droits des Officiers des traites d'An-
jou & autres qui sont levés sur la ri-
viere de Loire, &c.

Contrôle des toiles.

Tiers des droits du vin passant à
Taillebourg, &c.

Deux sols huit deniers pour muid de
sel, &c.

Huit deniers pour muid passant à
Marans.

Droit de fret , &c.
Droits des Courtiers de Bordeaux.
Droit du Domaine consistant , &c.
Droits sur la vente du tabac , &c.
Droit pour livre pesant sur l'étain fané en Bretagne.
Deux sols six deniers aussi pour livre sur les entrées du Royaume , &c.
Contrôle des exploits.
Domaines de Paris.
Droits des Justices réunies.
Droits de la traite domaniale de Bretagne.
Droits de Greffes , &c.
Droits de Languedoc.
Contrôle des Greffes & des dépens.
Droits des présentations , &c.
Droits non aliénés en ceux qui ont rachetés & réunis , &c.
Droits de Blaye.
Droits de l'Abbaye d'Alby.
Droits du Royaume de Navarre , &c.
Domaine de Calais , &c.
Droit de Gisors , &c.
Droit de la Chapelle , &c.
Droit de Rouffillon , &c.
Domaine de Flandres.
Domaines de Provence.
Drogueries & Epiceries.

220 *Recherches & Considérations*

Table de mer, Poids & casse de Mar
seille.

Ecu par quintal d'alun , à la réserve
de la consommation de Marseille.

Deux pour cent d'Arles.

Autre deux pour cent du Fort Ba
ron , &c.

Autre Domaine de Marseille.

Domaines de Rhodès , Rochefort,
&c.

Brouage.

Domaine de Forêt , &c. haute &
basse Manche , &c.

Domaines de Rouen , &c.

Droits des Notaires de Normandie

Domaine de Melun , &c.

Péage de Pont-sur-Yonne.

Terres usurpées , &c. & réunies au
Domaine.

Domaines réservés.

Lods & ventes sur les rotures , su
les échanges , &c.

Droits seigneuriaux jusqu'à 2000 li
vres , jusqu'à six de pareille somme &
du tiers de l'excédent.

Droits seigneuriaux dans les Pay
réunis au Domaine.

Emphytéoses après l'expiration.

Faculté de retirer les Domaines en
gagés , &c.

terres vaines usurpées, &c. qui seront
halles, boucheries, étaux,
foires, ouvroirs, places vaines &
droits de voyeries, péages,
Communaux, marais, bleds,
grains, vin, foin, &c. Droits
de ventes, saisines & amendes,
requints, &c. aubaines, batar-
deshérence, confiscation, amen-
&c. Reves, coffes de Narbonne,
de Montpellier, denier Saint
loudenage de Carcassonne, &
ensemble de tout ce qui dépend
des Domaines.

des Consignations.

des adjudgées par les Maîtres
aux & Forêts, à l'exception de la
de celles de la Maîtrise de Com-
, &c.

de l'article des cinq grosses Fer-
étoit comprise obscurément une
de revenus qui est devenue une
principales de l'Etat ; on parle de
exclusive du tabac.

de nous vû le commencement de
de cette plante dans la seconde
, & que le droit sur son entrée
été fixé à vingt sols par livre pe-
Pour la première fois la vente
ive en fut accordée à un Fermier

222 *Recherches & Considérations*

en 1674, avec les droits sur l'étain pour la somme de cinq cent mille livres pendant les deux premières années, & pour celle de six cent mille livres pendant les quatre autres. Ces deux produits ayant été ainsi confondus, il seroit difficile de deviner à combien la partie du tabac seule étoit portée. Le prix du tabac du Royaume fut fixé à vingt sols en gros & à vingt-cinq sols en détail; le prix du tabac étranger à quarante sols en gros & cinquante sols en détail.

Il paroît qu'en réunissant ces deux droits aux cinq grosses Fermes, ils ne furent pas évalués plus haut. En 1687 le nouvel adjudicataire des Fermes en fut encore chargé sur le même pied jusqu'en 1689. Alors les Prevôtés démembrées du Barois furent réunies aux trois Evêchés; & se trouvant comprises dans le corps de la Ferme, elles furent privées de la liberté du débit du tabac. Cette augmentation fut évaluée à six mille livres.

Rien ne fut innové dans les baux de 1691 & de 1697; mais dans cette dernière année la vente du tabac fut distraite du bail général, sur l'offre du sieur Duplantier de payer au Roi cent cinquante

te
me
mi
for
for
pie
na
de
as
c
d

te mille livres , & de tenir compte annuellement à la Ferme générale de cent mille livres pour tous droits d'entrées , forties & transports du tabac pendant son bail. Les choses continuerent sur ce pied jusqu'à l'année 1714 , que le bail fut passé pour six ans à Fittz moyennant deux millions pour les deux premieres années , & une augmentation de deux cent mille livres pendant les quatre dernieres.

Ce bail n'eut pas son entiere exécution , parce qu'en 1718 la Compagnie d'Occident s'en chargea sur le pied de quatre millions deux cent mille livres , à condition de tirer de nos Colonies les tabacs à fumer & à raper , & d'y en favoriser la culture. Le prix du tabac de premiere qualité fut fixé en gros à quarante sols la livre & à cinquante sols en détail , & les autres qualités à proportion.

Puisqu'on vouloit absolument tenter de nouveau la fortune de l'exclusif, ce projet étoit au-moins digne d'une Compagnie de Commerce ; mais l'embarras des circonstances ne lui permit pas de l'exécuter. Il étoit d'ailleurs mal-aisé que des Négocians ne s'apperçussent pas

224 *Recherchas & Considérations*

qu'il est impossible d'améliorer aucun établissement sous le joug destructif des monopoles. Aussi en 1719 le droit sur le tabac fut-il converti en un droit d'entrée , avec défense absolue d'en planter dans le Royaume.

Les révolutions de 1721 replongèrent le Commerce du tabac , & dès lors la culture d'une de nos plus belles Colonies, dans l'anéantissement. La vente exclusive fut rétablie en faveur de Duverdier pour neuf années ; le prix de la Ferme réglé à treize cent mille livres pendant les treize premiers mois , à dix-huit cent mille livres pour la seconde année , à deux millions cinq cent mille livres pour la troisieme , & à trois millions pour les six dernieres années. Il fut tenu envers les Fermes unies de continuer l'abonnement de cent mille livres par an pour les droits d'entrée & de sortie.

Quoique ce Fermier eût stipulé une indemnité assez considérable en cas de résiliation , elle se fit en 1723. La Compagnie des Indes rentra dans la jouissance de la vente exclusive du tabac , moyennant une avance de quatre-vingt-dix millions qu'elle fit au Roi. En 1726

le prix de la vente fut fixé en gros à cinquante sols , & en détail à soixante sols.

Enfin en 1730 le privilège en fut réuni aux Fermes générales , moyennant sept millions cinq cent mille livres pour les quatre premières années , & huit millions pour les quatre suivantes. Il n'en a pas été séparé depuis.

Cette imposition est d'autant plus douce qu'elle est volontaire. Cependant M. Colbert la croyoit onéreuse au Commerce par la forme de sa perception. Qu'eût-il donc pensé, s'il eût assez vécu pour connoître les avantages de la Louisiane découverte depuis peu de tems avant sa mort ? Pour raisonner de cette matiere où regnent beaucoup de préjugés , il est bon d'établir quelques maximes préliminaires.

Il est évident que l'accroissement de cette consommation n'est pas dû au privilège exclusif de la vente ; au contraire, s'il est vrai que le bon marché d'une denrée , qui n'est pas d'une nécessité première , en accroisse l'usage , il est probable que ce privilège nuit & a nuit à l'accroissement de la consommation.

Il est constant par expérience que les

tabacs de la Louisiane sont supérieurs à ceux de la Virginie ; que nous achetons des Etrangers pour environ quatre millions de cette denrée ; & que la liberté du Commerce jointe à quelque encouragement nous eût mis en état en moins de huit ans d'en vendre aux autres Nations pour une somme pareille , notre approvisionnement fait.

La liberté fut accordée en 1719, mais l'encouragement avoit manqué : les tabacs de la Louisiane n'étoient pas plus en état qu'aujourd'hui de soutenir la concurrence des tabacs étrangers ; & l'exclusif effaça en un instant les traces du nouvel établissement.

Quand même le revenu du tabac seroit de cinquante millions par an , il n'égaleroit pas ce que la Louisiane en valeur produiroit annuellement à l'Etat au bout de six ans de soins seulement.

Jamais la Louisiane ne fera en valeur si les tabacs ne sont achetés , parce que c'est la culture la plus prompte , la plus sûre & la moins coûteuse. C'est par elle qu'ont commencé tous les Cultivateurs du sucre & de l'indigo , dont le Royaume aujourd'hui retire tant de millions.

Jamais les tabacs de la Louisiane ne

seront achetés à leur avantage sans la liberté du Commerce.

Trop peu de personnes parmi nous sont encore en état de sentir ces vérités pour s'y arrêter : mais au moins ces propositions préliminaires aideront à connoître combien il feroit avantageux de maintenir la balance entre le Commerce & la Finance.

Il ne s'agit point de renoncer à un produit sur la consommation du tabac , mais de régler la perception de ce produit , de manière que l'Etat augmente d'autres branches de revenus ; que le Commerce entretienne deux cent vaisseaux de plus à la Mer en cinq à six ans ; qu'il forme sept à huit mille nouveaux matelots ; que l'Etat gagne annuellement dix à douze millions de plus sur la balance de son Commerce ; qu'il se consomme à la Louisiane annuellement pour vingt millions de plus de nos denrées.

Autant qu'un examen général peut conduire à la connoissance de pareils détails , il doit se consommer dans le Royaume environ vingt millions de livres pesant de tabacs ; c'est sur le pied de quatre millions de personnes , ou du quart du Peuple environ , la consom-

mation de chaque personne à cinq livres. Ce que les uns consomment de plus que les autres rectifiera à-peu-près ce qui pourroit se trouver de défectueux dans ces trois suppositions.

Des vingt millions de livres, il est vrai-semblable que la Ferme n'en vend peut-être pas les deux tiers, parce que le Comté de Nice, la Suisse, l'Allemagne, la Flandre & la Hollande font des versemens immenses de cette denrée. Le risque est grand, mais pour des misérables tout est compensé par le gain.

Si l'on ajoute à cette non-valeur les frais de la Régie, on conviendra sans peine qu'un impôt moindre de la moitié, mais perçu sur la totalité de la consommation sans frais, rendroit davantage.

Pour que la totalité de la consommation soit soumise au droit, il faut outre les précautions ordinaires, qu'il soit de l'intérêt du consommateur de le payer : c'est où tend ma proposition.

La plus grande partie des tabacs versés en fraude, comme tous ceux de Souabe, ne sont pas bons : ceux de nos Colonies au contraire sont si supérieurs à tous les autres, qu'en les don-

nant à très-bon marché , ils seroient préférés , & que le risque de la contrebande ne seroit plus compensé par le gain.

La plantation du tabac est défendue avec raison dans l'étendue des Provinces où la vente exclusive est établie : ainsi l'entrée peut en être réservée à certains Ports , comme Marseille , Bayonne , Bordeaux , Nantes , le Havre , Dunkerque.

Les tabacs pourroient être entreposés pour les réexporter à l'étranger : mais en sortant de l'entrepôt pour entrer dans le Royaume , ils seroient portés à la manufacture du Fermier pour y être plombés & ficelés , afin de pouvoir distinguer ces tabacs.

Le droit perçu à la sortie de la manufacture , ou suivant la soumission faite à l'arrivée , devroit être proportionné à la valeur intrinsèque de la denrée. On peut la ranger sous trois classes ou qualités : & vrai-semblablement la consommation de la première peut être évaluée aux trois quarts du total.

Sur ces quinze millions de livres , le droit pourroit être établi à trente sols , lorsque les tabacs seroient de crû étranger , & à vingt-cinq sols , lorsqu'ils

230 *Recherches & Considérations*

seroient du crû de nos Colonies. Sur ce pied , leurs meilleurs tabacs se pourroient vendre trente sols la livre, & le produit des droits sur cette partie seroit au moins
 de 18750000 liv.

En évaluant la consommation de la seconde qualité à trois millions de livres , & le droit à vingt-cinq & vingt sols , le produit seroit au moins de.... 3000000

Estimons à deux millions de livres pesant la consommation de la troisième qualité , & le droit à vingt & feize sols , ci 1600000

23350000
 Evaluant les frais à.... 5000000

Il resteroit encore 18350000
 de net perçus comme auparavant, d'une maniere tout-à-fait volontaire, mais bien autrement avantageuse au Commerce. Il est plus que probable que la consommation augmenteroit journellement par la facilité de consommer , & le revenu par conséquent.

Toute denrée de luxe, dont la culture est impossible ou prohibée dans la

Métropole, est la matiere d'un excellent impôt ; mais en le percevant , il conviendra toujours d'examiner ses bornes , soit du côté du profit de la contrebande , soit du côté du Commerce , sinon on ruinera le Commerce , & on bornera le revenu.

Le Caffé entrant dans le Royaume pour sa consommation pourroit payer davantage assurément , sans que l'usage en diminuât : mais il est presque assuré que cinq sols par livre payés aux entrées produiront davantage qu'un privilège exclusif de vendre celui de Saint-Domingue à trente sols , & celui de la Martinique quarante sols ; la raison en est toute simple. S'il étoit permis de l'entreposer pour le réexporter , l'étranger nous le rapporteroit en contrebande du côté où nous sommes ouverts. Le profit même animeroit cette culture dans les Colonies étrangères ; nous cesserions bientôt d'en vendre au dehors. S'il étoit défendu d'en réexporter , ou s'il étoit chargé de droits , ce seroit une méprise grossière , puisqu'on se priveroit par-là de plusieurs millions de revenus sur la balance. Quand même on n'auroit point à craindre de versemens , on ne seroit pas trois

ans à voir le Commerce du Caffé diminuer des deux tiers , parce qu'aucune culture ne peut se soutenir sans une concurrence d'acheteurs plus grande que celle des vendeurs.

Si au lieu de cinq sols , on venoit à imposer huit sols par livre de Caffé aux entrées du Royaume , probablement avant deux ans , le nombre de quintaux qui avoit coutume d'être déclaré , seroit diminué de moitié : cependant la consommation resteroit la même ; & s'il s'éprouvoit quelque changement , ce seroit dans la recette qui diminueroit. On demandera pourquoi l'on propose en ces cas vingt-cinq sols par livre de tabac : c'est que le tabac peut porter avec soi une marque distinctive. On a cru devoir toucher en passant cette matière , parce qu'on entend dire chaque jour que le Caffé en parti vaudroit mieux que tel ou tel autre impôt. Chacun en pareil cas décide pour l'ordinaire comme il lui conviendrait en particulier que les choses se passassent ; au moins devoit-on regarder autour de soi & apprendre à douter. Rien au monde n'est si délicat que la nature des impôts sur les consommations : ce sont les plus doux , les plus abondans ; mais ils ont
des

es proportions de rigueur , soit avec
s autres genres d'impôts , soit avec
ne infinité d'autres circonstances. Re-
le générale sur cette matiere ; c'est
ans les Villes principalement que se
onsumment les denrées de luxe , c'est
que sans gêner son Commerce , &
ins crainte des versemens étrangers ,
a peut assujettir les consommations
x besoins de l'Etat. Tout exclusif
étruit & les Finances & le Commerce ;
intervertit l'ordre public : & la liberté
ndue n'a pas encore réparé les pertes
e la manie des Monopoles nous a
usées.

En parlant du tabac , on n'a envisagé
ie l'intérêt de nos Colonies , par pré-
rence à celui des terres de la Métro-
ple , par plusieurs raisons. Si le tabac
oit une denrée nécessaire , il faudroit
utôt en interdire la culture dans nos
olonies , que de l'abandonner ou de la
égliger ici : mais cette denrée étant
ins la classe du superflu , le véritable
icul semble devoir porter sur la ma-
ere la plus lucrative de nous la pro-
rer ; & la plus lucrative sera celle
ii occasionera un plus grand travail.
ous avons peu de terres propres à
ette culture , elles ne manquent point

d'objets de remplacements utiles & nécessaires , & nous n'avons pas assez de matelots dans la proportion des forces maritimes qu'exige notre position.

Cette année parut une Ordonnance claire & simple pour toutes les Fermes. En 1687 on crut devoir l'étendre ; les formalités s'accrurent. Depuis, les Ordonnances, Réglemens & Arrêts , sur les cinq grosses Fermes simplement , se sont tellement multipliés , que leurs titres seuls occupent aujourd'hui douze volumes *in-quarto*. La cause de cette propagation est facile à trouver ; les Fermiers ont été long-tems en possession de dresser eux-mêmes les modèles des Arrêts du Conseil qu'ils demandoient ; soit faute des connoissances de leurs droits ou autrement , il est peu de ces Arrêts qui n'en aient enfanté d'autres en extension de clauses implicites. Telle est en partie la source des démêlés de la Finance & du Commerce. Les Négocians accoutumés à une routine de style où tout ce qu'on veut dire est énoncé , ont réclamé sans cesse la lettre de la Loi qui jugeoit en leur faveur ; mais l'esprit étoit contre eux , & ils ont toujours eu tort.

Le Roi donna aussi un Règlement sur

la forme des publications, encheres & adjudications tant des Fermes que des sous-Fermes. On ne peut rien ajoûter à la sagesse des précautions prises dans cette Ordonnance , pour établir une concurrence parfaite , une liberté entière d'encherir , enfin pour retirer des baux le plus grand produit qu'il fût possible d'en espérer ; la rigueur alla jusqu'à défendre aux Compagnies d'admettre aucuns intéressés qui ne fussent compris dans l'état fourni & certifié par eux ; donner aucune gratification , pension ni présent directement ou indirectement , sous quelque prétexte que ce fût , sans une permission par écrit signée de Sa Majesté.

C'est un des moyens dont M. de Sully s'étoit servi pour libérer l'Etat.

M. Colbert eut également soin qu'aucun de ses Commis ne fût gratifié ou pensionné par les Fermiers , & qu'ils ne fussent intéressés dans les affaires de Finance ; parce qu'une infinité de détails leur étant confiés , ils fussent devenus en quelque façon Juges & Parties.

Ce fut vers ce tems-là que le Ministre fatigué des plaintes réciproques du Commerce & des Fermiers , & persua-

236 *Recherches & Considérations*

dé que les Juges des traites faisoient pancher la balance vers le Fermier qui les payoit , imagina & établit une es-
pece d'arbitrage, dont on ressentit les
bons effets en peu de tems. Il établit
un Comité de trois Négocians connus
& de trois Fermiers généraux , qui s'as-
sembloient une fois par semaine chez
M. Bellinzani , pour examiner de bon-
ne foi toutes les discussions qui naissent
chaque jour entre les Négocians & les
Commis des Fermiers ; M. Bellinzani
départageoit les avis. Les Négocians
des Provinces envoioient leurs Mé-
moires avec les pieces justificatives à
leur correspondant pour les remettre
à l'un des trois Commissaires ; les Com-
mis de leur côté instruisoient les Fer-
miers ; de cette façon les affaires étoient
décidées sans frais à l'amiable, & cela
dura jusqu'à la mort de M. Colbert.

A N N É E 1682.

Toujours fidele à ses principes dès
qu'il le pouvoit , il supprima trente-six
Offices de Receveurs Payeurs des ren-
tes , Receveurs des Consignations , Dé-
positaires des débets de quittance, Com-
missaire aux rentes saisies réellement ,

iers des feuilles & immatriculés & mis y joints, & trente-fix Officiers contrôleurs des Payeurs à charge de remboursement.

On ne conserva que quatorze Receveurs des rentes, qui furent chargés d'acquiescer au denier vingt, & de mille livres de gages; il leur attribua en outre trois mille livres par forme de taxation & de droits d'exercice à payer de finance. Le Roi se réservant la liberté de les rembourser lorsque lui sembleroit, & voulut que le prix de leurs Offices ne pût excéder à l'avenir le prix de cent soixante mille livres. En 1670 ils jouissoient de sept cent cinquante livres pour taxation & de mille livres pour façon & attribution de compte; ainsi cette liquidation pour recréer avec augmentation de finance, avoit pour objet de faire rentrer les fonds du remboursement opprimés.

Les Contrôleurs furent également réduits à quatorze, en acquiesçant quinze livres de rente au denier vingt, & attribution de six cent livres de droits d'exercice sans payer de finance.

Le remboursement des anciennes ren-

238 *Recherches & Considérations*

tes avoit été commencé dès l'année 1680, & dans celle-ci il en fut créé pour cinq millions au denier vingt, la plus grande partie au profit des propriétaires des anciennes rentes. Il paroît qu'elles furent d'abord assez recherchées. Cependant le cinquieme million ne fut constitué qu'au denier dix-huit, preuve certaine de discrédit.

On ne s'écarta point de la méthode qu'on avoit suivie jusqu'alors. Nous avons vû les rentes appelées petites tailles remboursées au denier dix.

Les dix millions quatre cent sept mille quatre cent dix-neuf livres onze sols cinq deniers de rente qui subsistoient en 1680, étoient composées de trois parties, Sçavoir :

	liv.	s.	d.	
de 5407419	11	5		d'anciennes constitutions décriées dans le Public.
de 3000000	.	.	.	des années 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678 au denier quatorze, de
de 2000000	.	.	.	l'année 1679 au denier seize & dix-huit.

Il fut arrêté que les anciennes rentes seroient remboursées au denier quinze,

les nouvelles depuis 1673 sur le pied de leur constitution ;

Ainsi la premiere partie	liv.
ne coûtoit que	81111285
La seconde	42000000
La troisieme.	34000000
	<hr/>
	157111285

Pour faire cette somme il fut créé en 1680 un million au denier vingt . . .	10000000	}	158000000
En 1681 deux millions de rente au denier vingt . . .	40000000		
En 1682 quatre millions au denier vingt	80000000		
Un million au de- nier dix-huit	18000000		

Par ce moyen les rentes se trouve-
rent réduites à huit millions , & l'Etat
se trouva soulagé de plus de deux mil-
lions de rentes.

Tandis que par ces especes de vire-
mens de parties M. Colbert cherchoit à
diminuer les charges de l'Etat , il s'ef-
forçoit de remédier à une fausse opé-
ration de Commerce qu'il avoit faite.

Il a été observé que les Négocians
avoient été privés de la liberté de por-
ter les denrées de nos Colonies dans

les Ports étrangers à droiture. Alors la cherté de notre fret en augmenta le prix ; & les Etrangers en trouvant ailleurs à meilleur marché , ne furent pas disposés à entrer dans cette compensation , qui leur étoit indifférente. Comme les Négocians étoient encore en petit nombre , ils se dédommagerent sur les prix de la vente des marchandises d'Europe , de la perte qu'il y avoit à faire sur les retours ; de façon que les Habitans des Colonies supportèrent seuls cette révolution , & la culture en souffrit beaucoup. Cependant au moyen de l'entrepôt & de la faculté de réexporter les sucres à l'Etranger sans payer de droits , les sucreries se soutinrent encore un peu , lorsque les Rafineurs imaginèrent un monopole assez spécieux.

Ils représenterent que les Etrangers rafinoient à meilleur marché qu'eux , & nous vendoient leurs sucres raffinés par préférence à ceux de France ; que leur porter des sucres bruts , c'étoit encore leur donner l'occasion d'accroître leur manufacture , tandis qu'on privoit les nôtres de matieres.

Ce faux raisonnement , si souvent employé , & par malheur toujours avec succès

succès , fit impression ; aussi-tôt il fut défendu de sortir des sucres bruts.

Alors les Colonies se trouverent à la merci d'une vingtaine de Monopoleurs, qui mirent à la denrée le prix qu'ils voulurent : les Habitans tomberent dans le découragement & la pauvreté. Mais ce qu'il y a de remarquable, les Raffineurs continuerent à vendre tout aussi cher du sucre mal raffiné. En effet, ce n'étoit pas à ces causes qu'il falloit remonter, mais examiner la méthode qu'employoient les étrangers, leur économie, la position de leurs Raffineries, leurs capitaux, le taux de l'intérêt de leur argent, le prix du chauffage des cuves, les droits dans l'intérieur, & autres circonstances.

L'abus devint intolérable ; le Commerce & la culture penchoient vers leur ruine ; lorsque l'Intendant de Saint-Christophe, qui possédoit les habitations, fit entendre à M. Colbert que le seul remede étoit de permettre l'établissement de cinq Raffineries dans les Colonies, à l'imitation des Anglois. Par-là, disoit-on, nous ferons nous-mêmes le profit des Raffineries : deux livres de sucre brut rendent aux Colonies une livre de sucre raffiné ; en

France , il en faut deux livres & demie : ainsi nous serons en état d'en vendre aux étrangers & de n'en point recevoir d'eux.

M. Colbert y consentit ; mais il ne fut pas long-tems sans éprouver que les principes sont la seule autorité en matière d'Etat , parce qu'elle n'égare jamais. En moins d'un an plus de cinquante des Vaisseaux qui faisoient le Commerce des Isles restèrent dans l'inaction ; les matelots manquoient d'ouvrage & desertoient ; il ne s'en formoit point de nouveaux. Il crut sortir de ce mauvais pas, en ordonnant que les sucres raffinés des Isles payeroient huit livres de droits d'entrée dans le Royaume ; sçavoir , six livres aux fermes unies , & deux livres au Fermier d'Occident. Ce fut un impôt très-favorable aux Colonies des étrangers , dont les denrées n'étoient point soumises à de pareils droits avant d'être ré-exportées dans les divers marchés de l'Europe ; mais il ne remédia point au mal. Cet expédient ne pouvoit même réussir ; il ne falloit que prendre la plume ; notre fret étoit en général à douze deniers de la livre environ. Dix quintaux , réduits à cinq au raffinage , ne

payoient plus que 25 liv. de fret. Le droit étoit de huit livres, sur cinq quintaux. 40 liv.

En tout, 65 liv. ci. . . . 65

Les dix quintaux de	}	88	
sucre payoient de fret			50
Pour les quarante sols			
du cent			20
Pour une barrique de			
plus & son roulage,			
soit à l'Amérique, soit			
en France, & autres			
frais.	2		
Pour le coulage à dix			
pour cent, le sucre se			
vendant alors 16 liv.			
environ	16		

Différence sur dix quintaux 23 l. ce qui revenoit à près de trois livres par quintal. Pour les égaliser, il eût fallu imposer douze livres sur les sucres raffinés ; & autant eût-il valu afficher une défense d'en vendre aux étrangers.

En 1684, on fut obligé de défendre d'établir de nouvelles raffineries aux Isles de l'Amérique ; mais on laissa subsister celles qui étoient établies, puisque les particuliers avoient en cela exécuté les ordres du Prince. M. Colbert

244 *Recherches & Considérations*

les eût fait détruire en dédommageant les Propriétaires ; & vrai-semblablement il eût rendu la liberté au Commerce des sucres bruts : car un grand homme est sujet à l'erreur , mais il n'a point honte de la reconnoître : voilà peut-être la seule différence essentielle qui soit entr'eux & le reste des humains. La France l'avoit perdu : les Raffineries anciennes subsisterent , & il se trouva une inégalité entre les habitans tout-à-fait désespérante ; les Raffineurs exercèrent un monopole véritable. La ré-exportation des sucres bruts continua cependant d'être défendue , & l'on comptoit alors que de vingt-sept millions de livres de sucre fabriquées dans nos Colonies , il en restoit environ sept millions en surcharge. La culture , loin d'augmenter , se mit au niveau de la vente , comme l'on peut penser. Les Compagnies exclusives pour la traite des Nègres les vendoient si cher que les habitans n'avoient pas le moyen de les payer avec leurs denrées. Ils se soutinrent avec le tabac , le cacao , l'indigo ; mais après la paix d'Utrecht , leur pauvreté étoit extrême , comme l'on sçait , & le nombre fort diminué. Le sucre brut qui en 1682 se vendoit de

quatorze à quinze livres en France, ne valoit plus que cinq à six livres; il n'alloit pas cinquante Vaisseaux de tous nos Ports dans ces Colonies; enfin elles se trouvoient moins avancées qu'en 1669. Depuis, les choses se sont rétablies; mais nous n'avons pas laissé de perdre la moitié sur notre navigation; nos Raffineries de France, auxquelles on a fait tant de sacrifices, n'ont pas été un seul moment en état de lutter avec les Raffineries étrangères.

On ne peut se refuser à trois observations importantes que présente l'exposition de ce fait.

De quelle circonspection ne doit-on pas user dans les décisions sur le Commerce, puisque la premiere démarche entraîne des suites si longues & si déplorables? Ou plutôt doit-il être fait aucune opération que le principe n'en soit démontré avec la plus grande évidence? Car c'est de-là que tout dépend. On ne s'avisa point de revenir au but d'où l'on étoit parti, parce que le motif de la premiere démarche étoit réputé bon: mais dans le Commerce, comme dans la Physique, il ne faut pas toujours croire les premieres apparences. Cette re-

246 *Recherches & Considérations*

cherche est pénible, si les grands principes & leur enchaînement ne sont fortement imprimés dans la mémoire : avec eux il n'est plus de route obscure. Dans le cas dont il s'agit, la concurrence bien connue eût enseigné que, si le nombre des acheteurs d'une denrée n'est pas proportionné au nombre des vendeurs, elle s'avilit ; que s'avilissant, la culture en diminue : d'où l'on auroit conclu que le nombre ordinaire des acheteurs du sucre brut étant forcé de se retirer, leur avilissement & l'abandon de leur culture étoient une conséquence nécessaire de la demande des Raffineurs. En portant le même esprit dans l'examen de la situation de nos Raffineries, & peut-être sans sortir des conséquences qui résultent de la concurrence, on eût trouvé inmanquablement le remède certain.

La seconde observation, c'est que toutes les décisions en fait de Commerce sont une affaire de calcul : les principes indiquent la manière d'y procéder & lui servent de preuve. S'ils se trouvent en contradiction, ou le principe est mal appliqué, ou le calcul est fautif. Il est de toute impossibilité de citer un exemple du contraire ; & l'on

Feroit un gros volume des fautes politiques commises dans les divers États de l'Europe, lorsque cette méthode a été négligée.

Enfin remarquons que notre fret étant aujourd'hui de douze à quinze deniers, notre Navigation paroîtroit presque doublée depuis 1680, eu égard à la différence des especes. Cela n'est peut-être pas ainsi cependant en tout sens ; c'est-à-dire que peut-être nous n'employons pas douze cent vaisseaux à notre Commerce étranger ou éloigné : nous avons construit de plus grands vaisseaux ; la concurrence des tonneaux de mer est quintuplée dans nos Colonies ; dans d'autres branches, principalement à l'égard de la pêche, depuis la cession de Plaisance & de l'Acadie, elle a diminué. Ajoutons encore que la concurrence générale de toutes les Nations dans la navigation, les a forcées mutuellement à baisser le prix du fret. Il paroît vrai-semblable que la valeur de nos Colonies est dix fois plus grande à présent, valeur intrinsèque, qu'en 1680 ; que la somme générale de notre Commerce est triplée, valeur intrinsèque, & qu'il est plus solide ; mais il semble

248. *Recherches & Considérations*

douteux que le nombre de nos matelots ait doublé : car voilà la preuve solide de l'accroissement de la Navigation. Cependant , si l'on excepte la Hollande , on verra que dans tous les autres Etats de l'Europe , leur nombre a triplé au moins depuis 1680. Sans jouir de tous nos avantages , nous pourrions encore augmenter notre navigation de moitié en peu d'années : car nous ne faisons à vûe de pays gueres plus du tiers du Commerce qui appartient à notre position. Dès-lors si l'influence du Commerce sur les revenus publics est de cent millions , il y a une amélioration à faire de deux cent millions ; sans compter celle que comporte l'état actuel des choses. On ne dit point ces choses pour être crû par beaucoup de personnes ; mais seulement afin que plusieurs étudient assez la question pour trouver des incrédules à leur tour. Supposons cependant la proposition possible pour un moment , l'État retentiroit de cris de joye : qu'un traitant propose vingt millions pour une affaire extraordinaire , le trouble est dans toutes les familles.

Comme il est bon de faire marcher

—

Ferme des Isles de l'
Revenus casuels .
Don gratuit de Lang
Idem de Bretagne .
Idem d'Artois . .
Idem de Navarre &
Idem de Provence &
Don gratuit & Subsi
Taille & Subsistance
Impositions de la Fra
Aides & Don gratui
Vente de Bois . . .
Recettes générales d
ce , Bretagne & M

s faits d'un pas égal avec les raisonnemens, le Lecteur ne doit pas négliger de comparer le tableau des revenus & des dépenses de l'Etat en 1609, avec celui que l'on va mettre ici sous ses yeux.

Je trouve au bas de l'état des Parties du Trésor Royal pour l'année 1682, la note suivante de la main de M. Colbert, qui confirme ce qui vient d'être avancé.

« Les trois premiers mois des recettes générales de 1683 sont de 1682, & montent à quatre millions huit cent mille livres.

» Le Roi peut faire état de quatre-vingt-cinq millions de revenus, & l'on peut assurer Sa Majesté que dans deux ans, sans aucune augmentation d'imposition, son revenu sera de quatre-vingt-dix millions.

» Pour le bien & le soulagement des Peuples, il faudroit diminuer les Tailles de quatre millions en deux années, & sur les Fermes deux millions.

» En cas de guerre : la plus grande dépense pendant les guerres passées ayant été de cent-dix millions.

» Pour former cette somme,

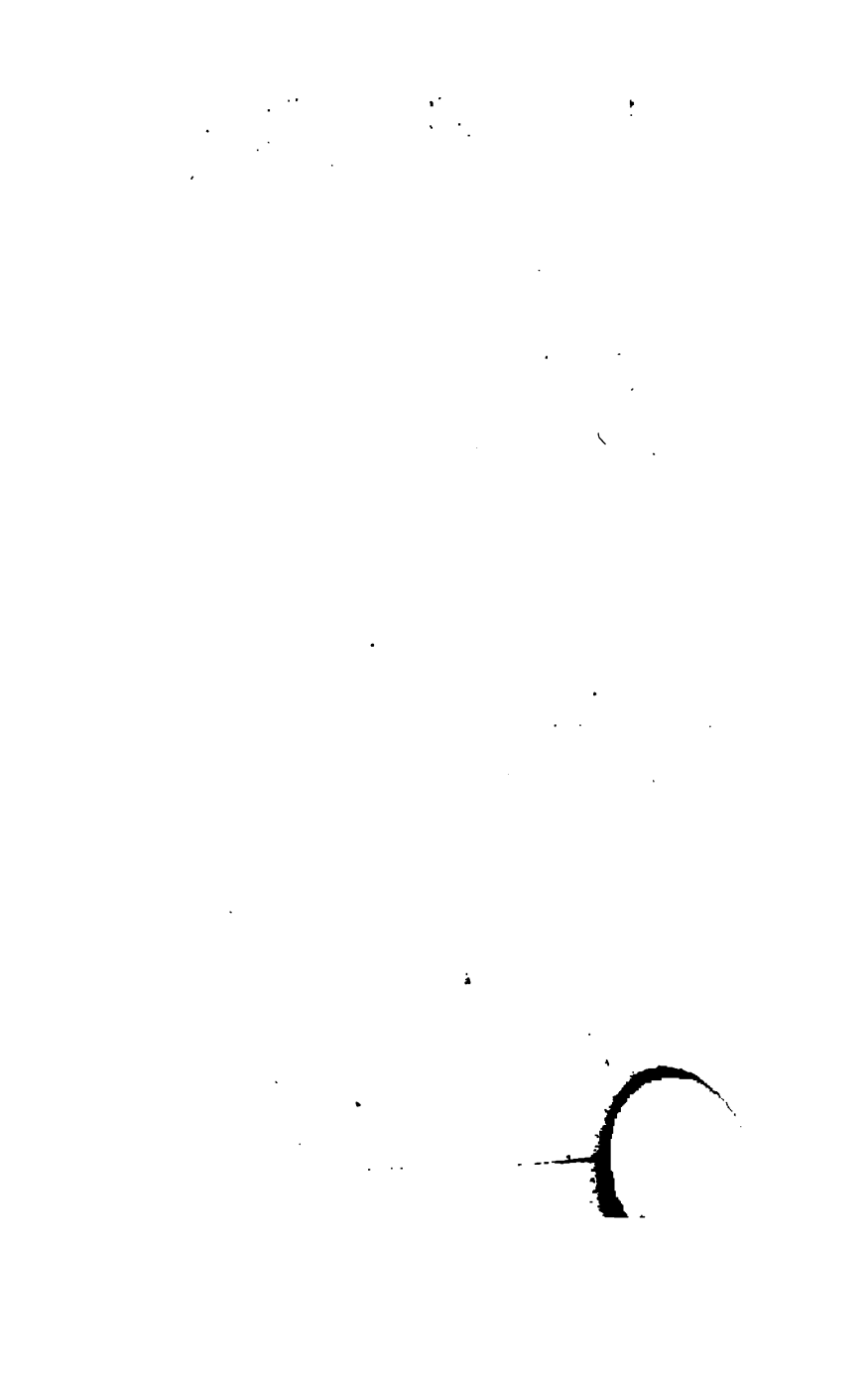
250 *Recherches & Considérations*

» Les revenus ordinaires	liv.
» monteront à	90000000
» Par augmentation sur	
» les Tailles pour les por-	
» ter à quarante millions..	10000000
» Augmentation d'un écu	
» sur le prix du Sel	1800000
» Sur le don gratuit de	
» Languedoc.	1000000
» Sur ceux de Bretagne,	
» quatre cent mille livres;	
» de Bourgogne , quatre	
» cent mille livres; de Pro-	
» vence, deux cent mille	
» livres.	1000000
» Aliénation de cinq cent	
» mille livres de rente sur	
» la Ville de Paris au de-	
» nier vingt.	10000000
	<hr/>
	113800000

» Par ce moyen fans aucune affaire
 » extraordinaire , & fans trop charger
 » les Peuples, Sa Majesté auroit son
 » fonds assuré pour toutes les dépenses
 » de la guerre ».

La recette de l'année
 avoit monté à 85000000

Je trouve qu'à la fin
 de cette année il étoit



D E

Maifon du Roi . . .

Chambre aux Denr

Argenterie . . .

Tréforier des Menu

Ecuries

De l'autre part...	85000000
1 ^{re} par la Caisse des Em-	
prunts 28889698	
Il fut consommé d'avant-	} 44622272
ce sur 1683.. 15732574	
Il fut constitué, comme	
on l'a expliqué, cinq mil-	
lions de rente au capital	
de	<u>98000000</u>
	227622272

La somme des dépenses
suivant le détail étoit de . . 190215583

Excédent de la recette.. 37406689

Il a été remarqué qu'à la fin de l'année 1681, les dettes non constituées montoient à la somme de 37739488 liv. y compris vingt-quatre millions de la caisse des emprunts.

Si l'on impute en acquit de cette somme l'excédent ci-dessus, il restera. 332799

A ce résultat il convient d'ajouter la dette de la Caisse des Emprunts. . . . 28889698

Total des dettes non constituées 29222497

Sans compter le prêt de sept millions

252 *Recherches & Considérations*
sur les Fermes renouvelé d'année en
année par convention du Bail.

On avoit consommé d'avance sur
1683 la somme de quinze millions sept
cent trente-deux mille cinq cent soixan-
te & quatorze livres ; ainsi la position
des Finances étoit très-délicate : il fal-
loit en sortir promptement , ou se ré-
foudre à rentrer imperceptiblement
dans le desordre & la confusion.

Cependant on ne manquoit point de
ressources , pourvu que l'économie ne
manquât point ; les rentes se trouvoient
réduites à huit millions , les autres char-
ges à quatorze millions huit cent qua-
tre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-
vingt-cinq livres ; en tout vingt-deux
millions huit cent quatre-vingt dix-neuf
mille six cent quatre-vingt-cinq livres.

La Caisse des emprunts & le crédit
des gens d'affaires avoient aidé à ra-
cheter les Domaines & autres aliéna-
tions faites à bas prix ; ces rachats ,
avec quelques legeres augmentations
de droits , mais particulièrement la con-
currence libre des encheres , avoient
porté la valeur des Fermes fort loin ; de
façon que le Roi réglant les dépenses à
quatre-vingt millions , la Caisse des
emprunts & les anticipations sur les re-

Don gratuit d'Artois, ré
Idem en 1683 . . .
 Aides & Dons gratuits d
 Revenus casuels . . .
 Bois
 Recettes générales des P
 Principale seconde Partie
 Autre seconde Partie .

Total. 5 Dont
 quatre millions environ

sur les Finances de France. 253
s se fussent trouvées amorties en
s de trois années. En poussant
e l'économie plus loin de trois ou
e années encore, la plus grande
e de rentes se trouvoit éteinte, &
finances dans le plus bel ordre
les se fussent jamais trouvées de-
M. de Sully.

ANNÉE 1683.

n en jugera mieux par la table des
es du Trésor Royal pour l'année
.

totalité des impositions étoit cent
e millions huit cent soixante &
mille sept cent six livres seize

fut emprunté des Fermiers sept
ons sur 1684 ; & la Caisse des em-
ts fut limitée à vingt millions.

n auroit fort désiré pouvoir tou-
s mettre les objets sous les yeux
specteur avec la plus grande préci-
; mais on n'a presque rien pû re-
rer que par parcelles détachées,
il a fallu étudier les rapports avec
que soin pour en former un tout.
le présente cependant avec d'au-
plus de confiance, que l'applica-

tion n'a point manqué ; & que tous les Mémoires du tems , sans entrer dans le détail , constatent que telle étoit la situation où M. Colbert laissa les Finances. On peut se ressouvenir qu'en 1661 les impositions montoient à quatre-vingt-quatre millions deux cent vingt-deux mille quatre-vingt-seize livres, les Charges à cinquante-deux millions trois cent soixante & dix-sept mille cent soixante & douze livres. Ainsi il avoit diminué les Charges de vingt-six millions quatre cent quatre-vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-quinze livres ; il avoit augmenté le produit des impositions de vingt-huit millions six cent cinquante-quatre mille six cent quatorze livres , & les parties du Trésor Royal au total de cinquante-cinq millions quarante-deux mille cent-neuf livres.

Sa réputation est telle dans l'Europe, que pour louer un Ministre , l'adulation même n'a encore rien pu imaginer au-dessus de ce parallèle. S'il n'est pas le premier parmi nous qui ait combiné la nature des divers impôts , il en a perfectionné les proportions , soit en rejetant sur les consommations libres une partie des contributions arbitraires , qui

se levoient auparavant sur la terre, soit par l'habileté qu'il eut de rendre ces consommations plus faciles, en simplifiant les droits, en les réunissant sous une même régie, & presque toujours en diminuant leur excès. Par cette méthode il soulageoit réellement le Peuple, & grossissoit les revenus publics. Les dépenses extraordinaires, auxquelles il fut obligé de pourvoir, étendirent nécessairement ces droits sur une infinité d'objets, qui n'y avoient point été soumis, principalement dans la Capitale, dont il crut sans doute que l'accroissement dangereux & journalier devoit au moins dédommager les Finances de l'Etat du préjudice qu'il portoit à toutes ses Provinces. Sa politique, utile au Royaume, déplut aux habitans & surtout au peuple de la Capitale, que des ménagemens, quelquefois forcés, dans des tems différens, avoient accoutumé à s'en faire une espece de droits, & dont les plaintes ou les acclamations, se faisant entendre plus facilement, sont trop souvent regardées comme le vœu national par ceux qui ne connoissent pas les Provinces, ou qui n'envisagent qu'un seul objet à-la-fois.

Ce n'est pas que la conduite de M. Colbert n'essuyât encore quelques reproches dans les Provinces. Il avoit trouvé tous les octrois des villes & leur administration dans un tel desordre, que leur objet n'étoit pas rempli, tandis que les Administrateurs, c'est-à-dire, presque toujours les plus riches & les plus accrédités, avoient détourné à leur profit particulier le patrimoine du Public. L'ordre & l'économie qu'il eut la sagesse d'établir dans cette partie, la liquidation qu'il fit faire des dettes des Communautés, le mirent en état de faire porter au trésor public la moitié de ces octrois, dont l'autre moitié fut appliquée aux besoins publics, & les remplit mieux que ne faisoit auparavant la totalité. Ceux dont cette réforme arrêtoit les pillages ne manquèrent pas d'accuser le Ministre d'enfreindre les privilèges des villes, toujours respectables sans doute lorsqu'ils sont utiles au Peuple, mais dont le Prince, qui est le pere du Peuple, ne doit jamais souffrir que les intérêts particuliers puissent se prévaloir. La libération des dettes de l'Etat ne pouvoit s'opérer sans un accroissement de recette, & il étoit plus
plus

plus naturel de détourner en sa faveur une partie des impositions établies, que d'en imaginer de nouvelles.

Le retranchement d'un grand nombre d'Offices inutiles, & des privilèges qu'ils avoient excessivement multipliés, soit en liquidant leur finance, soit en les rendant casuels, fut encore un des moyens dont M. Colbert se servit pour augmenter les revenus de l'Etat. Par cette opération il rendit des hommes aux travaux utiles de la société; il augmenta la classe des contribuables à la taille, à l'imposition du sel; il diminua les charges assises sur les revenus; mais il desola des familles qui s'étoient fondé un état sur les débris de la fortune publique.

Un grand nombre regardoit déjà comme un patrimoine héréditaire les aliénations qui leur avoient été faites de presque tous les Domaines, & d'une partie des droits des diverses Fermes: ces Engagistes n'eurent pas assez d'équité pour voir, sans murmurer, l'Etat rentrer dans ses propriétés & ses revenus, en imputant sur le capital qu'il avoit reçu une partie des jouissances excessivement usuraires.

La réduction & le remboursement de

diverses parties de rentes, vendues aux Traitans à des prix fort onéreux, fut le cinquieme moyen par lequel M. Colbert réussit à diminuer les charges qui absorboient les revenus publics, & réduisoient le Corps politique à l'impuissance absolue, soit de conserver au-dehors l'influence qu'il devoit avoir, soit de rendre la position des peuples plus heureuse : mais par une économie, qui peut difficilement être justifiée, & dont l'avantage sera trouvé médiocre, s'il est balancé avec celui qui résulte de la confiance publique dans un Etat qui peut avoir de grands besoins, les anciennes rentes, créées sur la foi publique, se trouverent enveloppées dans la réforme générale de cette partie, sous prétexte qu'elles avoient partagé dans le Public le discrédit général de toutes les affaires. Leurs propriétaires avoient été assez malheureux de se trouver pendant long-tems dans l'incertitude sur la valeur intrinsèque de leur capital, & d'éprouver deux retranchemens successifs sur les intérêts, sans en essuyer de nouveaux dans un tems d'ordre, & se voir assigner un remboursement au-dessous de la rente réelle qui leur étoit conservée. Un petit nombre de millions

épargnés par cette voie en coûte beaucoup davantage , lorsque les besoins publics forcent dans la suite de recourir au crédit.

Si jamais la bonne conduite générale d'un Ministre pouvoit lui assurer le droit de faire quelques fautes, l'administration de M. Colbert ne permettroit pas sans doute de s'arrêter sur quelques erreurs ; mais la postérité , qui n'envie pas les éloges bien mérités , ne suit pas non plus pour le blâme d'autres regles que celles de la justice étroite & rigoureuse. Elle n'en admirera pas moins le génie de ce grand homme & son courage , sans lequel son génie eût été inutile , s'il est vrai que ces deux qualités puissent être séparées : la dernière sur-tout lui fut extrêmement nécessaire pour un établissement qui peut devenir fort dangereux , lorsqu'il n'est pas fort utile , & dont les circonstances énervent presque toujours l'utilité. Les Traitans avoient tellement abusé du malheur des tems , qu'ils se trouvoient créanciers de l'Etat pour des sommes immenses sur des titres surpris ou chimériques , ou en vertu de traités dont la lésion étoit manifeste. La corruption des hommes est telle , que jamais ces sortes de gens n'ont

tant d'amis & de protecteurs, que dans les tems de confusion. Le luxe que produit cette énorme inégalité de fortunes rapides, si différent du luxe qui résulte de l'aisance nationale, & que tant de personnes confondent, la cupidité que ce luxe vicieux allume dans les cœurs, présentent à la fois des motifs pour créer des Chambres de Justice, & les causes qui en font presque toujours perdre tout le fruit. Celle que M. Colbert fit instituer eut un succès proportionné à l'étendue des desordres & des dépredations qui avoient précédé son ministère, & à sa fermeté appuyée par toute l'autorité & la confiance de son Maître.

Cependant, on ne peut disconvenir que l'excès des abus antérieurs n'eût contribué à rendre le succès de ces opérations plus sensible & plus brillant qu'il ne l'eût été à la suite de ces tems, où les formes de l'ordre conservées ne servent qu'à couvrir sourdement de leur ombre le mauvais arrangement & la dissipation lente des Finances. Mais cette réflexion, accordée à la vérité, ne pourra jamais servir d'excuse à la foiblesse ou à la négligence des Ministres qui se refuseront à des opérations

justes & vigoureuses : & elle ne doit pas diminuer la gloire de M. Colbert qui en mérite plus d'une. Un Ministre moins habile & moins affectionné à la gloire de son Maître , auroit pû se contenter de la réputation que lui donnoit la libération des revenus ; & séparant , par une combinaison aussi maladroite que coupable , les intérêts du Peuple de ceux du Souverain , il auroit négligé les moyens d'accroître la fortune de l'Etat. Celui-ci trouva dans son génie & dans son amour pour la Patrie des ressources pour accroître l'aisance publique , dont l'effet nécessaire est d'enrichir le Prince : il rappella les Arts, l'industrie & l'activité , que la misère , l'excès des impositions & la multiplicité des Offices avoient bannis depuis long-tems : il présenta à sa Nation les trois objets d'émulation qui lui arracheront toujours des prodiges , l'intérêt , la confiance , & les distinctions. Des manufactures de toute espece créées & perfectionnées en peu de tems , occuperent une multitude de pauvres oisifs , retinrent parmi nous les tributs immenses que notre vanité & nos besoins payoient également aux étrangers , attirerent même leurs richesses , donne-

262 *Recherches & Considérations*

rent à l'argent , & par conséquent aux denrées , aux consommations & aux Finances , un mouvement inconnu jusqu'alors. L'intérêt de l'argent tombé & fixé légalement à cinq pour cent procura à la Noblesse & aux propriétaires des terres des moyens de se libérer ou de faire valoir leurs domaines , aida les Négocians à soutenir la concurrence des étrangers , réduisit le bénéfice des gens d'affaires , & diminua les avantages de l'oïveté. Les François décriés & avilis au Levant y reprirent le premier rang , & leur pavillon y servit de sauve-garde aux autres Nations. Les Colonies , aliénées par des sommes qui suffiroient à peine aujourd'hui pour payer certaines habitations , & plus connues des étrangers que de nous-mêmes , furent réunies au Domaine de la Couronne , peuplées & cultivées ; en échange de nos vagabonds , du fruit de nos terres & de nos manufactures , elles nous envoyèrent des denrées précieuses que nous fournissoient les autres Peuples , elles nous ouvrirent des pêches abondantes , & nous formèrent des matelots ; en peu d'années nous ne dépendîmes plus que de nous-mêmes , & la France se fonda une puissance ma-

ritime sur un grand Commerce , sans lequel cette sorte de puissance ne peut subsister.

Le Ministre , véritablement créateur dans cette partie , forma les projets & les exécuta en moins de tems qu'on n'en a quelquefois employé à discuter sans fruit des usages funestes à l'Etat , ou des vérités qui lui seroient utiles. Cette rapidité sans doute ajoute à la gloire du succès , & démontre à la fois une étendue peu commune dans les vûes , une grande justesse dans les mesures , & une facilité surprenante dans le travail.

- Mais quelques qualités qu'il eût reçues de la Nature , elles n'auroient point produit les mêmes effets , sans une grande application aux principes , sur lesquels doivent rouler les affaires du Gouvernement , avant de les manier.

M. Colbert , occupé des succès du Commerce , ne perdit point entièrement de vûe l'agriculture , comme quelques personnes ont affecté de le dire , parce que très-peu sçavent contenir leur jugement entre les extrêmes ; mais il eut le malheur de se méprendre sur les moyens de la soulager & de l'animer. Vivement affecté du fardeau des Tailles , sous lequel gémissaient les cam-

264 *Recherches & Considérations*

pagnes , il sembla n'avoir cherché de nouvelles sources de Finances , que pour ménager d'année en année cette branche qu'on desséchoit depuis un demi-siècle : non content d'avoir diminué les Tailles de près de la moitié de la somme à laquelle il les avoit trouvées, il chercha à encourager la population par des récompenses qui auroient peut-être mieux réussi , s'il eût été moins difficile de les obtenir , mais qui ne furent pas non plus infructueuses dans les campagnes. Il travailla à régler l'affiète des Tailles, à prévenir les maux de l'arbitraire ; enfin il protégea la nourriture du bétail, véritable source de la fécondité des terres , & il parvint même par des gratifications à en former un objet de Commerce qui s'est perdu depuis , & dont la chute coûte annuellement plusieurs millions à l'Etat. Mais par un défaut de combinaison , qui ternit , il faut l'avouer , la gloire de ce ministre , M. Colbert diminua plutôt la misère des Agriculteurs qu'il ne les enrichit. En vain desiroit-il que la terre, mieux travaillée par les soins du laboureur foulagé , portât des récoltes plus abondantes , si la gêne dans le Commerce des grains rendoit cette abondance

dance onéreuse aux Fermiers & aux propriétaires. En vain des côteaux arides se fussent-ils couverts de vignobles, si des droits trop considérables, & inégalement repartis à la sortie pour l'étranger, réduisoient le vigneron à l'incertitude de retirer les frais de ses façons. Un coup d'œil de comparaison sur les Manufactures l'eût averti qu'elles n'eussent jamais prospéré, si le Commerce n'en eût pas été libre au-dehors comme au-dedans, & que les plus florissantes étoient celles que la demande de l'étranger avoit rendues telles. Ce principe évident bien saisi se fût allié facilement dans l'esprit de ce grand homme avec les mesures nécessaires pour la sûreté de l'approvisionnement national. Une conduite différente priva le Royaume d'un produit considérable, qui auroit enrichi les terres directement : les colons ne ressentirent l'effet des nouvelles richesses introduites que par des circulations longues & embarrassées ; les propriétaires connurent de nouveaux motifs de dépenser, sans trouver dans la vente de leurs denrées un accroissement suffisant de nouvelles facultés. Ce qui devoit marcher ensemble & se soutenir mutuellement, pa-

266 *Recherches & Considérations*
rurent avoir des intérêts différens , & le
parti que favorisoit la liberté préva-
lut.

Lorsque des tems plus difficiles sur-
vinrent , ou que des mains moins ha-
biles administrerent les affaires , le sou-
lagement dont les campagnes avoient
jouï fut retiré. Il devint si commode à
un Ministre de se procurer dix millions
d'extraordinaire par les Tailles , que
cette ressource fut bientôt épuisée. Les
habitans retomberent du mal-aise dans
l'indigence ; à mesure que l'imposition
augmentoît , que les privilèges se mul-
tiploient , les vices de l'arbitraire se
faisoient ressentir plus vivement ; la
nourriture du bétail s'anéantit sous la
rigueur de l'imposition , des saisies qu'il
fut permis d'en faire , & des poursuites.
La milice mina la population affectée
à l'agriculture pendant une guerre lon-
gue & sanglante : enfin cette partie s'a-
néantit sous les débris de la Finances
avec le Commerce lui-même , dont les
fondemens étoient mal assurés. Telle
fut la suite d'une faute commise par
un Ministre qui sembloit né pour don-
ner le modele de tout le bien dont ce
Royaume étoit susceptible. Par une fa-
talité inconcevable , l'esprit de ses meil-

leurs institutions n'a pas été parfaitement suivi, & l'on a copié servilement ses erreurs, ou plutôt on les a portées à l'excès dans des tems où l'agriculture étoit bien déchûe du point où il l'avoit laissée. C'est ainsi que la plupart des successeurs de M. de Sully, négligeant les méthodes dont il s'étoit servi pour rétablir le Royaume, firent un usage immodéré des ressources ruineuses qu'il avoit employées dans des momens de crise qui ne laissoient point la liberté du choix des moyens.

On a déjà observé que M. Colbert s'étoit donné des entraves dans la partie du crédit public ; cependant il n'en fut pas totalement dépourvû, il sut se servir de ce qu'il lui en restoit, & il ne donna pas plus de dix pour cent aux Financiers pour leurs avances, comme on les a encore donnés long-tems depuis. Gêné dans ses ressources par la difficulté que ses envieux lui suscitoient pour de nouvelles impositions générales, quoique passageres, il fut obligé d'avoir recours aux Traitans, qui le tromperent quelquefois ; mais il ne sortit point du principe qu'il s'étoit formé de borner les rentes perpétuelles sur l'Etat à la somme de sept à huit mil-

lions. La guerre & des dépenses extraordinaires le firent sortir de ses mesures ; il y rentra promptement, & soulagea plus efficacement la Nation par cette conduite prévoyante, que s'il eût augmenté les charges perpétuelles sur la postérité pour épargner à ses contemporains quelques murmures passagers.

Quoiqu'ils le soupçonnassent de dureté, on a vû qu'en Ministre fidele & Citoyen, il portoit dans toutes les occasions les besoins du Peuple aux pieds du Trône, intéressant toujours en leur faveur la gloire & l'humanité du Maître. Le petit Mémorial en forme de note, dont on va voir la copie sur l'original de sa propre main, prouvera ; quoique très-court, son zele pour le Public, l'étendue de ses vûes, la vigilance & l'activiré de ses bonnes intentions. Supérieur à sa partie, & persuadé de cette grande maxime, que l'aisance du Peuple est la richesse du Souverain, on ne le vit point protéger les prétentions & l'avidité des Fermiers contre les contribuables, & sous prétexte d'améliorer les diverses branches des revenus, étendre réellement l'imposition. Il établit des regles simples &

claires pour la perception, dont l'obscurité inspire toujours la défiance aux Sujets, & ne sert qu'à voiler des vexations dangereuses, ou des surprises faites à la religion du Souverain. Aussi loin d'affujettir ses opérations aux maximes des Financiers, il les força de régir suivant les principes des Finances de l'Etat : & pour les tenir dans la juste dépendance des intérêts publics, il bannit non-seulement le trafic honteux des emplois qui s'étoit établi à la Cour, mais il fit ôter par un sage Règlement aux Courtisans, & à tous ceux qui entourent les Princes, la faculté d'avoir aucun intérêt direct ni indirect dans les Fermes du Roi. Il n'y admit que des travailleurs ; & bornant leur nombre au nécessaire exact, l'Etat reçut en augmentation de Baux le montant des pensions & des parts que l'intrigue avoit distribuées. Ses vûes économiques s'étendirent sur des objets, dont le rapport avec les Finances n'eût pas été apperçu par d'autres moins profonds dans la connoissance des sources ; & les soins qu'il prit pour la réformation de la Justice, peuvent être regardés par les politiques comme un calcul fort habile dans

L'influence que devoit nécessairement avoir cette opération avec l'aisance nationale.

Tel est le précis de l'administration de M. Colbert. Un esprit également juste & étendu lui fit concevoir de grands projets & de grandes espérances , dans un tems de confusion & d'épuisement , & il exécuta ce qu'il avoit conçu avec beaucoup d'ordre & d'activité. Occupé d'un vaste plan , il ne négligea jamais d'approfondir les détails : il sçut se les procurer , en accordant un accès facile à tous ceux qui se crurent en état de lui proposer des objets utiles : & il rechercha avec empressement les personnes de mérite qui pouvoient l'aider. Plus avant dans les calculs politiques que M. le Duc de Sully , plus fertile en expédiens & plus adroit , il développa avec une grande habileté les ressources inconnues de la France ; & s'il avoit aussi-bien employé toutes celles qui lui sont naturelles , il auroit eu la gloire de fixer seul par son administration presque tous les principes économiques , dont l'usage peut conserver à cet Empire une prospérité supérieure à tous les événemens humains.

**POUR rendre compte au Roi de
l'état de ses Finances.**

Fermes des Gabelles.

La Ferme des Gabelles, appelées de France pour la distinguer des autres Fermes des Gabelles du Lyonois , Bresse , Dauphiné , Provence & Languedoc , s'étend dans les Généralités de Paris , Amiens , Soissons , Châlons , Orléans , Tours , Bourges , Moulins , Rouen , Caen & Alençon , Dijon.

Elle est composée de deux cent & un Greniers , & trente-une Chambres à Sel.

En 1661 , quatre-vingt-quinze de ces Greniers & onze Chambres étoient d'impôt , & cent six Greniers & vingt Chambres , de ventes volontaires.

En 1663 , le Roi remit au Peuple un écu par chaque minot.

En 1667 , le Roi ôta l'impôt en vingt-deux Greniers.

En 1668 , le prix du minot a été diminué considérablement , & réduit en six classes , pour ôter toutes les diversités des prix qui se trouvoient en cha

272 *Recherches & Considérations*

cun Grenier par la différence des frais de voitures; & par le même Edit, Sa Majesté ôta encore l'impôt en trente-six Greniers ou Chambres.

En 1674, par Déclaration du 30 Août, le Roi augmenta le minot de sel de trente sols sur toutes les Fermes de ses Gabelles.

En 1678, Elle remit au Peuple les mêmes trente sols.

Les Ordonnances sur le fait des Gabelles ont remédié à un très-grand nombre d'abus, abrégé les procédures, diminué presque entièrement les procès, tant en première instance que d'appel.

Ferme des cinq grosses Fermes.

Tous ces droits réduits en un seul par le Tarif de 1664.

Les droits d'entrées & sorties réduits considérablement, particulièrement les sorties de toutes les denrées & manufactures du Royaume.

Tout ce qui sert aux manufactures diminué aux entrées.

Les manufactures étrangères chargées par le Tarif de 1667.

En ce qui concerne le soulagement des Peuples, l'on doit faire mention en-

cet endroit des établissemens nouveaux de Commerce & de Manufactures dans le Royaume.

L'exclusion du Commerce des Isles donnée aux Hollandois , leur ôte tous les ans pour quatre millions en sucres qu'ils envoioient dans le Royaume.

Les serges, bas & draps leur ôtent encore autant pour le moins.

Toutes les Manufactures propres au service de la Marine. *Idem.*

Les points de Gênes & Venise sont ruinés dans ces Villes , & leur ôtent trois millions six cent mille livres.

Les glaces *Idem* , un million.

Tous ces établissemens ont donné à vivre à une infinité de Peuples , & ont conservé l'argent dans le Royaume.

La preuve démonstrative de tous ces avantages , se tire de la différence du Change.

Dans les Fermes d'entrée & de sortie , il reste beaucoup de choses à faire.

Convoi & Comptable de Bordeaux.

Les Fermiers ont été les maîtres d'établir tel nombre de bureaux que bon leur a semblé ; ce qui est d'une grande charge aux Sujets du Roi.

274 *Recherches & Considérations*

Il faut réduire ces bureaux à ceux qui seuls sont nécessaires.

Les droits de ces Fermes se lèvent sur la valeur des marchandises.

Les Commis sont en quelque façon les maîtres de cette valeur , en sorte qu'ils peuvent facilement tromper leurs maîtres , & être fort à charge aux Marchands.

Il faut faire un Tarif : on y travaille.

La Traite d'Arzac. *Idem.*

La Patente de Languedoc. *Idem.*

La douane de Lyon ; il y a un Tarif qu'il faut examiner avec soin.

La douane de Valence est la Ferme qui est la plus à charge au Commerce , par le grand nombre de bureaux de recette & de conserve.

Ce n'étoit autrefois qu'un péage sur le Rhône au passage de Valence ; à présent elle s'étend & se lève sur toutes les marchandises qui passent ou qui se consomment , sortent ou entrent des Provinces de Languedoc , Vivarais , Gevaudan , Provence , Dauphiné , Lyonnais , Forest , Beaujolois , Bresse & Bugey.

Cette Ferme desire un travail particulier.

Si le tarif de 1667 étoit établi , il

produiroit un très-grand bien aux Sujets du Roi.

L'on peut encore ajouter en cet endroit que , si Sa Majesté vouloit faire quelque dépense pour le rétablissement & augmentation de différens Commerces , elle augmenteroit considérablement l'argent au-dedans de son Royaume , & diminueroit notablement la puissance en argent des deux Etats d'Angleterre & de Hollande , qui sont les deux seules qui peuvent balancer en quelque sorte celle de Sa Majesté.

Ces différens Commerces sont ,

Celui du Levant , dont les Hollandois tirent plus de dix millions tous les ans , & les Anglois six millions.

Ce Commerce peut être presque entièrement ruiné pour ces deux Nations , & rendu propre aux François par la puissance maritime de Sa Majesté , par la grande considération que les Turcs auront pour ses Sujets , & par la commodité de ses Ports dans la Méditerranée.

Le Commerce d'Afrique vaut cinq à six millions aux Hollandois.

Il peut être diminué beaucoup en appuyant & aidant la Compagnie de Sénégal.

276 *Recherches & Considérations*

Celui des Indes Orientales est égal à celui du Levant; l'on en peut attirer une partie dans le Royaume, en protégeant & aidant la Compagnie.

Celui du Nord est plus difficile, & ne peut être ruiné que par un long tenis, une application continuelle & divers moyens qui peuvent être mis en pratique selon les occasions.

Fermes des Aides & Octrois.

Voir la prodigieuse diversité des droits.

La réduction qui en a été faite en un seul.

La Jurisprudence établie.

Le peu de procès à la Cour des Aides & au Conseil.

Ferme du Papier.

Les droits sur le papier diminués pour la sortie.

Les Fermes des Gabelles de Languedoc & Roussillon sont demeurées au même état qu'elles étoient, d'autant qu'elles sont plus éloignées & que l'on n'en entend point de plaintes.

Ferme des Domaines.

Cette Ferme paroît plus à charge aux Sujets du Roi presque qu'aucune autre, par deux raisons ; l'une qu'elle consiste en droits domaniaux, qui sont peu considérables, & qui sont dûs par tous ceux qui doivent des droits ou des censives aux Domaines de la Couronne.

Et l'autre, que la confection du Papier terrier comprend une infinité de Peuples ; & que quelque application que l'on y ait, il est presque impossible qu'il ne s'y passe de la vexation sur les Peuples.

Il faut redoubler d'application pour avancer le Papier terrier ; & à l'égard des droits domaniaux, les Commissaires départis & les Juges ordinaires sont établis pour régler tous les différends & les difficultés qui arrivent.

Le reste des Revenus du Roi sont,

Les Revenus casuels.

Les ventes des bois.

Les dons gratuits.

Le tiers sur-taux, & quarantième de Lyon.

La Ferme des Postes.

278 *Recherches & Considérations*

Les impositions des Pays conquis ,
sur lesquels il n'y a rien à faire.

Observations générales sur les Finances.

La forme de donner les Fermes au plus offrant & dernier enchérisseur , en éloignant tous monopoles , trafics , pensions , gratifications , accommodemens & autres abus dont le retranchement est défendu par les divers Reglemens faits depuis 1661 jusqu'à présent , a produit en partie les augmentations prodigieuses qui se sont trouvées sur les Fermes. Elle a aussi des inconvéniens assez considérables , en ce que les Sous-Fermiers ont porté leurs Sous-fermes beaucoup au-delà de leur juste valeur , ce qui donne lieu à deux desordres considérables ; l'un , que tous les Sous-Fermiers demandent toujours des diminutions ; & l'autre , qu'ils vexent beaucoup les Peuples pour s'indemniser de l'excès de leurs Fermes.

Le remede de remettre ces adjudications des Fermes ainsi qu'elles se faisoient ci-devant , c'est-à-dire , en choisissant les Compagnies , leur donnant à vil prix , & les Sous-fermes de mê-

me, pourroit peut-être bien produire le soulagement des Peuples ; mais ce remede seroit assurément pire que le mal, enforte qu'il seroit dangereux de changer de conduite. Il faut donc , si le Roi veut donner du soulagement à ses Peuples sur les droits de ses Fermes ; les diminuer & punir sévèrement ces Sous-Fermiers qui demandent des diminutions.

Tailles.

De tous les revenus du Roi , celui des Tailles est le plus universel , parce qu'il se leve sur tous les sujets du Roi habitans des Provinces taillables ; c'est à sçavoir les Généralités de

Paris , Amiens , Soissons , Châlons , Orléans , Tours , Poitiers , Limoges , Bordeaux , Montauban , Auvergne , Berry , Bourbonnois , Lyon , Dauphiné , Rouen , Caen & Alençon.

Et comme c'est la matiere sur laquelle il se peut commettre plus d'abus , c'est aussi celle à laquelle l'on a donné & l'on donne toujours plus d'application.

Observer que ces Tailles étoient en 1657 à cinquante-trois millions quatre cent mille livres ; que depuis 1662 jus-

280 *Recherches & Considérations*

qu'en 1679, elles ont été toujours depuis trente-trois jusqu'à quarante-un millions ; qu'elles sont à présent à trente-cinq millions.

Depuis 1610 jusqu'en 1633, elles n'ont été que depuis douze jusqu'à dix-huit & vingt millions : mais les droits aliénés montoient depuis dix jusqu'à dix-huit millions ; ce qui donna sujet à la conversion de ces droits en rentes.

Quant à la diminution des Tailles, c'est une matiere qui dépend de la résolution de Sa Majesté, du régleme[n]t de sa dépense, & à laquelle l'application de ceux auxquels Sa Majesté veut bien donner la conduite, régie & administration de ses Finances, ne peut rien.

Pour ce qui est de cette régie, voir les lettres circulaires écrites tous les ans depuis 1667 jusqu'à présent, l'exécution de ces lettres, les divers Réglemens & Arrêts donnés sur cette matiere.

L'on travaille depuis plus de dix ans à recueillir tous les Edits, Déclarations & différens Arrêts donnés sur cette matiere, qui ont rendu cette Jurisprudence aussi incertaine que les autres l'étoient, pour en composer un corps d'Ordonnances fixe & certain ; & ce travail

travail pourra être achevé peut-être dans un an ou plutôt si faire se peut.

Outre tout ce qui s'est fait pour bien régler la régie & administration des Fermes après le Règlement des Tailles, il est certain que l'établissement des Commerces & Manufactures ont beaucoup contribué au soulagement des Peuples.

La défense de la saisie des bestiaux.

La liquidation & payement des dettes des Communautés.

Les taxes d'Offices, la sortie des prisons, & une infinité d'autres moyens mis en pratique suivant les diverses occasions.

Toutes ces choses ont contribué à leur soulagement.

Mais nonobstant tout ce qui a été fait, il faut toujours avouer que les Peuples sont fort chargés, & que depuis le commencement de la Monarchie ils n'ont jamais porté la moitié des impositions qu'ils portent; c'est-à-dire que les revenus de l'Etat n'ont jamais été à quarante millions, & qu'ils montent à présent à quatre-vingt & plus.

Et ces quatre-vingt millions sont dépenses effectives sans remises ni intérêts.

Il n'y a plus d'affaires extraordinaires.

282 *Recherches & Considérations*
res à faire , parce qu'elles aboutissent
toutes à une nouvelle imposition sur
les Peuples , ou à l'aliénation des reve-
nus du Roi au denier huit , dix & dou-
ze ; & le crédit de S. M. est à présent
au denier vingt.

Si Sa Majesté se resolvoit de dimi-
nuer ses dépenses , & qu'elle deman-
dât sur quoi elle pourroit accorder du
soulagement à ses Peuples ;

Mon sentiment seroit ,

De diminuer les Tailles & les mettre
en trois ou quatre années à vingt-cinq
millions.

De diminuer d'un écu le minot de
fel.

Les cinq grosses Fermes sont en un
état fixe.

Rétablir , s'il étoit possible , le tarif
de 1667.

Diminuer les droits d'Aides , & les
rendre par-tout égaux & uniformes en
révoquant tous les Privilèges.

Abolir la Ferme du tabac & celle du
papier timbré , qui sont préjudiciables
au Commerce du Royaume.

Achever les Ordonnances générales
pour toutes les Fermes & pour les
Tailles.

Composer des Compagnies de Fi

nances au lieu des Elections, Greniers à sel & Juges des traites.

Leur donner un pouvoir égal aux premiers pour juger en dernier ressort.

Arrondir les ressorts des Elections & Greniers à sel.

Diminuer le nombre des Officiers, tout autant qu'il sera possible, parce qu'ils sont à charge aux Finances, aux Peuples, & à l'Etat.

Les réduire tous insensiblement par suppression & par remboursement au nombre qu'ils étoient en 1600.

Le bien & l'avantage qui en reviendroit au Peuple & à l'Etat seroit difficile à exprimer.

Il y auroit encore d'autres propositions tendantes à même fin, qui pourroient être exécutées si celles-ci étoient agréables à Sa Majesté.



QUATRIEME EPOQUE.

ANNÉE 1683. Octobre.

SI la vicissitude des événemens qui se reproduisent par les mêmes causes peut fournir quelque instruction aux hommes , l'histoire des tems , que nous allons parcourir , doit être intéressante pour les Lecteurs. Les Finances deux fois rétablies par une combinaison de principes marqués sur les sources & sur la nature des impôts , par l'ordre & l'économie de la distribution , se vont précipiter pour la seconde fois dans une confusion encore plus grande par l'oubli des mêmes principes & de la même méthode. Quel parallele peut conduire plus sûrement à sentir dans toute son étendue l'absurdité de cette maxime , que l'Etat roule depuis treize siècles sur le même plan , que l'uniformité de routine suffit seule pour veiller sur le mouvement d'une machine si bien ordonnée ? Ceux qui débitent de semblables opinions , n'ont heureusement l'oreille ni des Rois ni des Ministres : car au lieu d'être simplement ridicules , ils devien-

droient des pestes publiques. Quoique cette espece d'hommes reste dans l'obscurité & le mépris qu'elle mérite, il n'est pas moins essentiel pour la société en général de sentir le prix d'une bonne administration ; de concevoir par quelle profondeur, quelle assiduité de vûes, par combien de travaux & de combinaisons on parvient à affûrer son bonheur. La reconnaissance éclairée est seule digne de ceux qui gouvernent les autres ; & les hommes gouvernés regleroient trop souvent leur respect & leur amour sur des motifs particuliers, s'ils ne connoissoient bien clairement l'intérêt de la République.

On ne s'étendra point autant en réflexions en parcourant cette époque, qu'à l'égard de celles qui ont précédé, parce que l'uniformité de conduite dans celle-ci rappelleroit souvent les mêmes raisonnemens, au lieu que dans les trois premières tout portoit le caractère de l'instruction. Ici un détail exact des ressources extraordinaires formera le fonds principal de la narration, & y répandra d'autant plus de sécheresse, que les vices de la plupart de ces moyens ont été démontrés plus d'une fois dans tout ce qui a précédé ; soit par leurs funestes

effets , lorsqu'ils se sont produits , soit par le succès des grands Ministres qui se sont attachés à les bannir de l'administration.

Si l'application , l'intégrité , l'esprit de conservation de l'ordre établi des vues même eussent suffi pour réparer la perte que la France venoit de faire par la mort du grand Colbert ; il est constant que M. le Pelletier eût rempli le vœu public.

Son étude principale parut d'abord consister à ne rien innover , & à suivre , autant qu'il le pourroit , la méthode de son illustre prédécesseur : mais les principes , comme une arme , ne font pas toujours le même effet dans les mains différentes qui les manient. Ils donnent de la justesse à l'esprit , ils l'étendent ; mais il n'appartient qu'au génie d'y puiser les expédiens convenables ; sans lui les opérations portent ordinairement le caractère de la timidité , de la lenteur , & de l'incertitude ; & le Ministre finit toujours par être emporté hors de ses mesures par le tourbillon des affaires.

ANNÉE 1684.

La guerre avec l'Espagne , la dépense des bombardemens d'Alger & de Gè-

nes dérangerent le sage plan que s'étoit formé le Ministre. Pour comble d'embarras, la disette de 1684 força le Gouvernement de tirer des bleds étrangers. A cette augmentation de dépense imprévue il fallut ajouter le retard des recettes. Les circonstances étoient fâcheuses pour un début, il faut en convenir : le Ministre employa le fatal expédient des rentes, malgré l'exemple récent des efforts qu'on avoit faits pour les réduire. Le dernier million des cinq créés en 1682, n'avoit pû être placé qu'au dernier dix-huit : soit qu'il parût douteux que le crédit maintînt un emprunt au même denier, soit dans la crainte de montrer le besoin, on proposa aux acquéreurs des quatre millions placés au denier vingt, de les convertir au denier dix-huit. Cet exemple dangereux, par lequel le Roi faisoit volontairement remonter les intérêts, à la première occasion de dépense extraordinaire, eut pour prétexte l'égalité du traitement entre les sujets. Les grands hommes n'ont pas craint de dévoiler au Peuple les motifs de leur conduite ; telle avoit été jusques alors la maxime des Sullys, des Colberts. Quelques-uns de leurs successeurs s'imaginèrent que c'é-

toit un engagement contracté pour eux ; & souvent ils exposèrent indécemment la parole du Prince , à la défiance ou même à la contradiction des Sujets : ainsi ce qui avoit servi à établir la confiance & le crédit , le ruina dès qu'il ne fut plus que l'instrument de la ruse.

A mesure que les porteurs de Contrats se présenterent avec un supplément de seize mille livres par chaque vingt mille livres placées au denier vingt , on les fit jouir de deux mille livres de rente , au lieu de mille que produisoit leur premier placement. Il en fut ainsi créé pour trois millions deux cent mille livres dans cette année , au capital de cinquante-sept millions six cent mille livres , dont l'Etat se trouva chargé de plus qu'en 1683. Il est vrai qu'au moyen de cet emprunt la caisse des amortissemens fut éteinte , & les avances sur les revenus acquittées. Cette manière d'introduire l'ordre étoit extrêmement ruineuse , puisque la dette devenoit perpétuelle , & qu'on n'assignoit point de fonds pour la liquidation annuelle.

Dès le mois d'Octobre de l'année précédente , M. le Pelletier avoit eu recours à une augmentation de gages à tous les Officiers & particuliers de
cinq

cinq cent mille livres de rente au denier dix-huit, & au capital de neuf millions.

Dans cette année 1684, il en fit encore une aux Officiers des Cours supérieures, également de cinq cent mille livres de rente au denier dix-huit.

Le Ministre ne laissa pas d'avoir recours à une augmentation sur les Tailles d'environ trois millions ; car on a vû qu'en 1683, M. Colbert dit lui-même qu'elles étoient environ de trente-cinq millions ; & cette année elles monterent à près de trente-huit, sans compter les étapes de trois millions neuf cent quatre-vingt-dix-huit mille six cent soixante-trois livres.

La disette cependant, jointe à l'accroissement de l'impôt, avoit tellement appesanti la misere des campagnes, qu'il fallut leur annoncer une diminution de Tailles de trois millions quatre cent quarante-quatre mille sept cent dix-sept livres sur l'année 1685. Ce sacrifice ne pouvoit être que passager, puisque les charges augmentoient d'une somme à peu près égale ; & s'il étoit durable, il se trouvoit nécessairement dans les années suivantes un vuide de huit millions six cent quarante-quatre mille sept cent

dix-sept livres , qui ne pouvoit être rempli que par un retranchement des dépenses les moins urgentes. Dans tous les cas enfin ce retranchement devoit être au moins de quatre millions trois cent mille livres ; & si les dépenses étoient forcées, il falloit hauffer les impôts de la même somme. Lorsqu'une fois ils sont à leur portée , l'augmentation devient surcharge , & la surcharge anéantit l'impôt. On ne sort point de ce cercle sans une habileté peu commune , & qui n'est praticable qu'autant qu'il se présente quelque réforme à entreprendre dans la perception, ou quelque nouvelle source d'abondance à creuser : tant il est vrai que la conservation des Finances d'un Etat dépend , comme on l'a déjà observé plusieurs fois , de ce principe , de ne jamais percevoir des Peuples pendant la paix tout ce qu'ils peuvent payer , à moins qu'il ne s'agisse d'un bien plus essentiel pour eux , qui est la libération des revenus publics.

Cependant toutes choses ont des bornes , quoiqu'il soit vrai de dire que le génie n'en a point : mais des circonstances particulières peuvent rendre souvent ses efforts inutiles. Si jamais on étoit excusable de cacher la vérité aux Rois ,

on pourroit dire en faveur de M. le Pelletier, que son Prédécesseur trouvoit, dans ses grands services & dans la longue habitude de les rendre, une espece d'autorité propre à soutenir son courage & sa franchise. La réponse qu'avoit faite Louis XIV, au sujet de ce nouveau Ministre, devoit lui donner de la confiance. M. Le Tellier le trouvoit peu propre aux Finances, parce qu'il n'étoit pas assez dur ; & le Roi se décida en sa faveur sur ce reproche même, en disant qu'il n'entendoit pas que ses Sujets fussent traités durement. Maxime digne de son sens admirable, & qui devoit faire honte à celui du Courtisan. C'est encore dans le même esprit que ce Prince avoit décidé précédemment, contre ses propres intérêts, dans une question de Domaine qui partageoit son Conseil, parce que la recherche proposée devoit troubler le repos de beaucoup de familles. Quoique ces traits soient communs dans notre Histoire, ils sont toujours aussi dignes de remarque que chers à la Nation.

Le Ministre trouva une ressource dans le renouvellement du droit d'annual en cette année, qui fut continué

292 *Recherches & Considérations*

pour neuf ans en payant le prêt ordinaire. Il s'écarta encore du plan de son Prédécesseur, en accordant l'annuel à tous les Offices sans exception ; & il s'interdisoit ainsi la faculté d'éteindre successivement les plus inutiles , à mesure qu'ils tomberoient aux Parties ca-suelles.

Tandis que les charges s'accumuloient , il étoit au moins prudent de ne pas souffrir la diminution , soit des biens , soit des personnes contribuables. Il fut défendu aux Religieux Mendians de commencer aucuns bâtimens excédant la valeur de quinze mille livres sans Lettres-Patentes , & au-dessus de trois mille livres sans permission du Parlement , qui ne devoit point l'accorder sans grande connoissance de cause.

Par les mêmes raisons , la conservation du Commerce devoit chaque jour plus intéressante dans l'Etat : les secours réitérés que la Compagnie des Indes Orientales avoit reçus du Gouvernement n'avoient pû compenser ses pertes ; soit mauvaise conduite , soit malheur , s'il est du malheur en fait de choses de calcul , elle se trouvoit arriérée de sommes très-considérables : on assembla les syndics des Intéressés ,

& il fut résolu de demander de nouveaux fonds aux Actionnaires. Un grand nombre d'entr'eux n'y vouloit point consentir ; mais Sa Majesté déclara déchu de leur intérêt ceux qui ne répondroient pas au nouvel appel ; & permis à d'autres de prendre leur place en leur remboursant le quart de leur mise , à condition de fournir comptant un autre quart à la caisse de la Compagnie. En 1687 , les fonds de Commerce se trouverent de deux millions cent mille livres , & les premières opérations parurent heureuses : ce faux éclat ne dura que jusqu'en 1701.

La Compagnie du Levant n'avoit pas mieux réussi , quoique le Commerce des particuliers fût très-brillant ; l'inutilité des graces & des préférences qu'elle recevoit , apprirent enfin qu'en fait de Commerce la liberté & la concurrence sont plus fortes que la protection même ; ses privilèges furent révoqués.

Il fut arrêté cette année entre les Négocians de Lyon , & les Fermiers de la douane , une convention bien injurieuse au Ministère , & d'une conséquence dangereuse. Les discussions fréquentes qui s'élevoient entr'eux au sujet du droit sur les petites étoffes d'A-

miens , Rheims , Abbeville , le Mans , &c. les engagerent à régler d'un commun accord le droit à cinq livres dix sols par quintal , quoique le droit du tarif ne fût pas si fort : on vouloit acheter la paix. Le Traducteur de l'excellent Ouvrage de Josias Child paroît souhaiter avec raison l'établissement d'un Inspecteur général des douanes , comme en Angleterre : mais il faudroit que ce fût un poste entre le Douanier & le Négociant. Combien n'eût-il pas épargné au Commerce de troubles & d'obstacles , dont la connoissance a été dérobée au Ministère , & dont les détails longs & pénibles ne lui permettent même pas toujours de se former une idée assez exacte !

Toute discussion fut levée sur la sortie des soyerries destinées pour Marseille & l'Italie , car les droits en furent supprimés. Les motifs d'une si bonne opération ne s'étendoient-ils pas également sur les autres Manufactures ?

Les Raffineries de sucres reçurent une faveur dont elles profiterent mal , puisque les sucres bruts ne s'en vendirent pas plus avantageusement pour les Colonies , & que nous n'envoyâmes pas davantage de sucres raffinés aux

Etrangers. Le Gouvernement accorda neuf livres par quintal à la sortie , pour tenir lieu de la restitution des droits d'entrée : cette somme à la vérité n'étoit pas suffisante, si l'on avoit dessein d'accorder une restitution entière : car deux quintaux & demi de sucre brut qui rendent un quintal de sucre blanc, avoient payé dix livres en passant à Ingrande pour remonter à Orléans , sans compter les péages en allant & en revenant sur la Loire.

Suivant la récapitulation des revenus de cette année , le total montoit à cent trente-cinq millions six cent vingt-deux mille huit cent trente-une livres ; les charges à vingt-neuf millions trois cent soixante-douze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf livres ; les parties du Trésor Royal furent de cent six millions deux cent cinquante mille quatre cent trente-deux livres. Dans la somme de cent trente-cinq millions , &c. ci-dessus , il faut observer une augmentation sur les Parties casuelles de plus de douze millions , à raison des attributions de gages à divers Offices ; ainsi les revenus courant n'étoient que de cent vingt-trois millions six cent vingt-deux mille huit cent trente-une livres ,

296 *Recherches & Considérations*
c'est-à-dire , environ neuf millions de
plus qu'en 1683.

La dépense monta à cent cinquante-
quatre millions six cent quarante-sept
mille cent neuf livres , y compris soixan-
te millions quatre cent vingt-un mille
neuf cent quatre-vingt-onze livres pour
remboursement & intérêts d'avance.

RÉCAPITULATION des Revenus de 1684.

	Revenus.	Charges & Diminutions.
Fermes générales	63562000 liv.	15707759 liv.
Autres Fermes	2150000	70000
Recettes générales des Pays d'Élections	37698011	10387318
<i>Idem.</i> Des Pays d'États	4343903	2432375
Dons gratuits des Pays d'États	7089003	309325
Bois	1513709	465622
Revenus casuels	15267542	
Etapas & secondes Parties	3998663	
Total	135622831 liv.	29372399 liv.

Net... 106250432 liv.

A N N É E 1685.

L'année suivante commença par une opération dont l'effet fut heureux , puisqu'elle fut continuée pendant plusieurs années de six mois en six mois : on s'apperçut enfin que les droits sur les vins & eaux-de-vie de l'Orléanois , Blésois , Touraine , Anjou & Maine , en descendant la Loire , arrêtoient leur consommation. Ils furent réduits sur les vins à cinq livres six sols huit deniers par pipe pour droit de sortie , & à trente sols pour droits de subvention , au lieu de huit liv. & quarante-cinq sols prescrits par le Tarif de 1664 ; sur les eaux-de-vie , les droits furent réglés à huit livres & cinquante sols sept deniers , au lieu de douze livres & quatre livres , à raison des mêmes parties. Quoique ce fût encore trop , relativement à la qualité , il est vrai-semblable que , si les dépouillemens des Registres eussent été faits exactement , la recette se seroit trouvée plus forte depuis la diminution. A considérer les besoins de l'Etat & l'esprit de l'administration , il est à croire que cela se passa ainsi. D'après un pareil relevé , on auroit pû cal-

culer la perte du Royaume dans cette partie depuis 1664 jusqu'alors.

Vers le milieu de l'année précédente, il avoit aussi été rendu un Édit fort sage au sujet du droit de gros sur le vin. Sa perception occasionnoit un nombre infini de procès entre les Fermiers & les redevables. La fraude d'un côté, les vexations de l'autre, formoient des griefs mutuels fondés sur l'article XII du titre des Inventaires & recollemens de vin de l'Ordonnance de l'an 1680. Il fut arrêté qu'au lieu des déductions portées par l'Ordonnance, ceux qui recueilleroient seulement trois muids de vin ne seroient point sujets au droit de gros; ceux qui recueilleroient six muids ne seroient tenus qu'aux droits de gros sur la moitié; depuis six jusqu'à douze muids, le droit devoit se percevoir sur les deux tiers de l'excédent des trois muids; depuis douze jusqu'à vingt-quatre sur les trois quarts de l'excédent des trois muids. Indépendamment de ces déductions, il étoit accordé une franchise de deux muids aux Laboureurs pour chaque charrue qu'ils exploiteroient; sans cependant que ces diverses déductions

pussent dispenser de l'inventaire , même en ne recueillant que trois muids. Jusques-là l'intérêt du Fermier est d'accord avec la tranquillité du cultivateur : la Loi paroît claire , précise ; mais voici de quoi aider à en éluder l'esprit : ces déductions n'étoient accordées que dans le cas de non-vente : ainsi le malheureux colon n'étoit point à l'abri des recherches suscitées par un imposteur de ses ennemis. Avoit-on peur de faire un léger présent à l'Agriculture ? Et ne valoit-il pas mieux retrancher même quelque chose sur ces facilités , en les rendant absolues , pour couper court aux chicanes & à la fraude ? De toutes les manieres de lever un impôt sur le vin , la plus douce & la plus juste assurément est de le regler sur la valeur ; mais s'il est quelque modération à accorder , ce doit être lors de la premiere vente , parce que la terre faisant déjà les fonds d'autres impositions , il convient d'écarter d'elle les droits de consommation : autrement elle sera sujette , faute de concurrence parmi les acheteurs de ses denrées , à payer une partie du droit que le Roi n'entend imposer que sur le consommateur.

Les besoins n'étoient pas encore satisfaits sans doute ; puisque pour engager les Officiers qui n'avoient pas payé le prêt à acquérir le droit d'annuel , on leur proposa d'acquérir pour le double de la valeur du prêt en augmentations de gages au denier dix-huit. Il en fut créé pour six cent mille liv. de rente au principal de dix millions huit cent mille livres en faveur des Officiers des Justices Royales. Les droits attribués aux Offices de Notaires & de Commissaires aux saisies-réelles furent réunis du Domaine , & ces Offices mis en hérédité. Le droit de contremarque qui fut établi sur la vieille vaisselle d'or & d'argent , ne portant que sur le luxe & les riches , étoit un de ces expédiens dont il eût été à souhaiter que le Ministre eût été bien pourvû ; mais toujours avec une restriction en faveur du Commerce étranger.

La subvention annuelle du Clergé de douze cent quatre-vingt-douze mille neuf cent six livres treize sols neuf deniers fut renouvelée pour dix ans : & il accorda un don gratuit de trois millions payables en quatre termes de six mois en six mois. Au moyen de ce nouveau secours , il fut convenu qu'il ne

lui seroit demandé à l'avenir aucune chose en quelque occasion que ce pût être , attendu son extrême pauvreté & les sommes excessives qu'il avoit fournies par le passé. Ses affaires se rétablirent depuis, car il paya de plus grandes sommes qu'il n'avoit encore fait.

Si les saines maximes de M. Colbert n'étoient pas toujours suivies , on s'attachoit aveuglément à celles qui méritoient au moins un examen. On a remarqué en 1679 que la Compagnie du Sieur Oudiette n'ayant pas rempli ses engagements , sa concession avoit été réunie à celle du Sénégal , à condition de porter aux Isles pendant huit années deux mille esclaves. Malgré la gratification de treize livres par tête de Nègre qui y étoit jointe , la Compagnie trouvoit beaucoup plus utile de n'envoyer pas le nombre porté par son contrat ; parce qu'avec moins de capitaux & de dépenses elle gagnoit d'autant plus que la rareté étoit plus grande dans les Isles. La culture pensa se ruiner sous ce monopole , & le mal pressoit. On résolut d'y remédier , mais sans corriger le principe. Une nouvelle Compagnie de Guinée fut formée avec un privilège exclusif de traiter depuis la rivière

Serre-lionne jusqu'au Cap de Bonne-
érance. Aux anciens avantages ac-
cédés à ce Commerce , on ajouta ce-
de ne payer que la moitié des droits
les retours de l'Amérique , à condi-
n de porter aux Colonies mille Né-
s par an. Vaines précautions ; on ne
orme point la nature des choses , &
st faire bien peu de réflexion que de
confondre sans cesse avec les acci-
is ! Cette Compagnie remplit à la
ité son Traité un peu moins mal que
autres ; & cependant il paroît par
Mémoires assez sûrs qu'en 1698 il
avoit pas dix-huit mille Nègres dans
tes nos Colonies : encore est-il pro-
ple que le plus grand nombre avoit
introduit par les Interlopes. Qu'il
t permis de jeter un regard doulou-
ux sur les effets de l'aveuglement , &
l'espece de passion de ceux qui gou-
rnoient pour ces pernicioeux établis-
nens. On ne calculera point la va-
ur de nos pertes sur les produits ac-
els du Commerce : mais si la liberté
t été rendue , n'est-il pas vrai-sem-
able que les mêmes Négocians qui en
oins de deux ans avoient armé plus
cent vaisseaux pour les Colonies ,
eussent au moins envoyé quinze par

304 *Recherches & Considérations*
an à la Côte d'Afrique ? N'évaluons leur
cargaïson qu'à trois cent Nègres, &
nous trouverons que les Colonies en
eussent reçu par an quatre mille cinq
cent. Dans les vingt-neuf années écoulées
depuis 1669 jusqu'en 1698, elles
eussent reçu cent trente mille cinq cent
Nègres. Les dix-huit mille Nègres fa-
briquoient vingt-sept millions de livres
de sucre, sans compter les autres den-
rées ; par conséquent, en 1698, dédui-
sant vingt-deux mille Nègres pour les
morts, les Colonies eussent produit cent
soixante millions de liv. de sucre. Cette
Navigation n'occupoit en 1698 que
cinquante-quatre vaisseaux ; ainsi dans
la même proportion elle en eût occu-
pé trois cent vingt-quatre. On ne pouf-
fera pas ce calcul plus loin ; sa portée
se conçoit au premier coup d'œil ; &
l'on ne craint point de dire que la liber-
té du Commerce eût influé considéra-
blement sur les grands événemens qui
se passèrent en Europe à la fin de ce
siècle, & au commencement de l'autre.
Il faut convenir cependant que quand
même des monopoles seroient propres
à faire valoir quelque branche de Com-
merce, celui qu'on avoit établi en fa-
veur des Raffineurs de France eût con-
tre-balancé

tre-balancé leurs efforts. Comment faire le Commerce de Nègres, tandis que la denrée principale, dont la culture devoit les occuper, restoit invendue ?

Quoique le Commerce des Colonies & de l'Afrique ne fût point du département de M. le Pelletier, on a cru devoir préférer l'ordre naturel, & ne point séparer les parties d'un tout indivisible par son essence : il seroit impossible de se former une idée juste de la situation de l'Etat ou de ses ressources, si l'on perdoit de vûe l'une des sources de la Finance.

C'est par la même raison qu'on ne peut passer sous silence la fuite d'un nombre infini de familles Protestantes, qui portèrent aux étrangers le plus clair de nos richesses numéraires, & quelque chose de plus précieux encore, notre industrie.

Les revenus de cette année furent de cent vingt-quatre millions deux cent quatre-vingt-seize mille six cent trente-cinq livres ; les charges & diminutions de trente-cinq millions deux cent quatre-vingt-sept mille deux cent soixante livres. Les parties du Trésor Royal furent de quatre-vingt-neuf mil-

lions neuf mille trois cent soixante & quinze livres.

Les dépenses monterent à cent millions fix cent quarante mille deux cent cinquante-sept livres, y compris pour remboursement & intérêts d'avances quatre millions trois cent huit mille huit cent quatre-vingt-quatorze livres.

RÉCAPITULATION des Revenus de 1685.

	Revenus.	Charges & Diminutions.
Fermes générales	63723000 liv.	17503954 liv.
Autres Fermes	2320250	86400
Recettes générales des Pays d'Élections.	34508216	14479698
<i>Idem.</i> Des Pays d'États	4367612	2488888
Dons gratuits desdits	6759721	256751
Bois	1564808	471569
Revenus casuels.	7493117	
Érapes & secondes Parties	3559911	
Total	124296635 liv.	35287260 liv.

Net 89009375 liv.

A N N É E 1686.

M. le Pelletier mérita un éloge que n'a point obtenu M. Colbert : le Commerce des productions de la terre reçut de lui des faveurs. Cette année les droits sur la sortie des vins descendans par la Loire , furent modérés à trois livres dix sols par pipe : il fut permis généralement de vendre des grains à l'Etranger pendant un an : l'année suivante , ces mêmes graces furent encore prorogées ; les campagnes respirerent un peu. Ces opérations étoient habiles , soit que la nécessité où se voyoit le Ministre d'augmenter les impôts l'y eût conduit , soit que ce fût l'effet de la réflexion sur les causes de la disette & de l'abondance des denrées. Le renchérissement des grains à l'occasion de la dernière disette , avoit animé la culture ; d'une pareille remarque , il n'y avoit pas loin à cette conséquence , que pour conserver l'abondance il falloit que les grains eussent toujours une valeur proportionnée aux frais de la culture , aux besoins , aux impôts du cultivateur. Par malheur on n'alla pas plus loin ; on ne chercha pas même les

moyens d'entretenir toujours cette valeur autour de ce point capital : la disette ne fut point prévue ; la garde des grains continua d'être l'objet de la haine du Peuple, dont elle a toujours été le salut. Depuis, l'inégalité des saisons trompa les espérances du Laboureur, à qui il étoit défendu de faire de longues réserves ; le Commerce extérieur rentra dans la gêne, parce qu'on n'avoit pas sçu s'en assurer un dans l'intérieur. Que penseroit-on d'un particulier qui traiteroit de chimères les profits & les avantages du Commerce, parce qu'il auroit perdu tout son bien par le naufrage d'un seul Vaisseau ?

M. le Pelletier retira des avantages si marqués de la liberté du Commerce des grains, qu'il songea à lui faciliter les communications : il déchargea ceux qui descendoient par le Rhône & la Saone de la moitié des droits & des péages. Ne valoit-il pas mieux en effet que la Provence fût nourrie par les François que par les Barbaresques ; échanger avec des piastras d'Espagne, les bleds des Provinces qui communiquent à la Saone & au Rhône, que d'y entretenir le pain à vil prix ?

Les tailles furent aussi diminuées d'en-

310 *Recherches & Considérations*

viron deux millions , & mieux payées ; puisque les charges & diminutions , au lieu de monter à quatorze millions , ne furent que de neuf environ.

M. le Pelletier ne fut pas aussi heureux dans le Reglement qu'il fit pour percevoir des droits à l'entrée des toiles de coton de l'étranger , & des fers-blancs d'Allemagne passant par transit & acquit à caution au-travers du Royaume. On avoit déjà oublié sans doute les soins infinis que M. Colbert s'étoit donnés pour établir ces transits utiles à notre navigation , à nos voituriers , à la consommation de nos fourrages & de nos denrées , enfin aux Commerçans dont ils étendent les correspondances , auxquels ils valent des commissions de passage. C'est par de semblables moyens , c'est en fournissant au Peuple de nouvelles occasions de faire entrer dans le Royaume l'argent des Etrangers , que l'on parvient sûrement à déraciner l'oïveté. Tel est cependant l'effet de l'habitude d'une grande misere , que l'état de mendiant & de vagabond attache les hommes qui ont eu la lâcheté de l'embrasser : le châtimement devient d'autant plus nécessaire à leur égard , que leur exemple est contagieux :

il ne faut pas que dans une société polie des hommes pauvres & sans industrie se trouvent vêtus, nourris & sains; les autres s'imagineroient bien-tôt qu'il est plus heureux de ne rien faire. C'est dans cet esprit que la peine des Galeres fut renouvelée cette année contre les mendiants & les vagabonds; mais cet emploi a des bornes : ne valoit-il pas mieux joindre des maisons de travail à chaque Hôpital ? La dépense est legere, & son utilité seroit de la plus grande étendue. Faut-il donc attendre que les hommes soient criminels pour connoître de leurs actions ? Combien de forfaits épargnés à la société, si les premiers déreglemens eussent été réprimés par la crainte d'être renfermé pour travailler ? Nous n'avons de peine intermédiaire entre les amendes & les supplices, que la prison. Cette dernière est à charge au Prince & au Public, comme au coupable : elle ne peut être que très-courte si la nature de la faute est civile : le genre d'hommes qui s'y expose la méprise : elle fort promptement de leur mémoire, & cette espece d'impunité ou éternise l'habitude du vice, ou l'enhardit au crime.

312 *Recherches & Considérations*

La création des rentes de 1684 commençoit à faire sentir ses effets ; les besoins firent aliéner pour quatre années la moitié des Domaines recelés, usurpés, négligés, échangés ou commués. La méthode étoit bonne du-moins ; & ces aliénations à tems limité sont les secours les moins onéreux que l'Etat puisse se procurer. La vente des Domaines sujets à réparations fut aussi ordonnée ; & il ne peut y avoir que de l'économie pour le Prince dans ces sortes de contrats, si les clauses en sont exécutées fidelement de part & d'autre. Si elles étoient facilement refiliées avant le tems, la défiance publique réduiroit à vil prix ces acquisitions, & les Particuliers incertains de la propriété, ne se mettroient jamais dans le cas d'améliorer : double perte pour l'Etat.

A la place des Receveurs généraux & particuliers, des Trésoriers & des Contrôleurs tant généraux que Provinciaux du Domaine, il fut créé un Receveur des bois & Domaines dans chaque Province, avec attribution de fix deniers pour livre du prix des ventes. On gaignoit sur le nombre des sujets
rendus

sur les Finances de France. 313
rendus au travail utile & sur les taxations.

Suivant la recapitulation, les revenus montoient à cent vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-un mille cinq cent trente-une livres, les charges & diminutions à trente-un millions trois cent dix-neuf mille neuf cent cinquante-cinq livres : les parties du Trésor Royal furent de quatre-vingt-treize millions six cent soixante-un mille cinq cent soixante & seize livres.

La dépense monta à quatre-vingt-douze millions cinq cent trente-un mille trois cent quatre-vingt-onze livres.

R É C A P I T U L A T I O N des Revenus de 1686.

	Revenus.	Charges & Diminutions.
Fermes générales.	63416000 liv.	18244624 liv.
Autres Fermes	2387000	175125
Recettes générales des Pays d'Élections.	32578419	9673256
<i>Idem.</i> Des Pays d'États	4537305	2470272
Don gratuit deditis	6609721	320398
Don gratuit du Clergé	3000000	
Bois	1640255	436280
Revenus Casuels	7262815	
Étapes & secondes parties	3550016	
Total	124981531 liv.	31319955 liv.
Net....	93661576 liv.	

Fin du Tome troisième.



T A B L E

D E S M A T I E R E S

Contenues dans le troisieme Volume.

A

Affinages, le monopole à cet égard détruit le commerce de dorures, *pag.* 118.

Aides, Ordonnance sur les Aides, 145. ses défauts, 146. moyen de les corriger, 151. droits contenus sous la Ferme des Aides, 145. 146. privilèges des Bourgeois en certains cas, 156. 157. remarques sur cette Ordonnance, 165. observations de M. Colbert sur cette Ferme, 276.

Amendes, M. Colbert corrige les abus qui s'étoient glissés dans leur recette dans les différens Tribunaux, 51. 52.

Annuel renouvelé pour neuf ans & accordé à tous les Offices, 291. 292.

Annuités convenables en tems de guerre, 124.

Arbitraire doit être évité dans les impositions, 204.

B

Billonnage, causes qui le rendent considérable, 134.

Bois, imposition qu'on pourroit mettre sur chaque arpent, 182.

C

Caffé, matiere d'un excellent impôt, 231. ce que l'on pourroit pratiquer à cet égard, 231. 232.

Capitation, cette imposition a cela de desavantageux qu'elle est arbitraire, 203. elle est propre à servir de ressource, *ibid.*

Charges de la France suivant le testament politique du Cardinal de Richelieu en 1669, *p.* 50. en 1670, *p.* 55. en 1683, *p.* 253.

Clergé (le), offre un don gratuit, 129. 130. il accorde un autre don gratuit pour réprimer la piraterie, 56. renouvelle sa subvention annuelle pour dix ans, 301.

Colbert, son attention à l'égard du Commerce, 1. 2. en particulier de celui du Levant, 30. 31. corrige des abus dans la collection des amendes, 51. 52. appelle les

- étrangers à Marseille** pour y rétablir le commerce du Levant, 30. se donne des soins pour faire passer par la France les marchandises de la Flandre François & Espagnole, 43. donne une instruction à M. de Seignelay pour son voyage à Rochefort, 59. — 69. son plan pour la Marine, 83. 84. ses observations sur le projet de dépenses de 1672, p. 101. & *suiv.* sa méthode dans la formation des états de recette, 104. faute qu'il fit à l'égard des monnoyes & moyens qu'il employa pour la réparer, 133. & *suiv.* changement qu'il fit dans leur administration, 135. & *suiv.* moyens qu'il employa pour procurer des esclaves aux Colonies, 142. 143. son projet pour les dépenses de 1681, p. 207 & *suiv.* son éloge, 254. & *suiv.* sa conduite, 255. mémoire écrit de sa main, 271. & *suiv.*
- Colonies**, il faut que les Colonies aient la liberté de transporter leurs denrées à droiture dans les ports d'Europe, 38. 39. elles ne peuvent se passer d'esclaves, 142. M. Colbert se sert de divers expédiens pour leur en procurer, *ibid.*
- Commerce en Canada**, M. Colbert y donne son attention & le favorise, 45. observations de M. Colbert sur le commerce, 275.
- Commerce d'Amérique** est permis à tous les François, 36. abus qu'ils font de cette permission, 37. 38. règlement employé pour y remédier, & ses suites, *ibid.* ce commerce est augmenté & protégé, 94.
- Commerce du Levant**, état où le trouva M. Colbert, 24. 25. ce qu'il fit en sa faveur, 35. abus qu'il y avoit relativement aux Consuls, 25, qui étoient chargés de dettes, *ibid.*
- Commerce de mer** ne déroge point à la Noblesse, Edit du mois d'Août 1669, p. 40. & *suiv.* par qui se fait-il ? 5.
- Commerce du Nord**, il mérite plusieurs considérations, 16. ses avantages, *ibid.* moyens d'y réussir, 18. obstacles qu'il faut essuyer, *ibid.* précautions qu'il faut prendre sur-tout en tems de guerre, 21. méthode des Hollandois, 18. observations sur le commerce relativement aux Colonies du Nord de l'Amérique, 20. 21. moyens qu'on pourroit employer pour y suppléer, 22. 23.
- Communautés**, dépenses de celles de Paris, 111. & *suiv.*
- Compagnie de Guinée**, sa création, 302. 303. inconvénient du privilège qu'on lui accorde, 303.
- Compagnie des Indes Orientales** établie en 1605, elle tombe, 140. elle demande de nouveaux fonds aux actionnaires, 292. 293.

DES MATIERES. 317

- Compagnie des Indes Occidentales* établie en 1664, est hors d'état de pouvoir soutenir son privilège exclusif, 36. sa chute, 141.
- Compagnie du Levant*, son sort, 34. & suiv. sa situation, on révoque ses privilèges, 293.
- Compagnie du Nord*, son établissement, 10. quoique très-favorisée, ne réussit pas à cause de l'exclusif, *ibid.*
- Compagnie du Sénégal* ne remplit pas les engagements, elle ne porte pas aux Isles tous les Negres convenus, 302.
- Conformations*, impositions dont on pourroit les charger relativement à leur nécessité, 191. évaluation de cet impôt, 191. 192. il est le plus convenable dans les Villes, 191.
- Consuls François*, abus au Levant sur les Consûlats, 25.
- Contremarque* (droit de) établi sur la Vaiselle, 301.
- Contrôle des actes*, son établissement, 56. 57.
- Convoi de Bordeaux*, observations de M. Colbert à cet égard, 269.

D

- Dépenses de 1684*, p. 295. de 1685, p. 306.
- Dépense réelle & projetée* en 1670, p. 56. de 1671, p. 95. 96. projet pour l'année 1672, p. 101. observations de M. Colbert sur ce projet, 101. & suiv. Dépenses depuis 1671 jusqu'en 1678, p. 128. en 1679, p. 144. en 1680. p. 206. en 1681, avec les observations de M. Colbert, p. 206. & suiv. en 1682, p. 250.
- Dépense des Sujers du Roi*, où va-t-elle ? 200.
- Dixieme*, on pourroit le mettre sur le loyer des maisons, 189.
- Domaine*, on en aliene une partie pour quatre années, 312.
- Domaine d'Occident*, son origine, 142.
- Dorure*, droits qui nuisent à ce commerce, 118.
- Douane de Lyon*, convention entre les Fermiers & les Négocians dangereuse & injurieuse au ministère, 293. nécessité d'un Inspecteur général des Douanes, 204.
- Droit de quinze sols par balle de marchandises sortant du Royaume*; on réduit à trois pour cent les droits d'entrée sur les denrées d'Amérique, 94.
- Droit de Cottimo*, son origine, 32.
- Droit de marque sur l'argent* nuit au commerce de dorure, 117. moyen de le remplacer, 118.
- Droit de vingt pour cent* établi pour mettre le Commerce

du Levant en sûreté contre les Navigateurs étrangers , 33.

E

Eaux-de-vie de France , les Hollandois en défendent l'entrée , 92. on diminue les droits de sortie , 143. on diminue les droits sur celles de l'Orléanois , 298.

Epoque , quatrième , 284.

Etape générale établie dans les Villes maritimes , Déclaration du Roi , 87. & *suiv.* les avantages & les défauts 89. & *suiv.* moyens d'en éviter les inconvéniens , *ibid.* voyez *Entrepôt*.

Etrangers , on les invite à acheter des rentes en France , 133.

Exclusif , il ne réussit point pour le commerce du Nord , 12. & pourquoi , *ibid.*

F

Fer , vices dans les droits mis à l'entrée & à la sortie , 163. 164. partie qu'on pourroit tirer des Pyrénées pour s'en procurer , 164. 165.

Fers blancs , droits à l'entrée de l'Etranger passant par Transit , 310.

Fermages , imposition dont on pourroit les charger relativement à leur valeur , 181. nombre qu'il peut y avoir de Fermes en France , 183. produit de cette imposition , 185. avantages de cette méthode , 186.

Fermes générales , moyens qu'on pourroit employer pour en augmenter le produit , 198. méthode qu'on pourroit suivre dans leur administration , 198. 199. on en renouvelle le bail . le prix & les conditions , 212. en quoi consistent ces Fermes , 214. & *suiv.* Ordonnances à ce sujet , 234. étendues en 1687 , *ibid.* observations de M. Colbert , 271. & *suiv.*

Fête , ce que chacune coûte aux pauvres de l'Etat , 179. 180. on pourroit en retrancher pour augmenter le gain des manouvriers . 180.

Feux , nombre qu'il peut y en avoir dans le Royaume , 177. leur division relativement aux impositions , 178. & *suiv.* impôt dont on pourroit les charger , 180.

Finances , leur état en 1671 , p. 95. expédiens qu'on emploie pour fournir aux dépenses de la Guerre , 96. & *suiv.* Affaires extraordinaires de 1673 à 1678 , p. 105. & *suiv.* l'état des Finances en 1679 , p. 128. en 1682 , p. 250. augmentations à faire en cas de guerre , 249. état où les a laissées M. Colbert , 254. observations générales de M. Colbert sur les Finances , 278. diminutions à faire ,

DES MATIÈRES 319

s'il étoit possible, dans les recettes, 282. 283. l'inégalité des richesses diminue le produit des Finances, 125. avantages des bons principes, 284. 285.

Flandre, M. Colbert se donne bien des soins pour faire passer par la France les marchandises de la Flandre Françoisse & Espagnole, 43. faveurs accordées aux Négocians de la Flandre Françoisse, 45.

Forges, vices dans les droits dont on les a chargées, 161. difficultés qu'il y a pour les exiger; maniere d'y suppléer, 162. le privilège qui leur est accordé de pouvoir obliger un particulier à laisser défoncer son champ pour en tirer de la mine de fer, nuit à l'agriculture, 163.

Franc-Fief, traité à cet égard, 98. on augmente le forfait des *Francs-Fiefs*, 109. 110.

G

Gabelle, Ordonnance des Gabelles, 165. observations sur cette Ordonnance, 166. & suiv. remarques de M. Colbert sur la Ferme des Gabelles, 271. voyez *Sel*.

Gages, on crée des augmentations de gages, 123. augmentation de gages créées au denier dix-huit, 288. on en propose aux Officiers des Justices Royales qu'ils acquiescent, 301.

Grains, on permet d'en vendre à l'étranger pendant un an, 308. on proroge cette permission, *ibid.* on décharge les grains descendans le Rhône & la Saône de la moitié des droits & des péages, 309.

Guerre de 1672, dépenses qu'elle causa, 130. moyens qu'on auroit pû employer pour y pourvoir, *ibid.* & 131.

H

Hareng, raison de la médiocrité de cette pêche sur les côtes de Normandie & de Picardie, 169.

Hollandois, ce qu'ils veulent faire pour engager la France à changer le tarif de 1667, p. 1. 2. commerce qu'ils font des vins de France, 3. & suiv. ils veulent y mettre des impositions, 2. ils cherchent à s'en passer, 7. attention de M. Colbert, 9. faute que l'on fit, *ibid.* ils défendent l'entrée des vins, eaux-de-vie & manufactures de France, 92. mesures prises en France pour les en faire repentir, 93. 94. on leur enlève le commerce des Colonies Françoises en Amérique, 94. 95.

I

Impositions, sur qui doit-on les mettre en cas de besoin,

125, ce qu'il y a à observer en tems de paix & de guerre, 126. 127. L'imposition la plus convenable est la taille réelle, 174. impositions qui pourroient remplacer la Taille, la Capitation, les Gabelles, 171. leurs avantages, 196, règles que l'on doit observer dans les impositions, 176. elles doivent être plus fortes dans les Villes que dans les Campagnes, *ibid.* celle que l'on pourroit mettre sur chaque feu, 180. sur les fermages, 181. sur les vignes, les bois, les pâturages, 184. sur les propriétaires des terres, *ibid.* sur les loyers, 190. sur les consommations, *ibid.* avantages de l'imposition sur les consommations, 150. comment on augmenteroit les impositions en cas de guerre, 202. *Impôts*, ils sont préférables aux aliénations, 123.

L

Le Pelletier, est nommé Contrôleur général des Finances, 286, ce qui détermina le Roi à lui donner cette place, 291. il suit autant qu'il peut la méthode de M. Colbert, 286.

Louis XIV. dans une question de Domaine décide contre son propre intérêt, 291.

M

Maîtrises, abus des Maîtrises, 110. 111. elles occasionnent bien des Procès, 113. mauvais reglement, 114. 115.

Manouvriers, leur gain, leur dépense & le profit qui leur reste, 178. 179. moyens de l'augmenter, 179.

Manufactures, M. Colbert encourage les manufactures des pays conquis, 43. & *suiv.* les Hollandois défendent l'entrée des manufactures de France, 92.

Manufactures de laine, on hausse les droits sur les étoffes de laine étrangères en faveur de celles du Royaume 113.

Maine, M. Colbert fait voyager M. de Seignelay à Rochefort pour le mettre au fait de la Marine de France, 58. ensuite en Hollande & en Angleterre pour connoître celles de ces peuples, 69. ce qu'il y a à remarquer, 71. connoissances nécessaires à un Ministre de la Marine, 79. plan de M. Colbert pour celle de France, 84. & *suiv.*

Marseille, ce port avant M. Colbert étoit presque prohibé aux étrangers, 27. droits qu'ils y payoient, *ibid.* M. Colbert y appelle les étrangers pour y rétablir le commerce du Levant, 30. il y supprime presque tous les

DES MATIERES 321

droits & les monopoles , 31. 32. il établit en faveur de cette ville un droit de vingt pour cent , 33. le privilège exclusif qu'elle a pour le commerce du Levant est-il avantageux au Royaume ? 34. il est favorisé par M. Colbert , 35. changemens qu'il y a eu dans le commerce de cette ville , *ibid.*

Monnoyes, faute que fit M. Colbert sur la monnoye , avec la maniere dont il la répara , 134. chargement qui se fit sous lui dans l'administration des monnoyes , 137. & *suiv.*

Monopoles, M. Colbert en supprime , 134.

O

Offices, on en crée , 49. on en supprime plusieurs , 236. *Ordonnances Civiles & Criminelles*, 53.

P

Papier & parchemin, les droits qu'on a mis sur cette fabrique y ont nui , 117. vices dans les droits dont on les a chargés , 160. le droit de marque nuit à cette manufacture , *ibid.* observations de M. Colbert , 277.

Pâturages, imposition dont on pourroit les charger , 184.

Pelletier, voyez *le Pelletier*.

Poisson, les droits dont on a chargé les poissons salés nuisent à nos grandes pêches , 159. 160. suites de cet abus , *ibid.*

Privilèges, leurs inconvéniens , 303.

Protestans, effets de leur fuite , 305.

Pyrénées parti qu'on pourroit tirer de ces Montagnes , 164.

R

Raffineries, on permet mal-à-propos d'en établir cinq dans les Colonies , 241. ce qui eut de fâcheuses suites , 242. on défend d'en établir de nouvelles , 243.

Recette de 1671 à 1678 , p. 130. comparaison de celle de 1678 & de 1679 , p. 140. recette de 1680 , p. 201. de 1681 , p. 210.

Receveur des Bois & Domaines dans chaque Généralité, sa création , 312.

Religieux mendiants, on leur défend de bâtir sans permission , 292.

Remboursemens, moyens d'en faire , 201. & *suiv.* avantages qu'il y a , 143.

Remedes en fait de monnoye , abus à cet égard , 136. 137.

Rente, diverses réductions furent cause que les rentes sur les tailles furent décriées pendant tout le regne de Louis

XIV, 132. en quoi consistoient les rentes sur l'Hôtel de-Ville en 1670, p. 54. ce qu'il restoit en 1678 de rentes anciennes, 132. causes de leur peu de crédit, *ibid.* on crée de nouvelles rentes sur les Aides & Gabelles, 121. sur la Ville, 145. 210. on continue pour rembourser les anciennes, 237. 238. manière dont se fit ce remboursement, 238. 239. les rentes se trouvent réduites à huit millions, 239.

Rentes perpétuelles, on en crée au denier dix-huit; on convertit des rentes au denier vingt en rentes au denier dix-huit, 287.

Revenus du Royaume en 1669, p. 50. en 1670, p. 55. en 1671, p. 96. en 1672, p. 100. de 1671 à 1678, p. 130. en 1679, p. 142. en 1680, p. 205. en 1681, p. 210. en 1682, p. 249, & *suiv.* en 1683, p. 253. de 1684, p. 297. de 1685, p. 307. moyen d'augmenter les revenus du Royaume, 198. & *suiv.*

Revenus de l'Angleterre, de la France & de la Hollande, suivant Davenant, voyez *Angleterre, France & Hollande.*

Richesses, moyens de remédier en quelque manière à leur inégalité, 125. 126.

S

Saisies réelles, on met en offices héréditaires les droits des Commissaires des Saisies réelles, 301.

Sardines, on doit à M. Fouquet l'établissement des pressés de la sardine, 232.

Seignelay (le Marquis de) est associé à M. Colbert pour la place de Secrétaire d'Etat, 58. mémoire de M. Colbert sur ce que doit observer le Marquis de Seignelay pendant le voyage qu'il va faire à Rochefort, 59. & *suiv.* instruction, qu'il se donna à lui-même pour le voyage d'Hollande & d'Angleterre, 69. & *suiv.* il cherche à se rendre habile dans tous les détails de la Marine, 83. 84.

Sel, réflexions sur l'Ordonnance des Gabelles, 165. 166. rigueurs que l'impôt sur le sel occasionne, *ibid.* La Normandie semble être le théâtre de toutes les rigueurs qu'emporte l'imposition du Sel, 168. elle est cause de la médiocrité de nos pêches, 169. on lui a ôté les avantages qu'elle avoit, *ibid.* moyens proposés pour en corriger les abus & les gênes, 173.

Soye, on supprime les droits sur la sortie des Soyerics pour Marseille & pour le Levant, 294.

DES MATIERES. 323

Sucres bruts, on en défend la sortie, 241. cette défénie a des suites fâcheuses, *ibid.* on veut y remédier en permettant d'établir des raffineries, *ibid.* ce qui augmente le mal, 242. on charge de droits à l'entrée du Royaume les sucres raffinés, *ibid.* réflexions sur ces opérations, 242. 243. Le gouvernement accorde 5 l. par quintal à la sortie des sucres raffinés en faveur des raffineries, 295.

T

Tabac, fait partie des Fermes, 221. son histoire relativement aux Fermes, 221. & *suiv.* moyen d'encourager la culture du tabac dans la Louisiane, 225, & *suiv.* d'en arrêter la contrebande, 228. 229. quantité qui peut s'en consommer dans le Royaume, 227. meilleure maniere de faire l'exploitation de cette Ferme, 229. 230.

Tailles, moyen de remplacer la taille, 175. observations de M. Colbert sur les Tailles, 279. on les augmente de trois millions en 1684, p. 289. on les diminue en 1685, vù la misere des campagnes, *ibid.* on les diminue & elles sont mieux payées, 309. 310.

Tarif de la Douane, celui de 1667 allarme les Hollandois, on le révoque quoique très-convenable à la France, 140.

Toiles de coton, droits à leur entrée, de l'Etranger passant par transit, 310.

Traitans, leurs profits sur divers traités, 107.

Tresoriers de France, on en réduit le nombre, 97.

V

Vaisselle, établissement d'un droit de contre-marque sur la vaisselle, 301.

Vendeurs de Volailles, leur création est un expédient nuisible à l'agriculture, 108.

Viande, est-ce faire l'éloge de la Police de Paris que de dire que depuis quarante ans la viande y est toujours au même prix? 157.

Vignes, impositions dont on pourroit les charger, 182.

Vins, commerce que font les Hollandois des vins de France, 3. & *suiv.* impositions dont ils veulent les charger, 2. ils cherchent à s'en passer & à se procurer des vins du Rhin, 7. attentions de M. Colbert à cet égard, 9. fautes que l'on fit, *ibid.* les Hollandois en défendent l'entrée, 92. on en diminue les droits de sortie, 143. moyen d'en percevoir les droits

314 TABLE DES MATIERES.

d'une maniere plus équitable, 151. abus qu'il y a à cet égard en Normandie, 154. à Nantes, 155. on diminue les droits sur les vins de l'Orléanois, Blésois, 298, Edit sur le droit de gros sur le vin, 299. réflexions sur cet Edit, 299. & suiv. on modere les droits sur les vins descendans la Loire, 308.

Vingtieme, on pourroit l'imposer sur les Propriétaires des terres, 185. sommes qu'il produiroit, *ibid.* on pourroit le mettre en cas de guerre, 202.

Fin de la Table des Matieres du Tome troisieme.









